

Le Contrat de Rente Viagère

A TITRE ONÉREUX

EN DROIT FRANÇAIS MODERNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

ÈS-SCIENCES JURIDIQUES

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE JEUDI 15 JUIN 1933, A 15 HEURES

PAR

JEAN CROIZIER

JURY

PRÉSIDENT :	M. D. PARISOT, Professeur
SUFFRAGANTS	{ M. R. JAPIOT, Professeur
	{ M. M. DESSERTAUX, Professeur



DIJON

IMPRIMERIE J. BELVET

8, Rue Jules-Mercier et 21, Rue du Bourg

1933

**LE CONTRAT DE RENTE VIAGÈRE
A TITRE ONÉREUX
EN DROIT FRANÇAIS MODERNE**

Le Contrat de Rente Viagère

A TITRE ONÉREUX

EN DROIT FRANÇAIS MODERNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE JEUDI 15 JUIN 1933, A 15 HEURES

PAR

JEAN CROIZIER

JURY

PRÉSIDENT :	M. D. PARISOT, Professeur
SUFFRAGANTS	{ M. R. JAPIOT, Professeur
	{ M. M. DESSERTAUX, Professeur



DIJON

IMPRIMERIE J. BELVET

8, Rue Jules-Mercier et 21, Rue du Bourg

1933

*La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Le contrat, que nous allons étudier, est celui qui consiste à échanger soit un de ses biens (meubles ou immeubles), soit une somme d'argent, soit l'ensemble de son patrimoine contre une créance d'annuités viagères ou rente viagère.

Cette opération porte plusieurs noms dans le langage courant : mettre son bien en viager, aliéner ou placer à fonds perdu.

Elle a été d'une pratique courante dans tous les temps, mais, à notre époque, des circonstances économiques et sociales qui paraissent devoir durer lui ont donné une vogue plus grande qui fait l'actualité de notre sujet.

La notion de rente viagère est du nombre de celles dont tout le monde possède une idée assez nette. Il suffira de la préciser par une définition que nous exprimerons en ces termes :

La rente viagère est une créance de prestations périodiques égales, appelées arrérages, dont l'extinction est soumise à celle d'une ou plusieurs vies humaines déterminées clairement au moment du contrat. Le bénéficiaire de la rente s'appelle crédirentier, le débiteur débirentier. Le

crédirentier est appelé par le code: propriétaire de la rente; le débirentier est nommé par lui: constituant, nom qui vient de l'ancien droit.

Le contrat de rente viagère a un long passé. Comme institution distincte, il ne remonte cependant pas au droit romain, qui connut d'ailleurs la stipulation et le legs d'annuités viagères. Le fait que les stipulations et les legs sont cités aux *Institutes*, le soin avec lequel ULPIN (1) commente les formules, et l'aspect abrégé de ces formules, qui semble résulter d'une pratique courante, nous prouvent que ces opérations furent fréquentes dans l'antiquité.

Le contrat aléatoire de rente viagère naquit d'une disposition d'un édit de Charles-le-Chauve (an 846) sur le précaire. Les particuliers avaient pris l'habitude, pendant l'époque barbare, d'abandonner leurs biens aux églises, qui leur en rendaient la puissance à titre précaire. L'édit cité les forçait à rendre le double ou le triple en jouissance au disposant en leur faveur, selon qu'il y avait eu ou non réserve d'usufruit. Il résultait de cette opération la création de chances de gain ou de perte liées à la survie plus ou moins longue du précariste, chances qui sont, nous le verrons, la caractéristique du contrat, et qu'on exprime en disant qu'il est aléatoire. Plus tard, la rente viagère fut attaquée comme analogue à l'usure défendue, et il est possible, qu'en fait, elle ait déguisé de vrais prêts à intérêts; mais il est impossible, en droit, de soutenir l'assimilation. Ce qui rendait le prêt à intérêts condamnable, c'est que les parties y agissaient comme si l'argent était productif, ce que l'on croyait faux; or, ce n'est pas la productivité de l'argent qui donne naissance au droit aux arrérages, mais la possibilité de la perte totale du capital. Il n'y a pas une

(1) Dig. XXXVIII, 1, fr. 4.

victime désignée dans le contrat, comme dans le prêt à intérêts des vieux docteurs, où l'emprunteur est censé avoir rendu plus qu'il n'a reçu. Pratiquement, enfin, le contrat de rente viagère n'offre pas le gros inconvénient du prêt à intérêts, qui est la possibilité pour le prêteur d'abuser de la triste situation de l'emprunteur en l'effrayant par des menaces de remboursement faites précisément lorsque celui-ci est malade ou gêné. Cette controverse eut lieu au treizième siècle et l'accord se fit complet sur la licéité de la constitution de rente.

L'ancien droit offre un phénomène universel et très remarquable : c'est que les églises et les monastères usèrent toujours beaucoup de ce mode d'acquérir. La disposition des capitulaires ne peut s'expliquer que par une intention restrictive. Dans les temps plus rapprochés de nous, l'édit de 1666 contient une prohibition au sujet des personnes de mainmorte. Pour les rentes constituées à prix d'argent, le taux est fixé d'avance : c'est le taux de l'édit ; pour les héritages, le taux de la rente doit être tel qu'elle ne dépasse pas les revenus. A huit siècles de distance, on éprouvait donc le besoin de mesures restrictives qui prouve la vogue ininterrompue des personnes morales comme débitrices de rente.

La doctrine définitive de l'ancien droit nous est donnée par le traité de POTHIER sur la matière : « Des rentes viagères ». La réglementation qu'il donne de notre contrat est très voisine de celle du code et nous ne l'analyserons pas ici, étant appelé à en parler fréquemment.

Lorsque les auteurs du code civil rédigèrent le titre XII du livre III, ils ne se doutaient probablement pas du développement considérable que l'avenir réservait au contrat de rente viagère. Parmi les causes diverses qui ont pu déterminer ce développement, le plus manifeste est l'intervention des compagnies d'assurances sur la vie et des

sociétés spécialisées, qui offrent au public un taux de rente calculé scientifiquement et une sécurité souvent parfaite au sujet du service des arrérages.

Ces auteurs ont souvent mis sur un pied égal la rente perpétuelle et la rente viagère; or, il n'y a que l'Etat, aujourd'hui, qui pratique encore la rente perpétuelle.

Rente viagère et rente perpétuelle ne sont pas deux mots qui désignent un même contrat et qui s'appliquent suivant qu'un terme est fixé au service des arrérages, ou que ces arrérages doivent être payés indéfiniment. Ils qualifient deux contrats de nature différente : le premier seul est aléatoire.

Dans la constitution de rente perpétuelle, chacune des parties sait, au moment où elle signe l'acte, quel sacrifice elle consent et quel profit elle obtiendra.

Dans la constitution de rente viagère, les constituants ne peuvent se livrer à cette appréciation. Les résultats de l'opération sont très différents pour chacun d'eux, selon le temps que durera le service des arrérages : si la personne sur la tête de laquelle est établie la rente viagère survit pendant de nombreuses années, tous les bénéfices sont pour le crédirentier, qui pendant ce temps touche un revenu bien plus élevé que les intérêts de son capital; ils vont, au contraire, au débirentier qui a peu à déboursier si cette personne décède rapidement après la conclusion du contrat. Ni le crédirentier, ni le débirentier ne peuvent prévoir quelle sera la durée de son existence : ils se trouvent en présence d'un inconnu au même titre que ceux qui ont joué à la bourse ou fait un pari, et qui ne savent auquel d'entre eux les événements donneront raison.

La constitution de rente viagère est en effet une espèce de pari sur la vie humaine, dont les enjeux sont, pour l'une des parties, le paiement de la rente, et, pour l'autre, l'abandon d'un capital (ou d'un immeuble). Elle contient

un aléa ; et c'est précisément le motif pour lequel nous la voyons de tout temps être l'objet d'une application aussi fréquente.

Ceux qui font des opérations de rente viagère escomptent, l'un s'assurer pour ses vieux jours un revenu important, parce qu'il espère vivre longtemps encore, et l'autre, n'avoir que de légers sacrifices à faire pour acquérir le capital (ou l'immeuble) qui lui est remis, parce qu'il espère la mort prochaine du crédirentier.

Une personne âgée se retire des affaires, et n'a pour vivre que le produit du capital qu'elle a économisé ou le revenu des immeubles qu'elle a acquis. En étudiant les divers placements qui s'offrent à elle, ou le revenu net de ses immeubles, elle se rend compte que la somme qu'elle obtiendrait ainsi annuellement ne saurait suffire à ses besoins. Elle songe alors à aliéner ce qu'elle possède à rente viagère; si elle a des enfants, elle peut faire l'opération avec eux s'ils y consentent; si elle est sans famille ou si ses enfants ne sont pas consentants, elle s'adresse à un tiers et surtout à une compagnie d'assurances sur la vie ou à une société spécialisée (2) dans lesquelles elle trouve, pour son argent ou ses immeubles, un preneur à rente viagère d'une solvabilité certaine (3).

(2) Il est bon de remarquer que la constitution de rente viagère, bien qu'aléatoire, n'est pas un contrat d'assurance sur la vie : elle peut donc être faite en dehors des compagnies d'assurances (Lyon, 6 janvier 1892, *J. Assur.* 1892.156; Grenoble, 18 juillet 1895, *J. Assur.* 1895.558). Mais elle serait interdite à une société d'assurances mutuelles, régie par le décret du 22 janvier 1868, ce genre de placement n'ayant pas été prévu et autorisé par ce décret (Lyon, 6 janvier 1892, précité); l'opération est donc entachée de nullité; mais cette nullité est relative, et ne peut être invoquée par les personnes capables qui ont traité avec la société (Cass., 26 mai 1894, *S.* 94.1.265).

(3) Nous supposons que le crédirentier est guidé uniquement par le désir d'augmenter son revenu. A ce désir peuvent se joindre d'autres considérations. Les compagnies d'assurances, les sociétés spécialisées et, plus généralement, les débirentiers, n'ont pas à rechercher quel est le mobile qui détermine une personne maîtresse de ses droits et capable, à aliéner ses biens à rente viagère : la consti-

Dans le courant du siècle dernier et jusqu'à nos jours, en effet, un grand nombre de sociétés se sont fondées dont le seul objet est de passer des contrats d'assurances sur la vie et des contrats de rente viagère, ou même uniquement des contrats de rente viagère : en un mot, de spéculer sur la vie humaine.

Ces spéculations reposent sur un examen minutieux des statistiques de décès, d'après lesquelles ont été dressées des tables de mortalité, qui, pour nous en tenir aux rentes viagères, servent de base pour la détermination des arrérages à payer aux crédirentiers. C'est sur un grand nombre d'opérations que s'établit l'équilibre entre les pertes que cause la longévité exceptionnelle de certains crédirentiers et les bénéfices que procure le décès de certains autres.

Deux formes de rente viagère sont pratiquées : la rente viagère immédiate sur une ou plusieurs têtes et la rente viagère différée.

La rente viagère est proprement la constitution de rente viagère immédiate, et c'est celle que nous aurons en vue dans les développements qui suivent : le versement du capital ou l'aliénation de l'immeuble du crédirentier sont effectués de suite, et le premier terme d'arrérages échoit à bref délai.

La rente viagère différée, surtout pratiquée par les compagnies d'assurances, est plutôt une assurance de rente viagère; c'est une opération par laquelle une compagnie s'engage à servir une rente viagère à une époque déterminée, à la condition que l'assuré soit vivant à cette époque; et cela, moyennant soit une prime unique payée de

tution de rente viagère conclue par un père de famille afin de dépouiller ses enfants ne saurait évidemment être annulée, sous prétexte que le débirentier a commis une faute grave ou au moins une imprudence en favorisant cette spoliation. (Trib. Seine, 7 avril 1876, J. Assur. 1876.241, et trib. Seine, 5 déc. 1891, J. Assur. 1892.228.)

suite, soit des primes annuelles. Plus l'intervalle qui sépare la date du contrat du jour de l'entrée en jouissance est long, plus le chiffre de la rente est élevé. Cette seconde forme de rente viagère convient aux personnes qui, ayant des ressources suffisantes pendant un certain nombre d'années dans le produit d'une place, d'un commerce, d'une industrie, désirent augmenter leurs moyens d'existence ou leur bien-être dans leur vieillesse.

La possibilité de s'adresser à de grandes sociétés pour se constituer une rente viagère, et la sécurité qui découle de l'importance des fonds de réserve pour les compagnies d'assurances, et d'une hypothèque incessible sur l'immeuble cédé pour les sociétés spécialisées, ont fait progresser sensiblement le nombre des constitutions de rente viagère à titre onéreux.

Il y a donc un intérêt tout à fait actuel à étudier les règles juridiques auxquelles obéit ce contrat (articles 1968 et suivants du code civil).

Mais ce serait donner une idée absolument fausse du rôle économique et social de la rente viagère, que de laisser croire que son champ d'application se restreint nécessairement aux limites que nous avons dû assigner à cette étude.

Cependant, d'après le code civil, cette créance aurait toujours sa source dans un contrat dit de rente viagère (rubrique du chapitre II, livre III, titre XII), lequel contrat rentrerait invariablement dans la catégorie des contrats aléatoires (rubrique du titre XII). Ce point de vue est beaucoup trop étroit.

Sans cesse, par testament, par donation entre vifs, on voit des particuliers constituer des rentes viagères au profit de personnes qui leur sont chères ou dont ils veulent récompenser la fidélité ou les services.

Dans les partages de communauté et de succession, les co-partageants établissent fréquemment des rentes viagères

au profit de ceux d'entre eux, qui, par suite de leur âge, ou de leurs infirmités, préfèrent un revenu assuré à un capital disponible, et qu'un usufruit ne satisferait pas aussi bien, à raison des responsabilités et des règlements de compte qu'il entraîne.

Les tribunaux, saisis d'une action en indemnité fondée sur l'article 1382 du code civil, condamnent quelquefois l'auteur du dommage à servir une rente viagère à la victime. Il est d'ailleurs prescrit, pour l'hypothèse particulière d'accident du travail, par notre loi du 9 avril 1898, qui a mis le risque professionnel à la charge des chefs d'entreprises, et dont les dispositions décident que l'ouvrier blessé dans un accident (s'il est tué ses conjoint, enfants, ascendants, suivant les cas), a droit à une rente viagère équivalente à une fraction du salaire qu'il gagnait.

Les rentes viagères établies par donation et testament sont soumises aux prescriptions de nos lois sur les donations et testaments (articles 1969 et 1970 du code civil), avec le correctif qu'apporte, au point de vue de la forme, dans certains cas, l'article 1973 du code civil ; celles établies dans un partage suivent les règles des partages ; celles établies en réparation d'un dommage ou d'un accident du travail obéissent soit aux principes de l'article 1382 du code civil, soit aux règles spéciales de la loi de 1898.

Mais nous avons limité notre étude au contrat de rente viagère à titre onéreux, parce que lui seul présente le caractère aléatoire dans toute son ampleur.

En dehors de la rente viagère dérivant d'un jugement, celle qui dérive d'un contrat n'a pas nécessairement un caractère aléatoire. Lorsque le contrat est à titre gratuit, les parties ne courent aucun aléa, du moins en vertu de la convention ; de toute façon et quoi qu'il arrive, le constituant se dépouille purement et simplement, tandis que le gratifié s'enrichit sans contre-partie. C'est donc seulement

lorsque la rente est constituée à titre onéreux qu'elle présente un caractère à la fois contractuel et aléatoire.

Il y a encore une catégorie de rentes viagères qui se rapprochent du sujet que nous allons étudier par certains côtés, mais s'en séparent par l'esprit qui a présidé à leur formation; nous voulons parler des rentes viagères de la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse. Cet établissement, créé en 1850, réorganisé par la loi du 20 juillet 1886 et le décret du 26 décembre 1918, a pour objet de recueillir les épargnes des ouvriers et petits employés et de les faire fructifier sans risques. L'importance sociale et économique que présente une telle institution est évidente, car, grâce à elle, les membres des classes laborieuses qui savent épargner et à qui le montant de leurs salaires et leurs charges de famille permettent de le faire, peuvent mettre leur vieillesse à l'abri du besoin. Nous aurons occasion de parler de cette institution dans les pages qui suivent.

Enfin, notre sujet ainsi déterminé, et puisque c'est, à proprement parler, la monographie d'un contrat que nous avons tenté d'écrire, nous avons examiné successivement, après quelques lignes consacrées à sa nature, les diverses phases de son existence, depuis sa naissance jusqu'à son extinction.

Notre tâche sera facilitée par l'intérêt que l'on peut porter à notre sujet; le contrat de rente viagère à titre onéreux est, en effet, de plus en plus pratiqué dans toutes les classes de la société, depuis une quinzaine d'années, soit qu'on le considère comme un placement rémunérateur et sûr, soit qu'il serve à augmenter les revenus trop maigres des rentiers qui ont vu la hausse des prix sans voir la hausse de leurs revenus.

CHAPITRE I

De la nature du Contrat

« Les rentes viagères, dit POTHIER, sont celles dont la durée est bornée au temps de la vie d'une ou plusieurs personnes. » Le contrat de rente viagère est celui qui a pour but de créer une rente de cette espèce. Et cette rente peut être créée en échange d'une somme d'argent ou d'un bien meuble ou immeuble.

La rente viagère immédiate est celle dont les arrérages commencent à courir dès que l'acte est signé des deux parties ou dès la remise du capital (1).

La rente viagère différée est celle dont les arrérages ne commencent à courir qu'après un temps plus ou moins long après la convention intervenue.

On peut aussi distinguer dans la catégorie des rentes viagères constituées moyennant une somme d'argent, celles

(1) Il arrive cependant que le point de départ de la rente est reporté de quelques jours en arrière : c'est une petite faveur accordée au créancier ; ou au contraire que le point de départ est différé de quelques jours afin de permettre d'appliquer le taux afférent à un âge que le rentier n'aura que dans quelques jours.

où ladite somme est versée intégralement le jour du contrat et celles où elle est versée en plusieurs fois.

Enfin, il y a un genre de rentes viagères appelées rentes viagères temporaires, où les arrérages cessent d'être payés au bout d'un temps convenu, à moins que celui sur la tête duquel la rente est constituée ne meure auparavant. Ces sortes de rentes ne sont pas de véritables rentes viagères et on les rencontre peu dans la pratique : nous ne ferons plus allusion à elles au cours de cette étude.

Quoi qu'il en soit, que la rente soit immédiate ou différée (2), son caractère ne varie pas.

Par sa nature, ce contrat est essentiellement aléatoire (3). Ainsi, lorsque le créancier de la rente meurt peu de temps après sa constitution, le constituant n'est tenu de rien restituer, parce qu'il a couru le risque de servir plus ou moins longtemps la rente ; réciproquement, le constituant qui paie en arrérages au delà du principal et des intérêts de la somme qu'il a reçue pour la constitution de la rente ne peut se plaindre, parce qu'il a eu la chance de payer beaucoup moins dans le cas où le rentier serait mort plus tôt. Par là, le contrat de rente viagère — nous le verrons plus loin — se distingue non seulement du prêt, mais encore de la rente perpétuelle.

Cet aléa ou chance de gain pour l'une des parties et par voie de corrélation chance de perte pour l'autre partie, réside dans la durée plus ou moins longue de la vie d'une ou plusieurs personnes.

Le code civil, dans le chapitre II du titre XII du livre III range ce contrat au nombre des contrats aléatoires et en fait un contrat spécial dénommé le « contrat de rente via-

(2) La rente viagère immédiate est celle qui se rencontre le plus souvent.

(3) Code civil, article 1914. — Dijon, 22 janvier 1896, D. P. 96.2.325 .

gère », avec ses deux modalités . à titre gratuit et à titre onéreux. (Nous ne nous occupons ici que du contrat à titre onéreux.)

De ce caractère aléatoire découlent plusieurs conséquences sur la rescision pour lésion, sur la résolution pour défaut de paiement des arrérages et sur le taux des arrérages, que nous retrouverons plus loin au cours de cette étude.

L'existence d'un aléa est indispensable pour que les règles des articles 1968 et suivants du code civil soient applicables à la convention qui établit une rente viagère : une convention qui ne comporterait aucun aléa serait réglée uniquement par les dispositions générales communes à tous les contrats et non par ces dispositions spéciales (4).

Il en est ainsi lorsque le chiffre de la rente stipulée se trouve inférieur à l'intérêt légal du capital aliéné ; tel serait le cas où une personne remettrait à une autre une somme de 30.000 francs, à charge par celle-ci de lui servir une rente annuelle de 1.200 francs ; le débirentier ne court, en effet, aucun risque, puisque le montant de la rente représente seulement 4 % du capital (5).

Il faut, de plus, aux termes de l'article 1104 du code civil, qu'il y ait à la fois pour chaque partie chance de perte et chance de gain, sinon le caractère aléatoire du contrat disparaît manifestement (6). On l'a contesté : « L'objet de l'obligation du crédirentier, dit M. PONT (7), est, dès à présent, certain et déterminé ; il a voulu, absolument comme l'assuré, se garantir contre les éventualités de l'avenir, en abandonnant une fois pour toutes une somme d'argent

(4) V. Bourges, 2 avril 1828 (S. Chr.).

(5) Dijon, 22 janvier 1896, D. P. 96.2.325.

(6). Trib. civil de Rouen, 6 juillet 1925, Gaz. Pal. 1925.2.575.

(7) T. I, n° 577.

ou quelque autre chose ; il a acheté par là la certitude d'avoir, pendant toute sa vie, un revenu fixe et à l'abri de toutes les fluctuations. »

Cette doctrine n'a pas prévalu. On a fait remarquer, avec juste raison, que, sans doute, le crédirentier est assuré de toucher pendant toute sa vie le montant de la rente stipulée; mais son existence, qu'il comptait voir se prolonger pendant de longues années encore, peut ne durer que quelques mois, quelques jours même, après la conclusion du contrat ; il s'expose donc à diminuer le patrimoine qu'il laissera à ses héritiers sans aucun équivalent suffisant (8).

Pour apprécier s'il y a aléa pour le crédirentier et pour le débirentier, il faut se placer au jour du contrat et considérer, à cette date, le revenu du capital ou des valeurs mobilières aliénées, ou celui de l'immeuble vendu pour la constitution de la rente (9).

L'aléa est donc à la base même du contrat qui nous occupe ; mais il y a d'autres contrats aléatoires avec lesquels il ne faut pas confondre le contrat de rente viagère à titre onéreux et dans la catégorie desquels on ne doit pas le ranger.

Notre contrat n'est pas un contrat d'assurance et ne doit pas être assimilé au bail à nourriture.

Nous verrons ensuite dans quelle catégorie il peut être classé : contrat réel ou consensuel, unilatéral ou synallagmatique; est-ce un prêt ou est-ce une vente ?

Et, d'abord, le contrat de rente viagère à titre onéreux est-il un contrat d'assurance ?

Les compagnies d'assurances servant des rentes viagères.

(8) Troplong, n° 208; Laurent, t. XXVII, n° 259; Guillouard, n° 133; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 198.

(9) Ceci n'est vrai que pour partie, nous y reviendrons plus loin, p. 123.

on serait tenté de croire que le contrat de rente viagère est une opération d'assurances. Et cependant nous pensons que ni la rente viagère immédiate, ni la rente viagère différée ne sont des opérations d'assurances ; l'assurance sur la vie, elle-même, est un contrat par lequel une compagnie s'engage à verser un capital en cas de mort de l'assuré, tandis que dans la rente viagère, les arrérages sont versés « en cas de vie » et cessent au contraire par la mort.

L'opposition entre ces deux contrats est très nette.

Les autres assurances ont le même caractère que celui de l'assurance sur la vie : un capital est versé à la suite d'un événement. D'une façon plus générale : s'assurer, c'est s'imposer volontairement une perte pécuniaire légère et certaine, pour éviter, pendant une période de temps déterminée, une perte pécuniaire peut-être ruineuse et sans cesse menaçante. Cette définition s'applique à toute opération ayant le caractère d'une assurance — que le sinistre redouté soit l'incendie, la grêle, les accidents, la maladie ou la mort. Cette définition reste inapplicable au contrat de rente viagère à titre onéreux.

Dans le bail à nourriture, une personne remet à une autre un capital en argent ou en nature, en stipulant qu'elle sera, sa vie durant, logée, nourrie et entretenue par l'acquéreur : le contrat ainsi conclu s'apparente assez étroitement avec notre contrat ; la différence consiste en ce que le débiteur fournit ici des redevances, non en argent, mais en nature. Cette « obligation de faire » et la convention qui l'engendre forment le contrat que font les religieuses qui entrent en communauté en apportant une dot ; leur congrégation s'engage à les loger, nourrir et entretenir leur vie durant.

Mais, à côté de la différence dans la nature des prestations fournies, il en est une autre plus importante : l'absence d'idée de spéculation, dans le bail à nourriture.

C'est ce que nous dit la Cour de Rennes (10), dans une espèce où les parties étaient un hospice et une personne non indigente. « Le bail à nourriture, c'est-à-dire la convention par laquelle une partie s'engage, moyennant une somme déterminée, à nourrir, loger et soigner l'autre partie tant en santé qu'en maladie, pendant la durée de son existence, constitue un contrat aléatoire formé dans une pensée de bienfaisance et non de spéculation, qui ne saurait être assimilé à un contrat de rente viagère. »

Notre contrat n'étant ni un contrat d'assurance, ni un bail à nourriture et étant réalisé par des contrats différents en apparence, plusieurs discussions sont nées au sujet de savoir si notre contrat était un prêt ou une vente.

Certains ont prétendu que c'était un prêt au cas où la rente était constituée moyennant une somme d'argent et alors le contrat serait réel et unilatéral, et que c'était une vente au cas où la rente était constituée moyennant des biens mobiliers ou immobiliers, et alors le contrat serait consensuel et synallagmatique. Sur ce dernier point, les partisans de cette théorie ne sont pas d'accord (11). Chaque auteur apporte des raisons en faveur de sa thèse, mais beaucoup sont influencés par ce que le code civil a parlé du contrat de rente viagère au chapitre du prêt d'une part et au deuxième paragraphe de l'article 1104, à propos du contrat commutatif, d'autre part. Une troisième raison est le manque d'originalité dans la rédaction du contrat ; ce dernier empruntant des formes diverses.

Voici, succinctement exposées, les principales opinions à ce sujet :

(10) Cour de Rennes, 31 mai 1883, Dalloz 1884.2.130 et Sirey 1885.2.184.

(11) Evidemment, il n'y a aucune discussion pour le contrat de rente perpétuelle qui n'est autre chose qu'un prêt et dans lequel n'apparaît pas le caractère aléatoire.

Dans notre ancien droit, POTHIER, qui ne s'occupait que du contrat de rente viagère à prix d'argent, présentait la convention qui intervient alors comme étant une vente de rente faite par le débirentier au constituant, lequel est acheteur de la rente : « On peut, dit POTHIER (12), définir ce contrat (le contrat de constitution de rente viagère à prix d'argent) : un contrat par lequel l'un des contractants vend à l'autre une rente annuelle et dont la durée est bornée à la vie d'une ou de plusieurs personnes, de laquelle rente il se constitue envers lui le débiteur pour une certaine somme qu'il reçoit pour le prix de la constitution. » Et plus loin : « Le contrat de constitution de rente viagère, lorsque la rente excède le prix légitime des intérêts de l'argent, dit-il (13), est, de même que le contrat de rente perpétuelle, une espèce de contrat de vente par lequel vous me vendez une rente viagère, dont vous vous constituez débiteur pour le prix d'une certaine somme d'argent que vous recevez de moi. » Encore plus loin, il ajoute (14) : « Le contrat de constitution de rente viagère . . . , même lorsqu'il renferme une vente, est, de même que le contrat de constitution de rente perpétuelle, un contrat réel qui n'est parfait que par le paiement de la somme convenue pour prix de la constitution. Ce n'est que du jour du paiement de cette somme que l'obligation du constituant est contractée et que la vente commence à courir. Ce contrat est, de même que le contrat de constitution de rente perpétuelle, un contrat unilatéral, le constituant seul s'obligeant par ce contrat. »

En note sous ce dernier passage, M. BUGNET fait remarquer justement :

(12) Du contrat de constitution de rente, n° 216.

(13) N° 216, précité.

(14) Nos 221 et 222.

1° Qu'on ne voit pas pourquoi les obligations ne naîtraient pas *solo consensu* et avant le paiement; 2° que ce contrat étant consensuel, il est également synallagmatique, celui qui acquiert la rente étant obligé de fournir la valeur par lui promise et le débiteur de la rente étant obligé d'en acquitter les arrérages.

De fait, il y a contradiction entre les deux propositions de POTHIER : on ne conçoit pas qu'une vente, qui est un contrat synallagmatique et consensuel par essence, soit déclarée unilatérale et parfaite seulement après le paiement du prix.

Cette antinomie flagrante n'a pas sans doute échappé au savant jurisconsulte. Et GUILLOUARD (15) prétend que, s'il l'a néanmoins consacrée, c'est sous l'empire des nécessités pratiques : qu'au fond il avait bien aperçu que la constitution de rente viagère à prix d'argent était un contrat de prêt et qu'il lui en reconnaissait les caractères, mais qu'il lui donnait le nom de vente pour écarter toute assimilation entre ce contrat et le prêt à intérêt, qui était, on le sait, rigoureusement interdit : en un mot, que c'était une qualification de pure façade.

Aucune considération de cette espèce ne vient aujourd'hui nous obliger à semblable détour, et dans la recherche de la nature exacte de notre contrat nous devons nous laisser guider uniquement par le souci de la logique et des principes juridiques et économiques.

Selon nous, POTHIER a renversé les éléments de la vente et a eu tort de comparer la rente perpétuelle et la rente viagère; ces deux sortes de rente ne pouvant être rapprochées parce que le caractère d'aléa qui est la base de la rente viagère fait complètement défaut lorsqu'il s'agit de rente perpétuelle.

(15) N° 136.

D'autres systèmes se présentent à nous.

Lors de la rédaction du code, PORTALIS avait déclaré que, dans les deux modes de constitution prévus par l'article 1968 du code civil, constitution à titre gratuit et constitution à titre onéreux, la rente viagère n'était jamais autre chose qu'une manière de vente, même lorsqu'elle était le prix d'une somme d'argent, l'argent étant susceptible d'être vendu et loué comme tout autre objet qui se trouve dans le commerce (16).

L'opinion de PORTALIS est à retenir et son système présente le grand avantage de simplifier les choses en ramenant tous les types de notre contrat à une vente aléatoire dans laquelle le prix est toujours la rente à servir. Nous verrons plus loin que M. PLANIOL s'est rallié à l'idée de PORTALIS ; au point de vue économique, le système de PORTALIS est parfaitement correct.

M. COLMET DE SANTERRE (17) enseigne que la constitution de rente viagère à titre onéreux est toujours un contrat réel, dans lequel l'obligation du débirentier naît de l'aliénation du capital par lui reçu, que ce capital consiste en argent ou en tout autre objet. « Dans le droit moderne, les constitutions de rente, en général, sont des variétés du contrat de prêt, et ce contrat impliquant une obligation de restitution ne peut se former que par la livraison d'une chose à restituer. »

Nous nous voyons obligés de répondre à M. COLMET DE SANTERRE que s'il a raison de parler ainsi au sujet de la rente perpétuelle, dont la similitude avec le prêt est évidente tant au point de vue de l'obligation de restitution, qu'à celui du taux des arrérages, il a tort de parler ainsi de la

(16) Portalis, exposé des motifs. — D. répert. Vo Rente viagère, p. 154.

(17) T. VIII, n° 182 bis I.

rente viagère dans laquelle l'obligation de restitution fait défaut et le taux des arrérages est par nature plus élevé que l'intérêt puisqu'il est facteur de deux éléments : les tables de mortalité et le taux de l'intérêt.

M. PLANIOL (18) refuse de voir dans la constitution de rente viagère une simple variété de la constitution de rente, parce que la faculté de remboursement y fait défaut au débirentier. D'après lui, nous sommes en face d'une vente dans laquelle le prix est la rente viagère et l'objet la prestation quelconque fournie par le crédirentier (espèces, meubles, immeubles). On aperçoit quelle différence existe entre cette conception et celle de POTHIER, bien que toutes deux emploient le même terme « vente » pour qualifier l'opération : pour POTHIER, c'était la rente viagère qui était l'objet vendu, et la prestation du crédirentier qui formait le prix.

Nous montrerons dans un instant pourquoi il nous a semblé juste d'adopter la théorie de M. PLANIOL, théorie semblable à celle de PORTALIS en ce qui concerne la constitution de rente viagère moyennant une somme d'argent.

La rente viagère est donc toujours un mode libératoire à caractère aléatoire ; c'est ce qui fait son originalité et ce qui la différencie d'une vente ordinaire.

MM. DURANTON (19), TROPLONG (20) et PONT (21) suivent la théorie de Pothier.

Mais M. PONT ne tombe pas dans la contradiction de POTHIER. « Il n'est pas impossible, dit-il (21), de concevoir, même dans le cas de constitution à prix d'argent, un contrat consensuel et synallagmatique. Les parties pourraient très

(18) T. II, n° 2.117.

(19) T. XVIII, n° 120.

(20) N° 215.

(21) T. I, n° 677.

bien convenir que le prix de la constitution sera payable seulement dans un certain temps. Assurément, la stipulation serait valable, et dans ce cas, le contrat serait consensuel, c'est-à-dire parfait par le seul consentement des parties, et synallagmatique de telle sorte que si la personne sur la tête de laquelle la rente est constituée vient à mourir avant l'expiration du délai fixé, la somme n'en sera pas moins acquise au constituant et les arrérages auront commencé à courir du jour du contrat, à moins de stipulation contraire; car, à partir de cette époque, les risques ont été à la charge de celui qui a promis la somme pour avoir la rente. POTHIER, dont l'opinion est suivie par TROPLONG, se montre donc trop absolu en présentant la rente viagère constituée moyennant un prix d'argent comme étant, dans tous les cas, un contrat réel et unilatéral, au même titre que le prêt et le dépôt qu'on ne peut concevoir sans une chose prêtée ou déposée; encore une fois, la constitution de rente viagère moyennant une somme d'argent n'est en aucune façon, exclusive, comme on le voit, de l'idée d'engagements réciproques naissant du seul consentement. »

Nous ferons à M. PONT le même reproche qu'à POTHIER, celui de renverser la vente. En appliquant ce système à la constitution de rente viagère moyennant la cession d'un immeuble, le privilège du vendeur appartiendrait à l'acheteur, et le prix serait payé en meubles ou en immeubles, et non en argent, comme cela doit être dans toute vente (22).

Tout ceci est insoutenable, voire antijuridique.

Les systèmes que nous venons d'exposer peuvent avoir chacun un bon principe, mais ils ont le tort d'envisager la nature de notre contrat à propos d'une seule modalité de celui-ci. Pour s'en rendre compte, il suffit de considérer ce qui se passe quotidiennement autour de nous.

(22) Voir la définition de la vente dans Planiol ou Colin et Capitant, t. II.

Les personnes désireuses de se constituer une rente viagère ont recours, suivant le cas, à deux procédés distincts, qui varient selon leur avoir et dépendent de ce dernier : ou bien elles se constituent une rente viagère moyennant un capital en argent, ou bien elles cèdent au débirentier la propriété d'un meuble ou d'un immeuble leur appartenant, mais toujours moyennant une rente viagère qui n'est autre que le prix de l'aliénation, car l'argent, de même qu'un meuble ou qu'un immeuble, est susceptible d'être loué ou vendu.

Le but atteint, la constitution de rente viagère, est toujours le même.

Le système de POTHIER, que nous avons décrit tout à l'heure, mène, nous l'avons vu, à de désastreuses conséquences. On aboutirait, en effet, à une vente renversée et antijuridique.

Nous ne saurions non plus accepter le caractère de prêt et même de prêt aléatoire attribué à notre contrat par certains auteurs; la différence qui existe entre le prêt ou location d'argent et notre contrat ou vente, d'argent, de meuble ou d'immeuble, est la même qui existe entre la location et la vente d'un immeuble. De plus, notre opinion est confirmée par ce que dans le contrat de rente viagère, sauf stipulation contraire, le remboursement est interdit, alors qu'il est le fait même du contrat de prêt.

GUILLOUARD, qui assimile le contrat de constitution de rente viagère à un prêt, trouve une objection qu'il qualifie d'« insurmontable », à ce que l'on considère ce contrat comme un contrat consensuel et synallagmatique comme le fait M. PONT ainsi que nous l'avons dit plus haut : « Cette théorie, dit-il (23), donne à la rente viagère constituée à

(23) Guillouard, n° 137.

prix d'argent une nature différente de celle que la loi lui assigne, lorsque dans les articles 1909 (24) et 1910 (25), elle en fait une des formes du prêt à intérêt. L'interprète ne peut s'écarter de cette conception légale du contrat de rente viagère et dire qu'il peut être autre chose que le contrat réel et unilatéral de prêt à intérêt. »

Nous ne nions pas que l'on parle de notre contrat dans le chapitre du prêt, mais ceci n'est pas, ce nous semble, un argument « insurmontable » (26), car dans ces mêmes articles 1909 et 1910, il est parlé également des rentes perpétuelles, qui sont et tout le monde est d'accord sur ce point avec nous, une forme du prêt à intérêt, et, de plus, rachetables. Les auteurs du code ont parlé ici de rentes viagères, ensuite de rentes perpétuelles, mais sans prendre garde à la confusion qu'ils provoquaient.

Et cependant, il a été jugé que la constitution d'une rente viagère moyennant le paiement d'une somme d'argent ne saurait être assimilée à une vente parce que ce contrat était exclusivement rangé par l'article 1909 du code civil parmi les prêts à intérêts et qu'il était par suite un contrat réel (27). Mais cette opinion est quelque peu fragile, puisque ce même arrêt décide que ce contrat peut devenir un contrat consensuel au cas où les parties en ont expressément convenu et ont stipulé que le versement du capital par le crédientier serait différé, sans que l'accord définitif sur la constitution de rente lui demeurât subordonné. Par suite et en dehors du cas de cette stipulation particulière,

(24) Article 1909 : « On peut stipuler un intérêt moyennant un capital que le prêteur s'interdit d'exiger. Dans ce cas, le prêt prend le nom de constitution de rente. »

(25) Article 1910 : « Cette rente peut être constituée de deux manières, en perpétuel ou en viager. »

(26) C'est seulement un argument de texte.

(27) Paris, 11 avril 1899, D. P. 1902.2.373.

c'est seulement quand le versement effectif des fonds par le crédientier aux mains du futur débiteur de la rente a eu lieu, que le contrat est formé, etc...

Nous avons déjà répondu au premier argument; quant au second argument, on peut l'interpréter en notre faveur; en effet, la constitution de rente viagère moyennant une somme d'argent est une vente de meuble où rien ne s'oppose à ce que le prix soit payable à terme.

Nous dirons donc avec M. PLANIOL (29): « La rente viagère établie moyennant un capital n'est pas une simple variété du contrat de constitution de rente, lequel est un emprunt remboursable à la volonté du débiteur; dans le cas de rente viagère, la faculté de remboursement fait défaut: le crédientier n'est pas un prêteur, c'est un vendeur qui a aliéné définitivement la chose faisant l'objet de sa prestation (bien en nature ou capital en argent). »

Ce système, plein de logique au point de vue économique, ne rencontre pas d'objection au point de vue juridique. Nous nous rallierons donc à lui dans les développements qui vont suivre. Dans tous les cas, le contrat de rente viagère à titre onéreux étant une vente, mais une vente à caractère aléatoire, ce qui le distingue d'une vente ordinaire, nous lui reconnaitrons les caractères de la vente; notre contrat sera donc consensuel, synallagmatique et commutatif. Consensuel, c'est-à-dire formé par le seul consentement des parties; cependant certains ne l'admettent pas quand la rente viagère est constituée moyennant un capital en argent (29) (30).

Les parties peuvent cependant, en stipulant le paiement

(28) T. II, n° 2117.

(29) Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 192; Colmet de Santerre, t. VIII, n° 182 bis II.

(30) Notes 1 à 4, D. P. 1902.2.373.

d'une rente viagère en retour du versement d'un capital en argent par le crédirentier, convenir que la convention est parfaite et que l'obligation du débirentier de servir la rente naît immédiatement sans attendre que le crédirentier ait lui-même versé le capital promis; le contrat est alors consensuel (31); attendu que notre contrat s'analyse comme une vente, il est difficile de lui enlever ce caractère consensuel; synallagmatique, c'est-à-dire que les contractants s'engagent les uns envers les autres (le débirentier s'engage à servir une rente viagère) ; enfin commutatif, c'est l'article 1104 qui l'énonce.

(31) Paris, 11 avril 1899, motifs.

CHAPITRE II

Des formes du Contrat

Le contrat de rente viagère étant une vente, mais à caractère aléatoire, la forme employée pour réaliser ce contrat sera la forme d'une vente : vente de meubles lorsque le crédientier se constituera une rente moyennant des meubles (capital ou objets mobiliers), et vente d'immeuble quand la vente sera constituée moyennant un immeuble. Notre contrat ne rentre donc pas dans la catégorie des contrats solennels, c'est-à-dire que la loi n'exige pas, pour sa formation, un acte authentique avec la présence de deux notaires ou d'un notaire et de témoins.

Il n'est même pas exigé un écrit ; mais, en pratique, un acte écrit est toujours rédigé, qui servira à en établir l'existence et les conditions en cas de litige. Police sous-seing privé quand le débientier est une compagnie d'assurance (1), acte sous-seing privé ou acte notarié quand le

(1) Ne constitue pas une constatation régulière de la constitution de rente viagère, l'imprimé signé par le crédientier sans la mention « lu et approuvé », sur lequel figurent, dans les blancs laissés à cet effet, des indications manuscrites établissant le quantum de la rente et le montant du capital versé, d'une écriture autre que celle de la signature. (Lyon, 19 août 1893, Gaz. du Pal. 93.2.696.)

débirentier est un particulier ou une société spécialisée.

La forme authentique est seulement nécessaire lorsque la convention contient une affectation hypothécaire (2).

Lorsque les parties ont choisi la forme authentique, l'acte sera établi selon les règles du contrat de vente en tenant compte des règles spéciales à notre contrat. Il faut observer cependant qu'il ne peut être rédigé en brevet. La forme en brevet n'est applicable qu'aux actes notariés simples, c'est-à-dire aux actes unilatéraux qui ont trait à des intérêts passagers et qui n'ouvrent pas de droits en faveur de parties non présentes à l'acte (L. 25 Ventôse, an XI, article 20) (3). Par définition, les intérêts naissant d'un contrat de constitution de rente viagère ne sont jamais passagers, même dans l'hypothèse de l'art. 1973 du code civil (4) ; une nouvelle raison vient s'opposer à sa rédaction en brevet, puisqu'il ouvre un droit au profit d'un tiers, conformément au texte de la loi du 25 Ventôse an XI.

Lorsque les parties se contentent d'un acte sous-seing privé, aucune forme ne leur est imposée. On peut même le réaliser par un acte signé seulement du débirentier, mais écrit de sa main, sinon en faisant précéder sa signature de la mention : « Bon pour », suivie de l'indication en toutes lettres du montant de la rente viagère (art. 1326 du code civil).

L'application de l'art. 1326 du code civil et précédemment de la déclaration du 12 septembre 1733 dont il est la reproduction, aux constitutions de rentes, soit viagères, soit

(2) Article 2127 du code civil.

(3) Amiaud, *Traité formulaire du notariat*, Vo brevet (acte en) n° 2 et s., minute n° 2 et suivants; Rutgers et Amiaud, *Commentaires sur la loi du 25 Ventôse an XI*, n° 659 et suivants, 664 ad notam.

(4) Rente constituée au profit d'un tiers avec capital fourni par une autre personne.

perpétuelles, fut contestée pendant un certain temps. On alléguait que ces dispositions, écrites pour les billets-promesses, n'étaient pas applicables aux contrats de constitution, parce qu'on les avait toujours distingués. La Cour de Cassation rendit sur la question deux arrêts en sens contraires (5). Cette contradiction se retrouve dans les décisions des cours d'appel : par arrêt du 28 juin 1823 (6), la Cour de Poitiers avait déclaré l'art. 1326 inapplicable aux constitutions de rentes viagères, et dix ans plus tard la Cour de Toulouse jugea que la mention « Bon pour » était indispensable à leur validité (7). Certains auteurs se rangèrent à l'avis de l'arrêt de la Cour de Poitiers et de l'arrêt de la Cour de Cassation du 13 Fructidor an XI; d'autres repoussèrent cette interprétation pour appliquer l'article 1326 du code civil aux constitutions de rentes viagères. Il n'y a pas grand intérêt à soutenir, en ce qui concerne notre contrat, plus une opinion qu'une autre, puisque dans le véritable contrat de constitution de rente viagère, on constate des obligations réciproques à la charge des contractants; ce n'est plus alors à l'article 1326 du code civil que l'on doit se référer, mais à l'article 1325 du code civil et il doit être dressé autant d'originaux qu'il y a de parties intéressées plus un pour l'Enregistrement (8).

Lorsque l'acte sous-seing privé ne revêt qu'une seule signature (celle du débirentier), il n'y a pas, à proprement parler, contrat de constitution de rente viagère ou vente (de meubles) à rente viagère; car, en l'espèce, la somme d'argent aura déjà été versée ou les meubles auront été

(5) Cassation, 17 Thermidor an X, S. Chr.; 13 Fructidor an XI, S. Chr.

(6) S. Chr.

(7) 25 novembre 1833, S. 34.2.317.

(8) Les auteurs qui admettent l'existence de contrats synallagmatiques imparfaits rangent dans cette catégorie la constitution d'une rente viagère moyennant une somme d'argent. (Aubry et Rau, t. VI, § 388, texte et note 3, p. 81.)

livrés et l'acte qui apparaîtra ne sera qu'une reconnaissance de dette (rente viagère) de la part du débirentier.

Le véritable contrat de constitution de rente viagère à titre onéreux, rédigé par acte sous-seing privé, doit présenter les apparences d'un acte de vente (9); par conséquent, l'acte sous-seing privé sera fait en autant d'originaux qu'il y a de parties plus un pour l'Enregistrement. Si la prestation fournie par le crédirentier consiste en somme d'argent ou en meuble, chaque partie se contentera de signer, et si la prestation consiste en immeuble, chaque partie fera précéder sa signature de la mention: « Lu et approuvé; la partie soussignée affirme sous les peines édictées par l'article 8 de la loi du 18 avril 1918 que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu. »

Le double original a été, on le sait, établi pour assurer la conservation de l'acte. Les parties peuvent obtenir le même résultat en rédigeant un seul acte qu'elles déposent chez un notaire pour être conservé par lui au rang de ses minutes. Ce procédé offre même sur le précédent un avantage : quand le dépôt est effectué par les deux parties, ou par le débirentier, l'acte notarié de dépôt élève l'acte déposé au rang d'acte authentique et lui en confère les effets (10). Mais il n'en est ainsi qu'autant que le dépôt est effectué par les deux parties ou par le débirentier. Le dépôt fait par le crédirentier seul n'aurait pas la même efficacité, à moins que celui-ci n'ait reçu, dans l'acte déposé lui-même, le pouvoir de le déposer, comme dans l'espèce jugée par la Cour de Caen, le 22 juin 1824 (11).

Il est inutile de dire que l'acte constatant une constitu-

(9) Il est d'ailleurs une vente.

(10) Aubry et Rau, t. VIII, § 755, p. 200; Amiaud.

(11) S. Chr.

tion de rente viagère doit être transcrit quand celle-ci emporte mutation de la propriété d'un immeuble.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que du contrat de rente viagère à titre onéreux ; il en est autrement de la constitution de rente viagère à titre gratuit, réalisée par convention directe entre le débirentier donateur et le crédirentier donataire : pour celle-ci, les formalités des articles 931 et suivants du code civil sont de rigueur.

Parfois, des contestations s'élèvent sur le point de savoir si telle constitution de rente viagère est à titre gratuit ou à titre onéreux. Il y a de nombreux intérêts à élucider ce point. Outre la question de forme, qui, suivant la solution, devra être tranchée différemment, des questions de réduction, de rapport, de révocation se souleveront ou non, selon que le contrat discuté sera déclaré contrat intéressé ou contrat de bienfaisance. De même, quand le crédirentier a fait de ses biens une institution contractuelle, la cession de l'un d'eux à rente viagère qu'il consent est inattaquable quand elle est un acte à titre onéreux (12) ; l'institué contractuel peut au contraire la faire tomber, si elle constitue un acte à titre gratuit (art. 1083 du code civil).

Le critérium est simple. L'acte est à titre onéreux si la valeur de la rente viagère dépasse celle du revenu des biens remis par le crédirentier ; elle est à titre gratuit dans le cas contraire ; mais son application peut être délicate en pratique, et il appartient aux juges du fond de déclarer à ce sujet quelle a été l'intention du constituant (13) en prenant pour base les faits et circonstances qui ont précédé et

(12) Cassation, 12 novembre 1836, S. 36.1.806 ; Riom, 4 décembre 1810, S. Chr.— Voir la doctrine dans Fuzier-Hermann et Darras, sur l'article 1083 du code civil, nos 37 et 38.

(13) Cassation, 28 mars 1820, S. Chr. ; 15 janvier 1890, D. 91.1.30 ; 17 février 1904, S. 1904.1.335. — Voir Cassation 19 juin 1882, S. 83.1.231 ; Req., 15 janvier 1890, D. P. 91.1.30.

suivi l'acte constitutif (14) et sans être liés par la qualification donnée par les parties à la convention (15).

Les juges du fond recherchent, notamment, en interprétant la volonté des parties qui est ici dominante, si un acte qualifié de donation, qui contient la réserve d'une rente viagère, est vraiment un acte à titre gratuit, ou n'est pas au contraire un acte à titre onéreux (16).

On pourrait dire, d'une façon plus générale, que la cause de la constitution est gratuite si elle n'est autre que l'intention d'exercer un acte de libéralité, et qu'elle est onéreuse si elle réside dans un avantage que le promettant désire se procurer, avantage qui peut consister dans la libération d'une obligation même naturelle (17).

La circonstance que la rente a été déclarée « alimentaire » ou « incessible et insaisissable » n'obligerait pas le juge à considérer le contrat, comme un contrat à titre gratuit (18). Il doit vérifier uniquement si la valeur de la rente viagère dépasse, ou non, celle des revenus du bien remis en échange, et pour cela, il lui faut tenir compte, outre le taux de la rente, de l'âge du crédentier, de son état de santé, etc... (19)

Une opinion prétend qu'il faut, en outre, que le caractère de libéralité ne se révèle pas par le seul examen de l'acte qui a les apparences d'un contrat à titre onéreux, et qu'en conséquence la constitution à titre gratuit d'une rente via-

(14) Civ., 3 février 1846, D. P. 46.1.159; note 4, D. P. 94.2.191.

(15) Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 186.

(16) Cass., 1^{er} mai 1809, S. Chr.; 10 juillet 1855, S. 56.1.262; Req., 17 février 1904, D. P. 1904.1.526.

(17) Req., 30 décembre 1819, R. 19 1^o; Aubry et Rau, t. 4, § 345, texte et note 5, page 547.

(18) Cass., 15 janvier 1890, D. 91.1.30; Amiens, 29 novembre 1876, S. 77.2.199.

(19) Voir Guillouard, n° 132; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 186; Wahl, note, S. 92.2.225.

gère, déguisée sous les apparences d'une vente, est nulle, si les arrérages de la rente ne sont pas supérieurs aux revenus de l'immeuble ou à l'intérêt du capital représentant la valeur de cet immeuble; on ajoute que la vente est alors nulle pour défaut de prix et ne peut par suite produire aucun effet (20).

La même solution a été donnée au cas où la constitution de rente viagère à titre de libéralité a été faite sous le voile d'un autre contrat à titre onéreux, par exemple d'un compte joint (21).

Cette théorie déroge, en ce qui concerne la constitution de rente viagère, aux principes admis en matière de donations déguisées; il suffit que le contrat à titre onéreux sous les apparences duquel se cache la donation, réponde aux conditions de forme exigées par la loi; vouloir qu'il satisfasse en outre aux conditions de fond, revient, dans la plupart des cas, à interdire aux parties les donations déguisées ou à les contraindre à des simulations toujours dangereuses. Aussi la jurisprudence de la chambre civile et la majorité de la doctrine décident-elles qu'une rente viagère est valablement constituée à titre gratuit sous la forme d'une vente, bien que les arrérages soient inférieurs aux revenus de l'immeuble aliéné ou aux intérêts du capital représentant la valeur de cet immeuble (22).

(20) Paris, 25 juillet 1826, et Req. 28 décembre 1831, R. 72; Montpellier, motifs, 5 février 1866, D. P. 68.1.345; Req., 13 nov. 1867, D. P. 68.1.344; Limoges, 5 mai 1880, D. P. 81.2.50; Req., 26 avril 1893, D. P. 93.1.359; 28 octobre 1895, D. P. 96.1.36; 15 mai 1899, D. P. 99.1.312; Alger, 1^{er} déc. 1910, Mon. jud. Lyon du 1^{er} septembre 1911; Req., 1^{er} mai 1911, D. P. 1911.1.353; trib. civ. Toulouse, 17 février 1913, Gaz. trib. Midi 18 mai 1913; Comp. Toulouse, 19 avril 1894, D. P. 98.2.109.

(21) Req., 22 avril 1913, D. P. 1914.1.193. — Voir Hémard, Revue trimestrielle de droit civil 1913, p. 641 et suivantes.

(22) Civ., 16 avril 1822 et 1^{er} avril 1829, R. 73; Douai, 14 juin 1852, D. P. 53.2.89; 12 mars 1879, sous Req. 9 juillet 1879, D. P. 81.1.27; Civ., 3 décembre 1912, D. P. 1913.1.175; Baudry-Lacantinerie et Wahl, p. 100, note 2, in fine; Dissertation de M. Planiol, notes 1 à 3, D. P. 1911.1.353.

Le critérium du taux des arrérages est douteux, car : une rente viagère constituée pour prix d'un immeuble ou d'une somme d'argent est une donation si les arrérages ne sont pas supérieurs aux revenus de l'immeuble ou aux intérêts de la somme ; même lorsqu'ils sont supérieurs, il peut encore, suivant les circonstances, y avoir donation, il y a là une question de fait.

Mais il n'y a pas donation par cela seul que les arrérages sont inférieurs à ce qu'ils devraient être calculés au taux des tarifs des compagnies d'assurances. Inversement, lorsque les arrérages sont très élevés, la constitution de rente viagère peut être une donation de la part du débirentier (23).

De plus, il a été jugé que : le fait que les arrérages sont inférieurs à ceux que le crédientier aurait pu obtenir d'une compagnie d'assurances ne suffit pas pour faire attribuer au contrat le caractère d'une donation (24), car le crédientier n'est pas tenu d'avoir confiance aux compagnies d'assurances, et il est naturel que le tiers auquel il s'adressera ne puisse pas offrir des arrérages comparables à ceux que peut allouer une compagnie d'assurances, laquelle, spéculant sur un grand nombre de contrats, compense ses risques.

Quand une rente viagère a été constituée à titre de récompense pour des services rendus, l'acte est à titre onéreux ; aussi il peut être rédigé par acte sous-seing privé (25).

Toutefois, il est nécessaire que le taux de la rente ne soit

(23) Baudry-Lacantinerie et Wahl, n^{os} 182, 183 et 251.

(24) Trib. civ. Beauvais, 13 novembre 1893.

(25) Cass., 3 février 1846, S. 46.1.502, D. 46.1.159 ; Cass., 15 janvier 1890, D. 91.1.30 ; Paris, 8 novembre 1892, S. 94.1.191 (services rendus par un domestique) ; Trib. civ. Seine, 9 mai 1892, Gazette du Palais 92.1.649 ; Pont, t. I, n^o 684 ; Guillouard, n^o 130.

pas exagéré eu égard aux services. On s'est appuyé, pour soutenir le contraire, sur le singulier motif que le constituant est seul juge de la valeur de ces services. Les obligations naturelles sont assimilées aux services rendus; ainsi une rente constituée par le séducteur à une femme pour lui permettre d'élever l'enfant né de leurs relations n'est pas une libéralité assujettie aux formalités des donations (26).

Au contraire, serait une libéralité, la rente viagère qui n'a été faite que dans le but d'obéir à un sentiment de délicatesse, par exemple pour un homme à sa maîtresse (27).

Enfin, les règles précédemment exposées au sujet des formes qui doivent être observées pour la validité du contrat de rente viagère, reçoivent exception dans le cas prévu par l'article 1973 du code civil, c'est-à-dire lorsque la rente est constituée au profit d'une personne qui n'en a pas fourni le prix; dans cette hypothèse, bien qu'elle ait le caractère de libéralité, la convention n'est pas assujettie aux formes requises pour la validité des donations (28).

En cette circonstance, le contrat est considéré comme étant à titre onéreux entre la partie assumant le service de la rente et celle qui paie la somme convenue pour ce service (29); quant à la libéralité en faveur de la personne qui doit profiter de la rente, elle est seulement l'accessoire de la convention principale à titre onéreux, et comme telle elle est dispensée des formes requises pour la validité des donations (30).

(26) Guillouard, n° 130.

(27) Trib. civ. Seine, 21 novembre 1893, S. 20.

(28) Code civil, article 1973.

(29) Dans les pages qui suivent, une telle sorte de contrat sera étudiée comme étant à titre onéreux, la libéralité n'étant qu'un accessoire.

(30) Nous sommes en présence du cas de stipulation pour autrui prévu par l'article 1121: « On peut... stipuler au profit d'un tiers, lorsque telle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même, ou d'une donation que l'on fait à un autre. »

Une telle stipulation est donc valable.

Il a été jugé que lorsqu'une compagnie d'assurances contracte l'engagement de servir à deux personnes d'âges différents une rente viagère non réductible au décès du prémourant et que la rente a été constituée moyennant une somme versée par la plus âgée, ce contrat doit être considéré comme ayant le caractère de libéralité au sens de l'article 1973 du code civil, c'est-à-dire d'une donation non soumise aux formes requises par les articles 931 et suivants du code civil (31).

Suivant l'opinion dominante, l'article 1973 est applicable sans qu'il y ait lieu de distinguer entre le cas où le contrat contient deux dispositions : l'une principale en faveur du constituant, l'autre secondaire, au profit d'un tiers, et la circonstance où le constituant ne fait aucune disposition à son profit (32).

D'après M. LAURENT (33), lorsque le constituant ne fait aucune disposition principale à son profit, l'acte constituerait une libéralité en faveur du crédirentier et il serait assujéti aux formes des donations ; mais cette opinion semble être restée isolée.

(31) Trib. Seine, 28 décembre 1906, *Revue nouvelle* 1908, p. 339 ; *Répertoire du notariat* n° 15231 ; *J. des Assur.* 1907, p. 531.

(32) Guillouard, n° 138 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 200.

(33) T. XXVII, n° 266.

CHAPITRE III

De la capacité et du pouvoir nécessaires pour être partie dans une constitution de rente viagère

Cette double question de la capacité et du pouvoir nécessaires pour figurer dans une constitution de rente viagère nous amène à considérer la constitution de rente viagère à un point de vue nouveau. Jusqu'ici nous nous sommes demandé ce qu'était le contrat de rente viagère dans son essence en se basant sur la classification des contrats, et nous avons conclu que dans tous les cas nous avions affaire à une vente dont l'objet était soit une somme d'argent, soit un meuble, soit un immeuble, et dont le prix était la rente viagère, cette dernière n'étant qu'un mode particulier de s'acquitter d'un prix. Il nous faut maintenant prendre pour base la division des actes juridiques en actes d'administration (actes n'engageant l'avenir que pour un temps fort court, et par suite fréquemment renouvelables), et actes de disposition (aliénation et actes engageant définitivement l'avenir) (1), et déterminer sous laquelle de ces deux

(1) Ces deux définitions sont empruntées à M. Planiol, t. I, n° 1039.

rubriques la constitution de rente viagère à titre onéreux doit prendre place, qu'on l'envisage soit du côté du crédientier, soit du côté du débientier (2).

Aucune hésitation n'est possible. Pour le crédientier qui aliène définitivement une somme d'argent, un objet mobilier ou un immeuble, la constitution de rente viagère est sans conteste un acte de disposition. Pour le débientier, qui s'engage à faire le service de la rente pendant un temps indéterminé, elle présente manifestement le même caractère.

Ceci posé, nous possédons les éléments nécessaires pour trancher la question de capacité et de pouvoir. La capacité nécessaire aux deux parties est la capacité de faire les actes de disposition. De même, le pouvoir nécessaire au représentant qui veut aliéner à rente viagère les biens du représenté, ou grever le patrimoine du représenté du service d'une rente viagère, est le pouvoir de faire des actes de disposition. Ce principe devra nous guider dans l'examen des diverses hypothèses qui vont être rapidement

(2) Il est inutile de faire remarquer que le consentement des deux parties doit être libre et que la constitution de rente viagère est annulable, s'il a été établi que l'une d'elles a été victime d'erreur, de dol ou de violence. Voir à cet égard Riom, 26 février 1820, P. Chr. Dans l'espèce, le crédientier était fréquemment en proie à des attaques d'épilepsie, et il y avait plusieurs indices que le débientier s'était livré contre lui à des manœuvres dolosives.

Une autre question se pose aussi de savoir si le tiers au profit de qui une rente viagère est constituée doit donner son consentement au contrat. La solution de cette question ne présente pas pour nous un intérêt immédiat, puisque pour ce tiers, le contrat est à titre gratuit; cependant il peut être utile de connaître la solution admise.

Disons d'abord que la libéralité faite à un tiers est révocable tant que celui-ci ne l'a pas acceptée. S'il la refuse, le stipulant la révoquera, et deviendra lui-même créancier. Le contrat restera valable, mais l'exécution n'en devra être ni plus ni moins onéreuse que les contractants ne l'avaient prévue; la durée de la rente ne changera pas; la rente elle-même sera toujours fixée sur la tête choisie lors de l'échange des signatures, c'est-à-dire, le plus souvent en ce cas, sur la tête du bénéficiaire récalcitrant. Si, d'autre part, comme il est vraisemblable, le bénéficiaire accepte la rente viagère, on admet unanimement que cette acceptation peut être expresse ou tacite, et qu'elle résulte suffisamment du fait que le rentier a touché ou réclamé un seul terme d'arrérages.

examinées. Notre étude comprendra deux grandes parties: dans la première nous verrons les personnes physiques et dans la deuxième les personnes morales.

Personnes physiques. — Parmi les personnes physiques, on distingue celles qui sont capables et celles qui ne le sont pas ou incapables. Il va de soi que les personnes capables, agissant pour elles-mêmes avec des biens leur appartenant en propre, peuvent figurer avec la qualité de crédientier ou celle de débirentier dans le contrat de constitution de rente viagère, et ce sera le cas le plus fréquent (3). Peu importe que cette constitution soit faite moyennant une somme d'argent, des meubles ou des immeubles.

La femme séparée de corps ou divorcée jouit d'une pleine capacité et elle peut aliéner ses biens à rente viagère soit à son profit, soit au profit d'un tiers, sans recourir à aucune autorisation (4) (5).

Failli. — Le contrat de rente viagère par lequel un failli s'est constitué une rente, est nul, relativement à la masse créancière, s'il est postérieur au jugement déclaratif de faillite (6); et il est seulement annulable, s'il intervient depuis l'époque fixée par le tribunal comme étant celle de la cessation de ses paiements, ou dans les dix jours précédant cette époque (7). Le failli ne peut se rendre débi-

(3) Article 1123 du code civil.

(4) Code civil, articles 227 et 311.

(5) Nous faisons remarquer qu'il y a, pour la capacité de la femme séparée de corps, une contradiction apparente entre les articles 311 et 1449 du code civil; en effet, autrefois, c'était l'article 1449 qui réglait la capacité de la femme séparée de corps, mais l'article 311 a été modifié par la loi du 6 février 1893 dans le sens du plein exercice de la capacité civile de la femme séparée de corps, et l'article 1449 n'a pas été modifié (par oubli, sans doute).

(6) Article 443 du code de commerce.

(7) Articles 446 et 447 du code de commerce.

rentier, car s'il pouvait le faire cela prouverait justement qu'il n'est pas en faillite.

Les personnes capables à qui la loi attribue pouvoir sur le patrimoine d'autrui sont : le père administrateur des biens de ses enfants mineurs, le tuteur du mineur ou de l'interdit, et les administrateurs provisoires du patrimoine des personnes défenderesses à l'interdiction ou placées dans un établissement d'aliénés.

Ecartons immédiatement les derniers : outre quelques attributions spéciales, ils n'ont reçu du législateur (8) que le pouvoir de prendre des mesures conservatoires ou de faire des actes présentant un caractère d'urgence ; en dehors de là, ils sont dépourvus de mandat ; ils ne sauraient lier l'administré par un acte de disposition ou un acte d'administration de long effet (9) ; ils ne peuvent donc aliéner un de ses biens à rente viagère, ni le constituer débiteur d'une telle rente. Cependant, des décisions de tribunaux de première instance ont autorisé l'administrateur provisoire d'une personne non interdite, internée dans un asile d'aliénés, à employer une partie du patrimoine de celle-ci, à constituer sur sa tête une rente viagère auprès d'une compagnie d'assurances (10).

Père administrateur légal. — Que décider pour le père, administrateur légal des biens de ses enfants mineurs ?

Avant la loi du 6 avril 1910, plusieurs systèmes s'étaient formée pour répondre à notre question (11).

(8) Article 497 du code civil ; loi du 30 juin 1838, articles 31, 35 et 36 ; loi du 27 février 1880, article 8.

(9) Aubry et Rau, 5^e édition, t. 1, § 127, p. 817 et s.

(10) Tribunal de Montmorillon, 10 mars 1893, J. Assur. 1893-443.

(11) Zachariae, édition Massé et Vergé, t. I, § 207, p. 406 ; Demolombe, t. VI, n^o 446 ; Aubry et Rau, 5^e édition, t. I, § 123, note 31 ; Demante et Colmet de Santerre, t. II, n^o 137 bis ; Du Caurroy, Bonnier et Roustain, t. I, n^o 589 ; Duranton, t. III, n^o 415 ; Laurent, t. IV, n^o 313 et s.

M. ZACHARIAE accordait au père administrateur légal les pouvoirs les plus étendus et l'autorisait à accomplir seul tous actes, y compris ceux de disposition. La plupart des auteurs assimilaient en tous points le père au tuteur et l'obligeaient comme lui à solliciter tantôt l'autorisation du conseil de famille seule (malheureusement le conseil de famille fait défaut quand il y a administration légale), tantôt l'autorisation du conseil de famille homologuée par le tribunal.

M. LAURENT déclarait contraire à l'intention du législateur cette extension des règles de la tutelle à l'administration légale et enseignait que l'on devait reconnaître au père administrateur légal, les pouvoirs d'un administrateur ordinaire.

M. LAURENT ne faisait que substituer une question à une autre sans trancher celle-ci ; quelle est l'étendue d'un administrateur ordinaire ?

Enfin un quatrième système a été celui adopté par la loi du 6 avril 1910. Aujourd'hui cette loi ne laisse plus de doute sur les principes, et c'est en comparant les pouvoirs de l'administrateur légal à ceux du tuteur qu'elle en a délimité l'étendue ; l'article 389 du code civil, alinéa 6, en effet, est ainsi conçu : « Il (l'administrateur légal) accomplit seul les actes que le tuteur peut faire seul ou autorisé par le conseil de famille et avec l'autorisation du tribunal , les actes que le tuteur ne peut accomplir sans cette autorisation. » Cette distinction, préconisée par certains auteurs avant 1910, n'est que la consécration d'un certain nombre d'arrêts intervenus à ce sujet.

Entre autres, un arrêt de la cour de Dijon du 22 janvier 1894 (12) rendait bien évident que, pendant la vie des deux époux, durant le mariage, il ne peut y avoir de conseil de

(12) S. 94.1.311.

famille organisé: « ...le législateur a estimé que les intérêts de l'enfant étaient pour le moins aussi bien protégés durant le mariage par le dévouement, la prudence et le prévoyance de son père et de sa mère, que par la vigilance du conseil de famille après que le mariage dissous a fait place à la tutelle; ...le père possède par conséquent pendant le mariage, la situation et les droits du tuteur autorisé par le conseil de famille, et peut donc accomplir valablement seul, sur les biens de ses enfants mineurs, les actes qu'un tuteur autorisé par le conseil de famille, pourrait faire sur ceux de son pupille. Mais, à l'égard des actes pour lesquels l'autorisation du conseil de famille est elle-même insuffisante, et qui demandent l'intervention de la justice, par exemple, le père administrateur légal doit, comme le tuteur, obtenir l'autorisation judiciaire; étant assimilé au tuteur autorisé par le conseil de famille, il a le même droit, mais il est soumis aux mêmes obligations et doit suivre les mêmes formes. »

Cette distinction correspond à peu près à celle des actes d'administration et des actes de disposition. Nous disons « à peu près », parce que les actes que le tuteur peut accomplir avec la simple autorisation du conseil de famille comprennent des opérations qui dépassent la portée des actes d'administration; nous citerons notamment l'aliénation des meubles incorporels ou des valeurs mobilières jusqu'à 7.500 francs (13).

Appliquant ce système à la constitution de rente viagère, nous sommes amenés à décider que le père administrateur légal doit, pour aliéner valablement à rente viagère un immeuble, se faire autoriser par justice; que si, la constitution de la rente viagère est faite, moyennant l'aliénation

(13) Loi du 27 février 1880 modifiée par la loi du 9 juillet 1931.

de meubles incorporels ou de valeur mobilières, l'autorisation ne sera nécessaire que si ces meubles ou valeurs représentent un capital supérieur à 7.500 francs ; enfin, si la constitution est faite moyennant une somme d'argent, d'aucuns ont soutenu que l'opération était un emploi et, par tant, dispensée d'autorisation ; tel n'est pas notre avis, car nous l'avons admis en tête de ce chapitre, une opération de ce genre constitue toujours un acte de disposition ; tout au plus pourrait-on lui appliquer la solution précédente, c'est-à-dire, n'exiger d'autorisation qu'au delà de l'aliénation d'un capital de 7.500 francs ; étant bien entendu que cet administrateur légal sera toujours responsable envers le mineur si l'opération n'a point été celle d'un bon père de famille (14).

Dans ce qui précède, notre mineur devenait crédentier ; envisageons maintenant la situation inverse ; en d'autres termes, l'administrateur légal aura-t-il besoin de l'autorisation de justice pour grever le patrimoine de l'administré d'une rente viagère ? Cet achat moyennant rente viagère, constituant un acte de disposition, nous devons répondre en toute logique que l'autorisation de justice sera toujours nécessaire pour un tel acte.

Les deux questions que nous venons d'examiner ne présentent pas un grand intérêt ; on n'aperçoit pas le mobile qui pourrait déterminer un père administrateur légal à aliéner un bien de son enfant contre une rente viagère au profit de celui-ci, car la constitution d'une rente viagère immédiate sur la tête d'un mineur est une opération si peu avantageuse que les tarifs ne la prévoient jamais, tout au plus pourroit-on envisager que cette rente fût une rente différée ou temporaire.

(14) Article 389 du code civil, § 5 : « L'administrateur légal doit administrer en bon père de famille et est responsable de son administration dans les termes de droit commun. »

Tuteur du mineur. — La question qui nous occupe semble assez simple quand elle se pose à propos du tuteur (15) ; n'est-il pas un administrateur, et dès lors avons-nous autre chose à faire qu'à lui appliquer, ainsi que nous l'avons déjà fait, le criterium des actes d'administration et des actes de disposition ?

Cette conception du problème est séduisante par sa simplicité et elle pourra s'appliquer aux actes que le tuteur pourra faire seul. Le tuteur a, en effet, reçu de la loi le pouvoir de faire seul tout ce qu'un bon père de famille ferait pour la gestion de sa propre fortune, mais avec la mission de conserver le patrimoine du mineur.

Aucun doute n'est possible dans le cas où le tuteur veut aliéner à rente viagère un immeuble de son pupille ; les articles 45 et 58 du code civil soumettent à l'autorisation du conseil de famille, homologuée par le tribunal, les aliénations immobilières faites par le tuteur ; il devra donc remplir ces formalités.

Dans le cas où l'aliénation à rente viagère doit avoir lieu moyennant un capital ou des biens meubles, l'autorisation du conseil de famille suffira jusqu'à 7.500 francs ; au delà, il faudra l'homologation du tribunal (16).

Il est bon de remarquer que l'opération d'aliéner à rente viagère un capital ou un bien meuble ou immeuble ne se présentera guère en pratique, et sera tout à fait insolite, car un individu qui va entrer dans la vie, entreprendre une

(15) Comme nous le faisons remarquer au sujet de l'administrateur légal, nous ne nous occupons ici que de la validité de constitution de rente viagère vis-à-vis des tiers, des conditions dans lesquelles elle doit être faite pour être opposable au pupille ou à ses héritiers. Nous laissons absolument de côté la question de responsabilité du tuteur : cette responsabilité pourrait se trouver engagée par suite de l'inopportunité de l'acte conclu, sans que la validité de celui-ci fût aucunement diminuée. Ce sont là deux questions tout à fait distinctes.

(16) Loi du 27 février 1880 modifiée par la loi du 9 juillet 1931 (précitée).

profession, est appelé un jour ou l'autre à avoir besoin de capitaux.

La question est différente lorsqu'il s'agit d'acheter au mineur en tutelle un bien moyennant le service d'une rente viagère, c'est-à-dire de le rendre débirentier.

Nous pensons, en bonne logique, puisque la loi ne le prévoit pas expressément, que le tuteur ne peut pas à lui seul constituer le pupille débiteur d'une rente viagère, parce qu'il ne rentre pas dans son pouvoir de contracter seul des obligations personnelles qui (comme l'obligation de servir une rente viagère), doivent par leur nature, par leur caractère, absorber nécessairement une fraction du capital (capital réel quand il s'agit de somme d'argent et capital représentatif quand il s'agit de meubles ou d'immeubles).

Cette règle générale, indiquée par M. DEMOLOMBE, ressort, ainsi qu'il le fait justement remarquer (17), des articles 454, 455 et 456 du code civil, qui affectent les revenus et même, autant que possible, une partie seulement des revenus, aux dépenses que le tuteur peut faire et aux obligations personnelles qu'il peut contracter; et de l'article 457 du code civil, qui ne lui permet pas d'emprunter seul. Elle est, de plus, très logique, en l'espèce, car il n'est évidemment pas conforme à la mission du tuteur de diminuer ainsi de propos délibéré, le patrimoine du pupille qu'il est avant tout chargé de conserver dans son intégralité.

Un raisonnement du pur bon sens suffit d'ailleurs pour établir que le tuteur a besoin de l'autorisation du conseil de famille, homologuée par le tribunal, pour jouer au nom du pupille, le rôle de débirentier dans une constitution de rente viagère à titre onéreux.

(17) Voir Demolombe, t. VII, n^{os} 650 et 677.

Supposons qu'un tiers gratifie le pupille d'une somme d'argent, de meubles ou d'un immeuble, à charge par celui-ci de lui servir, sa vie durant, une rente viagère de valeur minime relativement à celle des biens donnés; le tuteur ne peut accepter qu'avec l'autorisation du conseil de famille (18). Le législateur a soumis les acceptations de donations à l'autorisation du conseil de famille, précisément à raison des charges dont elles sont fréquemment grevées et qu'il peut être dangereux de laisser au tuteur seul le soin d'apprécier. Or si la rente viagère à servir est plus élevée, l'acte est plus onéreux pour le pupille; il cesse d'être une donation pour devenir une constitution de rente viagère à titre onéreux; mais bien évidemment, les motifs qui ont fait exiger l'autorisation du conseil de famille dans le cas présent, subsistent tout entiers et même renforcés ici par la plus grande importance de l'acte; c'est pourquoi nous estimons que l'autorisation du conseil de famille doit être homologuée par le tribunal, l'obligation assumée étant plus lourde.

L'opération ci-dessus présente un caractère de spéculation, de jeu, de pari, qui lui retire le caractère d'acte de bonne gestion.

Tuteur d'interdit. — Le tuteur d'un interdit a théoriquement les mêmes pouvoirs que le tuteur d'un mineur. Quand il s'agira de constituer l'interdit crédirentier, le tuteur pourra le faire avec l'autorisation du conseil de famille homologuée par le tribunal lorsque la constitution de rente aura lieu moyennant l'aliénation d'un immeuble, ou bien moyennant l'aliénation d'une somme d'argent ou de meubles dont le capital dépassera 7.500 francs. L'autorisation

(18) Article 365, § 1, du code civil: « La donation faite au mineur pourra être acceptée par le tuteur qu'avec l'autorisation du conseil de famille.

du conseil de famille sera suffisante si cette somme d'argent ou ces meubles représentent 7.500 francs au plus.

L'opération nous paraît concevable et conforme au désir de la loi (19) quand l'interdit n'a pas de descendant, ou s'il en a mais qui ne sont pas en mesure de lui venir en aide, et que ses revenus sont insuffisants pour assurer son traitement ou son hospitalisation; à plus forte raison, si l'interdit est âgé ou privé de raison, sa guérison étant improbable.

Quand il s'agira de constituer l'interdit débirentier, nous appliquerons les règles énoncées plus haut au sujet du mineur; mais il y aura rarement intérêt à cette opération.

Personnes incapables. — Les personnes incapables comprennent deux groupes : celles frappées d'une incapacité absolue de faire par elles seules un acte juridique valable, et celles jouissant d'une demi-capacité, qui peuvent valablement faire seules certains actes, mais qui, pour d'autres plus importants, ont besoin de l'assistance ou de l'autorisation d'un tiers. Les personnes du premier groupe comprennent le mineur, l'interdit judiciaire ou légal ainsi que la femme mariée sous le régime de la communauté et non commerçante. Les personnes du deuxième groupe comprennent : le mineur émancipé, le mineur commerçant, les personnes pourvues d'un conseil judiciaire (prodigues et faibles d'esprit), la femme séparée de biens, la femme mariée commerçante et la femme mariée exerçant une profession distincte de celle de son mari.

Nous terminerons cette partie en donnant quelques indications sur les pouvoirs que possèdent les époux, soit sous le régime de communauté, soit sous le régime dotal.

Mineur. — Les mineurs, c'est-à-dire les personnes n'ayant pas encore atteint l'âge de 21 ans, ne peuvent valablement

(19) Code civil, article 510, § 1 : « Les revenus d'un interdit doivent être essentiellement employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison. »

se constituer crédirentiers ou débirentiers, seul leur administrateur légal ou leur tuteur peuvent le faire pour eux dans les conditions énoncées plus haut.

Cependant (20), le mineur âgé de seize ans ou plus peut, sans autorisation, se constituer une rente viagère moyennant une somme d'argent, en s'adressant à la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse; c'est la seule exception.

L'interdit judiciaire et l'interdit légal. — L'interdit judiciaire et l'interdit légal sont traités comme des mineurs. Mais un dément peut ne pas être interdit, même placé dans un asile d'aliénés; il peut alors contracter valablement dans un intervalle lucide, mais cette constitution de rente viagère peut aussi être annulée quand celui-ci n'est pas capable, en raison de son état de démence, de donner un consentement valable. La nullité ne peut être demandée pour cause de démence après qu'il est décédé, si son interdiction n'a pas été provoquée de son vivant (21), à moins que la preuve de la démence ne résulte de l'acte attaqué.

Femmes mariées sous le régime de la communauté et non commerçantes. — Les femmes mariées communes et non commerçantes sont incapables de consentir à elles seules une aliénation valable (22). Elles ne peuvent pas non plus s'obliger valablement sans l'autorisation de leur mari ou de la justice (23).

Il y a deux exceptions à cette règle : 1° Les femmes

(20) C'est ce que dit le § 2 de l'article 13 de la loi du 20 juillet 1886 ainsi conçu : « Les mineurs peuvent effectuer des versements de leurs deniers; mais s'ils sont âgés de moins de seize ans, ils doivent être autorisés à les opérer par leur représentant légal : père, mère, tutrice légale ou tuteur, et, à leur défaut ou en cas d'empêchement, par le juge de paix. »

(21) Article 504 du code civil; Lyon, 26 mai 1888, Mon.Lyon, 24 août 1888; Trib. Seine, 4 avril 1883, J. Assur. 1884.27.

(22) Article 217 du code civil.

(23) Arg. art. 220, 221, 222, 224 du code civil.

peuvent se constituer crédirentières à la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse sans l'assistance de leur mari (24). 2° En supposant le mari interdit et la femme nommée tutrice, cette dernière n'a pas besoin d'être autorisée pour remplir ses fonctions; en effet, les actes qu'elle accomplit ne l'obligent pas personnellement et il est de règle que les incapables peuvent valablement accomplir les actes de représentation d'autrui. D'autre part, si, avant l'interdiction, l'administration des biens personnels de la femme appartenait au mari, la femme assumera cette administration en tant que représentant son propre mandataire légal, et elle pourra ainsi passer sur ses propres biens, comme tutrice, des actes qu'elle n'aurait pas eu le droit de faire auparavant (25). En ce cas, elle pourra sans autorisation se constituer débirentière ou crédirentière.

En dehors de ces deux exceptions, il faut donc qu'elles soient autorisées (26). Cette autorisation doit être spéciale au contrat passé; spécifier soit l'immeuble vendu ou acheté, soit le montant de la somme remise ou reçue, et indiquer toutes les conditions du contrat. Pour répondre au vœu de la loi, elle doit également, quand elle habilite la femme à aliéner à rente viagère, contenir l'indication du nom du débirentier, car, plus que dans tout autre contrat, la solva-

(24) Cela résulte du § 4 de l'article 13 de la loi du 20 juillet 1886, précitée.

(25) Voir Colin et Capitant, t. I, p. 606.

(26) Bien qu'une femme mariée ait pris dans un contrat de rente viagère la qualité de veuve, ses héritiers et son mari sont fondés à opposer la nullité de ce contrat, lorsqu'il a été passé sans autorisation. Cependant il en serait autrement si le débirentier était à même de prouver, soit que la femme contractante a employé des manœuvres frauduleuses pour corroborer la déclaration qu'elle a faite, soit que, par sa manière de vivre et par l'ensemble de ses actes, elle a induit le public en erreur sur son véritable état civil. Dans tous les cas, la nullité de l'aliénation à rente viagère, consentie par la femme, non autorisée, ne saurait être couverte par l'autorisation tacite que le mari est réputé donner à sa femme à l'égard des actes nécessaires pour subvenir à l'entretien de celle-ci, même si elle est séparée (voir Paris, 31 octobre 1902, Rev. Not. n° 11532).

bilité de ce dernier joue dans la constitution de rente viagère un rôle important. Toutefois, la cour de cassation (27) a considéré l'absence de cette indication comme ne viciant pas l'autorisation, lorsque celle-ci comporte des garanties sérieuses, une hypothèque, par exemple, pour le service de la rente (28).

Mineur émancipé. — Le mineur émancipé, qui veut aliéner à rente viagère un immeuble lui appartenant, ne peut le faire qu'avec l'autorisation du conseil de famille homologuée par le tribunal (29). Si c'est une somme d'argent qu'il veut placer sous cette forme, une distinction est nécessaire selon l'origine des deniers.

Proviennent-ils d'économies faites par lui sur ses revenus ? Il en a la libre disposition (30), car le mineur émancipé a le droit de capitaliser l'excédent de ses revenus, il a la jouissance entière de sa fortune et n'est soumis à aucune limitation quant à l'emploi de ses revenus (31).

La loi du 20 juillet 1886, dans son article 13, nous l'avons vu plus haut, autorise les mineurs âgés de seize ans ou plus (ce qui sera toujours le cas pour les mineurs émancipés par le conseil de famille (32) et généralement en fait (33) pour les mineurs émancipés par leur père), à faire

(27) Cass. 25 novembre 1878, S. 79.1.58.

(28) Nous supposons ici qu'aucune entrave autre que l'incapacité ne peut mettre obstacle à l'aliénation : la femme mariée aliène donc un bien à elle propre, ou un bien paraphernal. Ainsi que nous l'avons annoncé, il sera traité plus loin du pouvoir des époux d'aliéner à rente viagère les biens dotaux et les biens de communauté. Voir infra, même chapitre, p. 64 et 67.

(29) Code civil, article 484.

(30) Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 1329 ; Huc, t. III, n° 483.

(31) Amiaud, voir tutelle, n° 109.

(32) Code civil, article 478, § 1 : « Le mineur resté sans père ni mère pourra, mais seulement à l'âge de dix-huit ans accomplis, être émancipé, si le conseil de famille l'en juge capable. »

(33) Code civil, article 477, § 1 : « Le mineur... pourra être émancipé par son père, ou à défaut de père par sa mère, lorsqu'il aura atteint l'âge de quinze ans révolus. »

seuls les versements nécessaires à l'acquisition des rentes viagères de la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse.

Proviennent-ils de capitaux reçus par lui avec l'assistance de son curateur (34) ? Il ne peut les placer à rente viagère qu'assisté de celui-ci. Le curateur a reçu de la loi la mission de surveiller l'emploi des capitaux (34) et il exerce cette surveillance en subordonnant son assistance à la condition qu'il sera fait tel emploi des fonds touchés (35). Il refusera d'assister le mineur émancipé, si le placement à rente viagère projeté par celui-ci ne lui paraît pas conforme à ses intérêts (36).

Si la constitution de rente viagère est faite moyennant l'aliénation de meubles ou valeurs mobilières incorporelles, la loi du 27 février 1880 fait une distinction d'où il résulte que: 1° les mineurs émancipés par le mariage peuvent faire cette constitution sans aucune assistance ou autorisation (37); 2° les mineurs émancipés au cours de la tutelle doivent recourir à l'autorisation du conseil de famille quand les meubles ou valeurs aliénés pour la constitution représentent un capital inférieur ou égal à 7.500 francs, en y ajoutant l'homologation du tribunal si le capital représentatif dépasse cette somme; 3° les mineurs émancipés par le père administrateur légal sont tenus de demander l'autorisation du tribunal si les meubles ou valeurs aliénés

(34) Article 482 du code civil: « Il (le mineur émancipé) ne pourra . . . même recevoir et donner décharge d'un capital mobilier, sans l'assistance de son curateur, qui . . . surveillera l'emploi du capital reçu. »

(35) Demolombe, t. VIII, n° 302; Laurent, t. V, n° 324; Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 1331, 3°.

(36) En cas de refus injustifié du curateur d'assister le mineur, on reconnaît le droit à ce dernier de s'adresser au conseil de famille pour lui demander de se pourvoir devant le tribunal (Douai, 15 décembre 1900, D. 1903.2.9; Planiol, t. I, n° 2007; Amiaud, n° 113).

(37) Loi du 20 février 1880, article 4.

pour la constitution représentent un capital supérieur à 7.500 francs. En effet, l'article 389 du code civil (38) impose l'autorisation du tribunal toutes les fois qu'il s'agit d'actes pour lesquels le tuteur est obligé de faire homologuer la délibération du conseil de famille. Et si la somme est inférieure ou égale à 7.500 francs, l'assistance du curateur suffit.

Le mineur émancipé peut-il se constituer débiteur d'une rente viagère à lui seul? Plusieurs solutions ont été admises.

MM. TOULLIER (39), AUBRY et RAU (40) enseignent qu'il peut s'obliger librement dans tous les cas, et ils tirent argument en ce sens de l'article 484 alinéa 2 du code civil qui déclare réductibles en cas d'excès « les obligations qu'il aurait contractées par voie d'achat ou autrement »; puisque toutes les obligations sont réductibles, elles sont donc initialement valables. La jurisprudence a adopté ce système (41).

Il serait peut-être plus exact d'admettre, avec un parti important en doctrine (42), que les seules obligations valablement contractées par le mineur émancipé agissant seul, sont celles qui constituent de sa part des actes de pure administration (43). Et la réduction d'obligations dont parle

(38) Modifié par la loi du 6 avril 1910 et celle du 9 juillet 1931.

(39) T. VI, n° 107.

(40) 5^e édition, t. I, § 132, p. 842.

(41) Cass., 21 août 1882 (sol. implic.), S. 83.1.113; Paris, 16 décembre 1881 (sol. implic.), sous cet arrêt. Voir Cass., 15 décembre 1832, S. 33.1.687; 29 juin 1857, S. 57.1.729; Colmar, 31 janvier 1826, S. Chr.

(42) Coulon, quest. de dr., t. I, n° 107; Marcadé, t. II, sur l'article 484, n°2; Valette, explications sommaires du code civil, p. 319; Demolombe, t. VIII, n° 287; Lyon-Caen, note, S. 83.1.113, D. P. 83.1.268; voir Laurent, t. V, n° 222.

(43) Code civil, article 481: « Le mineur émancipé... fera tous les actes qui ne sont que de pure administration, sans être restituable contre ces actes dans tous les cas où le majeur ne le serait pas lui-même. »

Et l'article 484, § 1: « Il (le mineur émancipé) ne pourra non plus... faire aucun acte autre que ceux de pure administration, sans observer les formes prescrites au mineur non émancipé. »

le législateur s'applique plus sûrement aux obligations constituant des actes de pure administration; obligations valables mais peut-être excessives eu égard à ses besoins et à sa fortune.

Or, l'obligation de servir une rente viagère ne constitue pas un acte de pure administration. (Nous avons vu au début de ce chapitre que tel n'était pas son caractère.) L'émancipé devra donc obtenir l'autorisation du conseil de famille.

Nous serions même tenté d'exiger que l'autorisation du conseil de famille fût homologuée par le tribunal lorsque la contre-partie reçue par le mineur émancipé se constituant débiteur d'une rente viagère est une somme d'argent, car le capital mobilier, liquide, reçu, peut l'inciter à dépenser au delà de ses moyens.

En fait, l'autorisation du conseil de famille homologuée par le tribunal sera la règle; le service de la rente viagère étant presque toujours, en ce cas, garanti par une hypothèque.

Mineur commerçant. — Le mineur habilité à faire le commerce (émancipé, âgé de dix-huit ans accomplis, autorisé, etc...), est, dit l'article 487 du code civil, « réputé majeur pour les faits relatifs à son commerce »; et l'article 1308 ajoute: « Le mineur commerçant, banquier ou artisan n'est point restituable contre les engagements qu'il a pris à raison de son commerce ou de son art. » Ces dispositions générales sont tempérées par l'article 6 du code de commerce, qui permet bien au mineur commerçant d'engager, d'hypothéquer ou d'aliéner ses immeubles dans l'intérêt de son commerce, mais à la condition d'observer les formalités prescrites pour ces opérations comme lorsque le mineur est simplement émancipé.

En dehors de cette exception, le mineur commerçant pourra donc seul se constituer débirentier ou crédirentier,

si cet acte est nécessaire pour les besoins de son commerce.

Le pourvu d'un conseil judiciaire. — Le prodigue ou le faible d'esprit auquel il a été donné un conseil doit être assisté de ce conseil, quand il aliène un des biens (meubles, immeuble ou capital), moyennant une rente viagère (44).

Il est, en effet, admis aujourd'hui que la prohibition d'aliéner sans l'assistance du conseil, prononcée par les articles 499 et 513 du code civil, ne doit pas être restreinte aux immeubles; elle s'étend à toutes les valeurs composant le patrimoine du prodigue ou du faible d'esprit, car l'intention du législateur a été de mettre ces incapables dans l'impossibilité de dissiper leur fortune ou de la compromettre par des actes imprudents, de quelques éléments que cette fortune soit composée.

En outre, il est à noter que le débirentier devra exiger sur les quittances d'arrérages la signature du conseil judiciaire en même temps que celle de l'incapable pourvu de ce conseil, car les arrérages représentent une portion de capital et un incapable de cette sorte ne peut donner valablement décharge de ce capital (45).

Exception doit être faite cependant pour le cas où la somme d'argent que le pourvu d'un conseil judiciaire veut placer à rente viagère, provient des épargnes par lui faites sur ses revenus, car il a la libre disposition de ses revenus, qu'il les consomme ou les économise.

Nous exigerons également l'assistance du conseil à l'acte par lequel le prodigue ou le faible d'esprit se constitue débiteur d'une rente viagère. La Cour de Paris s'est prononcée en sens inverse (46); mais c'est à tort, croyons-nous. La prohibition d'aliéner jointe à celle d'emprunter,

(44) Angers, 27 juillet 1859, S. 60.2.29.

(45) Article 513 du code civil.

(46) Paris, 12 décembre 1835, S. 36.2.17.

qu'édicte contre le pourvu d'un conseil judiciaire, les articles 499 et 513 du code civil, « emporte pour lui, disent MM. AUBRY et RAU (47), l'incapacité de s'engager par des actes qui, considérés en eux-mêmes ou dans leur objet, ne présenteraient pas le caractère d'actes de simple administration ».

Or, s'engager à servir une rente viagère n'est pas faire un acte d'administration; *a fortiori* quand l'acte contient une constitution d'hypothèque pour garantir le service de la rente viagère.

L'assistance du conseil judiciaire ne peut être suppléée par une simple autorisation de justice, mais les tribunaux ont le droit d'apprécier les motifs pour lesquels le conseil judiciaire refuse son assistance, et si ces motifs ne leur paraissent pas légitimes ou suffisamment fondés, ils peuvent, non pas enjoindre au conseil judiciaire de prêter son assistance, mais le remplacer définitivement ou nommer au prodigue un conseil *ad hoc* (48).

Femme séparée de biens. — La femme séparée de biens doit être autorisée de son mari ou de justice pour aliéner valablement un de ses immeubles à rente viagère; les articles 1449 § 3 (49) et 1538 (50) du code civil lui prescrivent d'obtenir cette autorisation.

Doit-elle également être autorisée pour se constituer une

(47) 5^e édition, t. I, § 140, p. 875.

(48) Req., 16 mai 1899, D. P. 99.1.399.

(49) Code civil, article 1449, § 3 : « Elle (la femme séparée de biens) ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement du mari ou sans être autorisée en justice à son refus. »

(50) Article 1538 : « Dans aucun cas, ni à la faveur d'aucune stipulation, a femme ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement spécial de son mari, ou, à son refus, sans être autorisée par justice.

« Toute autorisation générale d'aliéner les immeubles, donnée à la femme, soit par contrat de mariage, soit depuis, est nulle. »

rente viagère moyennant des biens meubles ou une somme d'argent (51) ?

La question est controversée et cette controverse a sa source dans la divergence de rédaction des articles 217 (52) et 1449 § 1 et § 2 du code civil (53).

En effet, l'article 217 lui défend d'aliéner (en général) sans l'autorisation de son mari, et l'article 1449 lui reconnaît la capacité de disposer de son mobilier et de l'aliéner.

Tout le monde a admis que l'article 1449 dérogeait à l'article 217, mais sans pouvoir se mettre d'accord sur la portée de la dérogation. Quelques auteurs (54) et une partie de la jurisprudence (55) établissent un rapprochement entre l'alinéa 2 de l'article 1449 qui autorise la femme à disposer de son mobilier, et l'alinéa 1 du même article, qui lui accorde la libre administration de ses biens, et ils considèrent la faculté d'aliéner comme une conséquence de la faculté d'administration; aussi, pour eux, l'aliénation du mobilier n'est valable qu'autant qu'elle est nécessitée par les besoins de l'administration; pour ceux-là, par conséquent, la femme séparée de biens doit être autorisée pour aliéner à rente viagère des biens meubles ou une somme d'argent.

L'article 1449 a été interprété de façon étroite, et nous

(51) Les exceptions dont nous avons parlé au sujet de la femme commune non commerçante s'appliquent ici; voir plus haut, p. 56.

(52) Code civil, article 217: « La femme... séparée de biens, ne peut donner, aliéner, hypothéquer, acquérir à titre gratuit ou onéreux, sans le concours du mari dans l'acte ou son consentement par écrit. »

(53) Code civil, article 1449, § 1 et § 2: « La femme... séparée de biens, en reprend la libre administration.

« Elle peut disposer de son mobilier et l'aliéner. »

(54) Guillouard, *Traité du contrat de mariage*, t. III, n° 1196; Demolombe, t. IV, n° 158; Baudry-Lacantinerie, *Le Courtois et Surville, Du contrat de mariage*, t. III, n° 1503; Dutruc, n° 345.

(55) Req., 25 avril 1882, D. P. 82.1.248; trib. civ. Seine, 4 avril 1883, J. Assur. 1884.27; Civ., 2 décembre 1885, D. P. 86.1.294; Paris, 14 novembre 1887, D. P. 88.2.226; Req., 24 octobre 1906, D. P. 1907.1.14.

pensons que la libre administration confère une plus grande capacité que la pure administration. Aussi, d'après une autre opinion suivie par d'autres auteurs (56) et une autre partie de la jurisprudence (57) et que nous croyons la meilleure, la femme séparée de biens s'est vu conférer, par l'article 1449 du code civil, la libre disposition de son mobilier, corporel et incorporel.

Nous ne nous trouvons pas, avec l'article 1449, en présence d'une rédaction obscure; en effet, après avoir décidé dans l'alinéa 1 que la femme séparée de biens recouvre la libre administration de ses biens, les deux alinéas qui suivent apportent des précisions sur cette libre disposition : 1° le mobilier pourra être aliéné librement et 2° les immeubles ne pourront être aliénés qu'avec autorisation. Il faut lire cet article tel qu'il est écrit; il n'y a aucun motif de restreindre la faculté d'aliéner le mobilier. Nous faisons cependant remarquer que les décisions de jurisprudence qui abondent en notre sens, ont une argumentation vicieuse, puisqu'elles considèrent l'aliénation à rente viagère comme un acte d'administration.

Aucun texte ne vient, à l'exemple de l'article 1449 du code civil, accorder à la femme séparée de biens une capacité plus grande pour s'obliger. Elle est donc dans la même situation que la femme commune et ne peut se constituer débitrice d'une rente viagère sans l'autorisation de son mari (58).

Femme séparée de fait. — Il a été jugé que la femme séparée de son mari, de fait, mais non de droit, peut se

(56) Colin et Capitant, t. I, n° 614 bis.

(57) Trib. de la Seine, 3 février 1869, D, 71.3.109; Paris, 8 mars 1893, D. 93.2.256; trib. civ. Seine, 21 décembre 1891, J. Assur. 1892.163.

(58) Voir répertoire général alphabétique du droit français: Vo séparation de biens, n° 705 et suivants; Fuzier-Hermann et Darras, sur l'article 1449, n° 10 et suivants.

constituer valablement, sans autorisation maritale, une rente viagère, moyennant l'aliénation de biens meubles, lorsque la rente ainsi constituée répond à des besoins urgents et que ces besoins sont oubliés par le mari qui abandonne sa femme; dans ce cas, les valeurs versées par la femme doivent être considérées comme étant les produits du travail distinct de la femme livrée à ses propres ressources (59). En dehors de ce cas, nous ne pouvons étendre à la femme séparée de fait la capacité de la femme séparée de droit (60).

Femme dotale. — La femme dotale est incapable d'aliéner seule ou sans autorisation ses biens dotaux mobiliers et immobiliers (61). Sa capacité se rapproche de celle de la femme séparée de biens en ce qui concerne ses biens paraphernaux (62). Elle ne pourra donc aliéner ses immeubles à rente viagère sans autorisation; mais un doute semble permis à l'égard des meubles et valeurs mobilières (63); la majorité des auteurs estimant que l'article 1576 ne s'applique qu'aux biens immobiliers (64), nous admettront en conséquence que la femme dotale peut, sans autorisation, se constituer crédièrnière moyennant les biens paraphernaux meubles (65); quoi qu'il en soit, il est d'une sage

(59) C. Paris, 7 novembre 1864, J. Assur. 1900.417 et 418.

(60) Voir p. 63.

(61) Elle pourrait cependant les aliéner à rente viagère dans le sens de la loi du 19 mars 1919 (âgée de plus de 45 ans; au profit de certaines œuvres; etc...) (voir plus loin, p. 68) avec autorisation du mari dont le refus ne pourrait utilement être suppléé par l'autorisation de justice.

(62) Code civil, article 1576: « La femme (dotale) a l'administration et la jouissance de ses biens paraphernaux. Mais elle ne peut les aliéner, ni paraître en jugement à raison desdits biens, sans l'autorisation du mari, ou à son refus, sans la permission de la justice. »

(63) Les exceptions dont nous avons parlé au sujet de la femme commune non commerçante s'appliquent ici; voir plus haut, p. 56.

(64) Aubry et Rau, t. V, § 541, n° 10.

(65) Voir plus haut, p. 63, sur la capacité de la femme séparée de biens.

prudence, en l'absence d'un texte précis, d'exiger une autorisation pour la femme dotale chaque fois qu'elle ne pourra prouver que les biens meubles moyennant lesquels elle veut se constituer une rente viagère, proviennent des économies faites sur les revenus des biens paraphernaux.

Mais, pas plus que pour la femme séparée de biens, aucun texte n'accordant à la femme dotale, une capacité plus grande pour s'obliger, elle sera dans la même situation que la femme commune et ne pourra se constituer débitrice d'une rente viagère sans autorisation.

Femme mariée commerçante. — La femme mariée régulièrement autorisée à faire un commerce séparé de celui de son mari, n'est capable de contracter, sans autorisation, qu'à l'égard des opérations ayant trait à son commerce (66). Elle jouit, pour accomplir tous les actes relatifs à son commerce, de la capacité dont elle jouirait, si elle n'était pas mariée (67). Par suite, elle peut placer valablement seule un capital mobilier, et même aliéner un immeuble à rente viagère (67), si cet acte est nécessaire pour les besoins de son commerce.

Cependant, l'article 7 du code de commerce apporte une dérogation à cette règle quand cette femme commerçante est mariée sous le régime dotal; en ce cas, ses biens stipulés dotaux ne peuvent être hypothéqués ou aliénés que dans les cas déterminés et avec les formes réglées par le code civil (68), et l'acte ne peut être attaqué au détriment du débirentier, comme étranger au commerce, dès lors que la femme a déclaré que les arrérages doivent être consacrés à solder ses engagements commerciaux ou doivent lui per-

(66) Code civil, article 220.

(67). Article 7 du code de commerce.

(68) Voir plus haut, p. 56, « femme non séparée, ni commerçante », et plus loin, p. 72, « époux sous le régime dotal ».

mettre de faire telle ou telle opération commerciale ; les tiers qui traitent avec les femmes commerçantes ne peuvent être obligés de surveiller l'emploi des fonds qu'ils versent (69).

Par suite encore, elle est capable de se constituer, sans aucune autorisation, débitrice d'une rente viagère, pourvu que le capital ou l'immeuble qui lui est remis comme contre-partie, soit utilisé pour l'exercice de son commerce. Elle peut même, en ce cas, hypothéquer un de ses immeubles pour garantir le service de la rente (70).

Femme exerçant une profession distincte de celle de son mari (71). — Le femme exerçant une profession distincte de celle de son mari peut, quel que soit son régime matrimonial et à toute époque du mariage, avoir la libre administration et la libre disposition des produits de son travail ou de ses bénéfices. En conséquence, elle pourra, sans autorisation, aliéner lesdits biens — qui seront peut-être déjà devenus valeurs ou immeubles — à rente viagère. Mais la loi de 1907 ne lui confère pas le droit d'en disposer à titre gratuit, par exemple, en stipulant que la rente viagère serait servie à une tierce personne; en ce cas, l'autorisation du mari ou de justice est indispensable. La loi du 19 mars 1919 a apporté une exception à cette exception en décidant que la femme qui n'avait pas d'enfants ni de descendants et qui était âgée de plus de quarante-cinq ans, pourrait seule, disposer des biens dont s'agit (ici la rente viagère), en faveur d'œuvres d'assistance, de développe-

(69) Sur le principe, Demolombe, t. IV, n° 300; Alauzet, Commentaires du code de commerce, t. I, n° 320; Nougier, Traité des actes de commerce, t. I, n° 617; Bédarride, Des commerçants, n° 186, et sur une application spéciale à la rente viagère, Cass., 8 septembre 1814, S. Chr.

(70) Article 7 du Code de Commerce.

(71) Loi du 13 juillet 1907, modifiée par les lois du 8 juin 1923 et du 19 mars 1919.

ment de la natalité et de protection de l'enfance et des orphelins de la guerre.

De même, il n'est pas douteux que la femme remplissant les conditions de la loi de 1907 puisse seule se constituer débirentière, à condition que les arrérages soient payés avec les produits de son travail; elle pourra même hypothéquer les immeubles acquis dans les mêmes conditions pour garantir le service des arrérages, la loi du 8 juin 1923 le lui permet.

Ainsi que nous l'avons annoncé, nous terminons cette partie par les pouvoirs que possèdent les époux, soit sous le régime de communauté, soit sous le régime dotal, de se constituer crédirentiers ou débirentiers.

Régime de communauté. — Sous le régime de communauté, les époux peuvent librement et à la seule condition de respecter le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales, aliéner valablement à rente viagère soit un bien de communauté, soit un bien propre à l'un d'eux (72).

D'abord le mari a la libre disposition des biens communs, capitaux, meubles ou immeubles, et il a le pouvoir absolu d'aliéner à titre onéreux les biens de la communauté sans le concours de sa femme (73); il peut donc les aliéner à fonds perdu, ou constituer une rente viagère moyennant une somme appartenant à la communauté (74). Il n'y a pas à distinguer selon que la rente viagère est constituée sur sa tête et celle de sa femme ou sur sa tête seule (75). Remarquons toutefois que la réunion de cer-

(72) Voir une application dans Cass., 23 juin 1887, S. 90.1.291.

(73) Article 1421 du code civil: « Le mari administre seul les biens de la communauté.

« Il peut les vendre, aliéner et hypothéquer sans le concours de la femme. »

(74) Rennes, 16 juin 1841, S. 41.2.553; Cass., 15 mai 1844 (motifs), S. 44.1.409; Orléans, 14 mai 1864, S. 65.2.71.

(75) Rennes, 16 juin 1841, précité.

taines circonstances pourraient faire considérer la constitution de rente viagère comme une libéralité déguisée ou un acte frauduleux, donnant lieu à l'application de l'article 1422 du code civil (76), le mari commettant une fraude toutes les fois qu'il emploie des deniers ou effets de la communauté de manière à les faire tourner à son profit particulier pour en priver sa femme ou ses héritiers (77). Les actes passés ainsi par lui peuvent être annulés comme frauduleux, non seulement lorsqu'ils ont eu pour objet de procurer à lui ou à ses héritiers un avantage au détriment de la communauté, mais encore lorsque, sans aucune intention de s'avantager ou d'avantager les siens, il ne les a faits qu'en haine de sa femme et dans le but de la frustrer. Dans l'une et l'autre hypothèses, la femme est en droit de se faire indemniser par le mari (78). C'est d'ailleurs à la femme à rapporter la preuve des faits établissant que le mari a retiré un profit personnel des sommes par lui prises dans l'actif de la communauté (79). Spécialement a été considérée comme frauduleuse au regard de la femme, l'aliénation de tous les immeubles de la communauté consentie par le mari à un de ses proches parents, moyennant une rente viagère constituée sur sa tête à un taux hors de proportion avec la valeur des biens, et alors que la femme était atteinte d'une maladie mortelle (80).

(76) Code civil, article 1422: « Il (le mari) ne peut disposer entre vifs à titre gratuit des immeubles de la communauté, ni de l'universalité ou d'une quotité du mobilier, si ce n'est pour l'établissement des enfants communs.

« Il peut néanmoins disposer des effets mobiliers à titre gratuit et particulier, au profit de toutes personnes, pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit. »

(77) Besançon, 22 Floréal an X, R. 1154; Hue, t. IX, n° 163.

(78) Aubry et Rau, t. V, § 509, p. 326.

(79) Req., 20 juillet 1875, D. P. 76.1.243; Civ., 11 novembre 1895, D. P. 96.1.44.

(80) Bordeaux, 7 février 1878, D. P. 79.2.124; Douai, 22 mai 1838, R. 1160; Orléans, 29 juillet 1822, R. 1162

Si le mari a des propres, il peut soit les vendre, soit en faire le remploi en rente viagère, puisqu'il en est le maître absolu. La même liberté doit être reconnue à la femme sous le régime de la communauté légale pour les biens qui lui appartiennent en propre (81) ou qui ont été vendus au cours du mariage (82) ; d'une part, elle pourrait ne pas en effectuer le remploi et se contenter de sa créance de reprises contre la communauté ; d'autre part, la loi étant muette sur le point de savoir en quels biens doit être fait le remploi, quand le contrat de mariage ne le spécifie pas, il appartient aux époux de déterminer librement le mode de ce remploi.

Le même raisonnement s'applique au régime de la communauté réduite aux acquêts, et c'est à juste titre que la jurisprudence a déclaré, plusieurs fois, valable le remploi de valeurs mobilières propres à la femme, fait, de son consentement, en une constitution de rente viagère sur sa tête (83).

Sous le régime de la communauté, le mari peut valablement constituer la communauté débirentière, mais, en fait, la femme devra comparaître à l'acte pour se désister de son hypothèque légale en faveur du crédientier quand le bien acheté à rente viagère sera des meubles ou une somme d'argent, car en ce cas, le crédientier exige d'ordinaire une hypothèque pour garantir le service de la rente. Quand le bien acheté à rente viagère est un immeuble, le crédi-

(81) Code civil, article 1428, § 3 : « Il (le mari) ne peut aliéner les immeubles personnels de sa femme sans son consentement. »

(82) Code civil, article 1435 : « La déclaration du mari... ne suffit point, si ce remploi n'a été formellement accepté par la femme ; ... »

(83) Voir, pour le remploi fait sous la communauté légale : Cass., 1^{er} avril 1868, S. 68.1.253 ; 8 avril 1872, S. 72.1.224 ; Besançon, 13 février 1853, S. 53.2.497. Et pour le remploi fait sous la communauté d'acquêts : Bordeaux, 17 décembre 1873, S. 74.2.213.

rentier est assez protégé par le privilège du vendeur qui passe avant les hypothèques.

Régime dotal. — Sous le régime dotal, il est manifeste que les époux ne peuvent aliéner à rente viagère les immeubles dotaux inaliénables, ni les immeubles dotaux dont l'aliénation n'a été permise par le contrat de mariage qu'à la condition qu'il sera fait du prix un emploi déterminé. Le mari qui a reçu par le contrat ce pouvoir général de vendre et aliéner les biens et droits de sa femme à tels prix, charges et clauses qu'il avisera, ne pourrait non plus placer ces biens et droits à rente viagère, lorsqu'il est stipulé en outre que « les sommes par lui reçues pour le compte de sa femme seraient garanties par une hypothèque sur ses biens, et qu'au cas de remboursement, elles seraient rendues dans les termes mêmes de leur réception », car une telle aliénation est contraire, comme le dit la Cour de Cassation, à la fois « à la lettre et à l'esprit du pouvoir qui lui a été donné » (84). L'arrêt de Riom, précité, a décidé, de plus, que lorsque l'immeuble ainsi aliéné est pour partie dotal, pour partie paraphernal, l'opération est nulle même pour la partie paraphernale, les chances aléatoires de la rente viagère ne permettant pas de la diviser, et son opinion a été consacrée par l'arrêt précité de la Cour de Cassation.

Les deux cas où le mari puisse aliéner à rente viagère un bien dotal sont : 1° quand le contrat de mariage lui a conféré le pouvoir d'aliéner les biens et droits de sa femme à sa guise, et sans aucune condition d'hypothèque ou de restitution (85) ; 2° dans le cas prévu par l'alinéa 3 de l'article 1558, c'est-à-dire « pour fournir des aliments à la famille » ; il faut alors la permission de justice et l'aliénation aux enchères, après trois affiches (86).

(84) Riom, 12 août 1844, S. 44.2.592 ; Cass., 23 juin 1846, S. 46.1.865.

(85) Trib. Saint-Flour, 21 mai 1844, sous Riom, 12 août 1844, précité.

(86) Code civil, article 1558, § 1.

En principe, dans le silence du contrat de mariage de la femme soumise au régime dotal, le remploi en rente viagère n'est pas possible parce que les arrérages contiennent une fraction du capital, lequel capital doit être conservé (87).

Mais, lorsque le contrat de mariage réserve à la future épouse la faculté d'aliéner ses immeubles dotaux à charge de faire du prix un bon et suffisant remploi, la constitution de rente viagère constitue-t-elle un tel remploi ?

La Cour de Cassation (88) s'est décidée pour l'affirmative en donnant pour motif, la nécessité de l'emploi pour fournir des aliments à la famille. Dans ce cas particulier, la rente viagère n'était pas un véritable remploi; dans tous les cas semblables, les époux n'ont qu'à recourir à l'article 1558 du code civil (89), et à demander au tribunal l'autorisation, qui ne leur sera certainement pas refusée dans les circonstances supposées.

Sauf ce cas, où les arrêts sur la question sont nombreux (90), nous ne pensons pas, pour les raisons données plus haut, que la rente viagère constitue un bon et suffisant emploi.

Personnes morales. — Nous avons maintenant à établir la capacité et le pouvoir nécessaires aux personnes morales pour être partie dans un contrat de rente viagère à titre onéreux.

Il est évident qu'une personne morale peut toucher les

(87) Aubry et Rau, t. V, § 577, note 32; Guillouard, t. IV, n° 1964; Baudry-Lacantinerie et Surville, t. III, n° 1761; Huc, t. IX, n° 464.

(88) 17 juin 1845, précité.

(89) § 3, précité.

(90) Voir notamment: Louviers, 31 mars 1881; Grenoble, 23 juillet 1881; Lyon, 8 juin 1899; Chalon-sur-Saône, 11 août 1903; Pontoise, 21 décembre 1904; Lyon, 12 janvier 1905; Parthenay, 7 août 1906; Nîmes, 19 mars 1910; Seine, 8 avril 1910; Bordeaux, 25 juillet 1911.

arrérages d'une rente constituée sur la tête d'un être humain, mais elle ne pourra être débirentière que dans certaines conditions déterminées par la loi.

Nous laisserons de côté le cas où une personne morale peut être crédirentière, car cette question ne présente pas d'intérêt pour nous au point de vue du contrat de rente viagère à titre onéreux; en effet, il suffira que cette personne morale ait une existence légale et que ses statuts l'y autorisent.

Au contraire, parmi les personnes morales pouvant se constituer débirentières, nous distinguerons trois catégories bien distinctes :

Les compagnies d'assurances, la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse et les sociétés que nous appellerons les « sociétés spécialisées ».

Ces trois catégories se différencient nettement :

Les compagnies d'assurances ne peuvent constituer de rentes viagères que moyennant une somme d'argent.

La Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse est une « filiale » de la Caisse des dépôts et consignations; elle ne peut constituer de rentes viagères que moyennant une somme d'argent ou certains titres.

Enfin, les sociétés spécialisées ne constituent de rentes viagères que sur immeubles.

Compagnies d'assurances. — Bien qu'une compagnie d'assurances puisse valablement passer des contrats de rente viagère, il faut et il suffit que cette compagnie ait une existence légale et qu'elle y soit autorisée par ses statuts.

A quelles conditions une compagnie d'assurance sur la vie, à primes ou mutuelle, est-elle régulièrement et légalement constituée ?

Sans approfondir la question, puisqu'elle sort de notre sujet, nous noterons seulement que ces sortes de sociétés sont réglementées par la loi du 17 mars 1905; loi relative à

la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurance sur la vie et de toutes les entreprises dans les opérations desquelles intervient la durée de la vie humaine.

L'article 1^{er} de cette loi est ainsi conçu : « Sont assujetties à la présente loi les entreprises françaises ou étrangères de toute nature qui contractent des engagements dont l'exécution dépend de la durée de la vie humaine.

« Sont exceptées : les sociétés définies par la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels et les institutions de prévoyance publiques ou privées régies par des lois spéciales. »

L'article 2 de cette loi indique la condition de leur existence légale. (Art. 2: Elles ne peuvent fonctionner qu'après avoir été enregistrées sur leur demande par le ministère du commerce.)

Quand une société de ce genre a une existence légale, il faut, en outre, que les statuts l'y autorisent; nous n'insistons pas sur ce point.

La société, être moral, ne peut signer la police que par les mains d'un représentant. Celui-ci doit être capable d'engager la société, c'est-à-dire avoir reçu de la société les pouvoirs nécessaires. Et ces pouvoirs résultent de l'acte qui les définit, c'est-à-dire le plus souvent des statuts sociaux.

Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse. — La Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse dépend de la Caisse des dépôts et consignations.

Cet organisme d'Etat est soumis à quelques règles particulières; ainsi, pour les particuliers les rentes sont de deux francs au moins et de six mille francs au plus par personne, sauf si la retraite est constituée par les administrations publiques de l'Etat, des départements, des communes et des colonies au profit de leurs agents.

Les rentes servies sont incessibles et insaisissables si elles ne dépassent pas 360 francs.

Nous verrons plus loin que cette caisse jouit de tarifs spéciaux.

Les sociétés spécialisées. — Les sociétés spécialisées sont celles qui ne font des opérations viagères que sur des immeubles. Une loi régit spécialement ces sociétés : celle du 20 février 1922, publiée au *Journal Officiel* du 22 février 1922. Cette loi est importante, puisqu'elle a apporté une réglementation sur un point qui en manquait totalement.

Loi du 20 février 1922.

ARTICLE 1^{er}. — Les entreprises françaises et étrangères ayant pour objet l'acquisition d'immeubles au moyen de constitution de rentes viagères sont soumises à la surveillance de l'Etat dans les termes de la loi du 17 mars 1905, relative aux sociétés d'assurance sur la vie. Toutefois, les articles 5 (dernier alinéa), 6, 8, 9, 19, 20, 21, 22 de la loi précitée du 17 mars 1905 ne sont pas applicables auxdites entreprises (91).

Les crédientiers conserveront individuellement, pour le service de leurs rentes, même à l'encontre de toute convention contraire, le privilège de l'article 2103 n° 1 du code

(91) « Les société d'acquisitions d'immeubles au moyen de la constitution de rentes viagères — par la nature même de leurs opérations — ne sauraient être soumises à deux prescriptions essentielles de la loi du 17 mars 1905 : constitution de réserves mathématiques (et de la réserve de garantie qui est l'accessoire des premières), d'une part; et d'autre part, placement des deux cinquièmes de leur actif seulement en achat d'immeubles, avec les procédés d'estimation imposés aux compagnies d'assurance sur la vie. Ces deux ordres de garanties générales, incompatibles avec le fonctionnement des sociétés dont il s'agit, ont pour but de rendre efficace le privilège prévu à l'article 7 de la loi du 17 mars 1905, privilège général en faveur des assurés, sur tout l'ensemble du domaine immobilier de la société. Or, l'acquisition d'immeubles moyennant la constitution d'une rente viagère, confère au vendeur le privilège spécial prévu à l'article 2103, n° 1, du code civil. C'est pour ces motifs que le projet, dans son article 1^{er}, déclare que les articles 5 dernier alinéa, 6, 8, 9 (nos 4 à 9 inclus) ne sont pas applicables auxdites entreprises. » (Deuxième rapport de M. Grinda à la Chambre des députés.)

civil sur l'immeuble cédé. S'il existe des héritiers en ligne directe des crédientiers, ces derniers ne pourront traiter avec la société qu'après y avoir été autorisés par jugement rendu en chambre du conseil sur simple requête (92).

L'estimation de la valeur réelle en pleine propriété des immeubles cédés sera expressément stipulée aux contrats de rentes viagères et garantie sincère et véritable par un expert désigné par le tribunal civil du ressort desdits immeubles. L'attestation de l'expert, suivie de sa signature, figurera aux contrats.

Les tarifs d'après lesquels seront calculées les rentes viagères seront établis conformément aux prescriptions de l'article 9, 5°, de la loi du 17 mars 1905.

ARTICLE 2. — La nullité des contrats dans lesquels une des prescriptions ci-dessus ne serait pas observée pourra être demandée par tous les intéressés et le ministère public.

ARTICLE 3. — Les entreprises soumises à la présente loi et opérant en France et en Algérie à l'époque de sa promulgation sont tenues de se conformer immédiatement à ces dispositions et notamment de demander l'enregistrement spécifié à l'article 2 de la loi du 17 mars 1905 dans un délai de deux mois à compter de la promulgation de la présente loi. Elles peuvent toutefois continuer provisoirement leurs opérations jusqu'à ce que solution soit donnée à cette demande.

Il suffira de lire attentivement cette loi pour voir que les

(92) « Le gouvernement a pensé que, dans des aliénations d'immeubles en vue de constituer des rentes viagères, il y avait lieu de se préoccuper de la sauvegarde du bien de famille. Il exige que l'aliénation au profit des sociétés de viager immobilier ne puisse se faire que dans les formes usitées pour les biens dotaux. S'il existe des héritiers en ligne directe des crédientiers, ces derniers ne pourront traiter avec la société qu'après y avoir été autorisés par jugement rendu en chambre du conseil sur simple requête. » (Premier rapport de M. Grinda à la Chambre des députés.)

garanties sont grandes quand une affaire de rente viagère est traitée par une société spécialisée. D'abord expertise de la valeur de l'immeuble, puis privilège du vendeur incessible, enfin contrôle de l'Etat et subsidiairement jugement du tribunal quand le vendeur a des descendants directs.

CHAPITRE IV

Des personnes sur la tête desquelles peut être faite la constitution de rente viagère et des personnes qui peuvent en être les bénéficiaires.

La constitution d'une rente viagère suppose nécessairement que le service des prestations périodiques est subordonné à la vie d'une personne et prend fin par son décès; on dit alors que la rente viagère repose sur la tête de l'individu dont l'existence est ainsi prise comme base de durée.

La détermination de cet individu est laissée à la libre volonté des parties et peut se porter sur cinq catégories de personnes (1): 1° celui qui fournit la contre-partie de la rente et est en même temps le crédirentier; 2° celui qui fournit la contre-partie de la rente, sans être en même temps le crédirentier; 3° le débirentier; 4° un tiers bénéficiaire de la rente viagère; et 5° un tiers qui est totalement étranger à l'opération, et n'en doit retirer aucun profit.

(1) L'article 1971 du code civil nous dit, en effet: « La rente viagère peut être constituée, soit sur la tête de celui qui en fournit le prix, soit sur la tête d'un tiers, qui n'a aucun droit d'en jouir. »

En général, la rente viagère est constituée sur la tête du crédentier.

« L'usage le plus ordinaire, dit le tribun DUVEYRIER, est que la rente viagère soit constituée sur l'existence ou sur la tête de celui qui l'acquiert et qui en paie le prix. C'est la conséquence naturelle de son objet d'être attachée à la vie même qu'elle est chargée d'entretenir. » (2).

De cette idée que la rente viagère est créée le plus souvent sur la tête de celui qui a le droit d'en jouir, on en déduit que, si le contrat de rente viagère est muet sur la désignation de la personne sur la tête de laquelle elle est constituée, on devra présumer qu'elle est créée pour la durée de la vie de celui qui en jouira (3).

On comprend plus difficilement le but de la constitution d'une rente viagère créée sur la tête d'un tiers qui n'en doit pas jouir, qui demeure étranger au contrat et dont l'existence est prise seulement pour marquer le terme auquel cessera la rente.

Cependant POTHIER prévoyait cette forme du contrat de rente viagère et l'article 1271 (4) l'indique expressément. On donne pour l'expliquer deux motifs qui ne nous paraissent pas sérieux.

On dit d'abord que, par ce moyen, le constituant peut choisir une personne plus jeune que lui et s'assurer ainsi une rente viagère qui, suivant toutes les vraisemblances, durera autant que lui; à cela nous répondons que ce calcul est mauvais de toutes façons, car cette personne sur la tête de laquelle est constituée la rente viagère, bien que plus jeune que lui, peut mourir avant lui, et il sera ainsi privé

(2) Discours au Corps législatif, Fenet, t. XIV, p. 562.

(3) Pont, t. I, n° 686; Demante et Colmet de Santerre, t. VII, n° 185 bis II; Guillouard, n° 140; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 207.

(4) Voir même chapitre, note 1.

de sa rente viagère au moment où son âge plus avancé la rend plus nécessaire; de plus, cette personne étant moins âgée, la rente servie chaque année sera moins élevée (5).

Ensuite M. PONT (6) donne un autre motif: « Pour dispenser le crédirentier de produire des certificats de vie, on peut placer la rente sur la tête d'un personnage illustre, d'un souverain. »

Cette petite économie nous paraît une raison bien insignifiante si on la met en parallèle avec les deux inconvénients que nous venons de signaler : montant moins élevé de la rente servie et risque de l'extinction de la rente viagère avant la mort du crédirentier. D'ailleurs la raison est d'autant moins bonne que, dans la plupart des contrats de rente viagère, le crédirentier est dispensé de l'obligation de fournir un certificat de vie à chaque paiement d'arrérages.

Il nous semble plus exact de dire avec M. GUILLOUARD (7) que l'hypothèse où l'article 1971 du code civil trouvera pratiquement à s'appliquer est celle où le tiers sur la tête de qui repose la rente viagère est une personne au décès de laquelle les revenus du crédirentier augmenteront de façon qu'il n'ait plus besoin de la rente viagère : c'est, par exemple, l'héritier du mari décédé qui constitue une rente viagère à son profit sur la tête de la veuve survivante, usufruitière universelle des biens de son mari ; à la mort de celle-ci, le constituant n'a plus besoin de rente viagère, car il va trouver l'usufruit des biens dont il est nu-propriétaire ; ajoutons que la détermination de la durée de la rente offre l'avantage de ne faire déboursier au constituant que la somme nécessaire pour créer la rente viagère dont il a besoin, tandis que s'il la constituait sur sa tête, il pourrait

(5) Voir chapitre VI.

(6) Des petits contrats, t. I, n° 687.

(7) N° 141

payer un capital plus élevé pour une rente dont il n'aura plus besoin.

Le motif qui détermine les parties à user de la faculté à elles accordée par l'article 1971 du code civil varie avec les espèces. Mais il est intéressant de remarquer qu'il n'est pas de l'essence de la rente viagère d'être limitée à la vie de celui qui en perçoit les arrérages, et que, par suite, lorsqu'elle est constituée sur la tête d'un tiers, elle tombe dans la succession du bénéficiaire au décès de celui-ci, pour y être recueillie par les héritiers ou légataires, jusqu'à la mort du tiers (8). Par ce côté, le droit du rentier viager diffère profondément de celui de l'usufruitier, qui, on le sait, est un droit essentiellement personnel, s'éteignant toujours à la mort de l'usufruitier, même dans le cas où il a été établi jusqu'au moment où un tiers aurait atteint un âge déterminé (9).

Lorsque la rente est ainsi constituée sur la tête d'un tiers qui n'en doit pas jouir, le tiers désigné ne joue aucun rôle dans l'acte : « il n'est désigné uniquement, disait POTHIER (10), que pour régler la durée de la rente sur celle de sa vie ». Il suit de là qu'il n'a pas besoin d'accepter la désignation qui est faite de lui, et qu'il importe peu qu'il soit capable ou incapable de contracter ; son acceptation est inutile, car rien ne lui est offert, et son incapacité est sans importance, puisqu'il n'est pas partie au contrat.

Enfin, la rente viagère peut être établie sur la tête du débirentier lui-même, et cette combinaison peut être avantageuse pour ce dernier, si elle ne l'est pas pour le crédi-rentier. En effet, le débirentier est, par exemple, un com-

(8) Cass. 29 mai 1865, S. 65.1.324 ; Bordeaux, 16 janvier 1841, P. 41.1.440.

(9) Article 617 du code civil : « L'usufruit s'éteint : par la mort naturelle de l'usufruitier . . . »

(10) Du contrat de constitution de rente, no 226.

merçant qui a pris des capitaux à rente viagère. De son vivant, le service de la rente peut être pour lui une charge relativement légère, parce qu'il y subvient au moyen des gains qu'il réalise dans sa maison de commerce. Mais il sait que s'il meurt sa veuve ne pourra continuer ses affaires et devra liquider ; le service de la rente obérerait alors lourdement un budget composé uniquement de revenus au taux commun de l'argent. Pour éviter cela, il stipule qu'à son décès la rente viagère s'éteindra ; et le crédientier accepte cette clause, peut-être parce qu'il est lui-même plus âgé (11).

Si, après avoir fait insérer une clause de ce genre dans un contrat de rente viagère, le débirentier se donne la mort ou se fait condamner à mort, le crédientier a le droit de demander la résolution du contrat et de se faire restituer la somme ou l'immeuble pour lequel la rente a été établie ; ce droit résulte pour lui de l'article 1184 du code civil, car le débirentier qui se suicide (ou se fait condamner à la peine capitale) est dans la situation du débiteur qui, par son fait, se met dans l'impossibilité d'exécuter les obligations qu'il a contractées. M. BAUDRY-LACANTINERIE et M. WAHL (12) disent, à juste titre, que le crédientier doit alors restituer l'excédent des arrérages perçus sur les intérêts normaux du capital.

Depuis le début de ce chapitre, nous avons supposé des rentes viagères constituées sur une seule tête, mais l'article 1972 du code civil (13) prévoit et permet les rentes viagères constituées sur plusieurs têtes, soit que la jouissance des arrérages appartienne aux différentes personnes sur la vie desquelles repose la rente, soit que le bénéfice de celle-

(11) V. Bordeaux, 15 février 1873, D. 73.2.16.

(12) N° 206.

(13) « Elle (la rente viagère) peut être constituée sur une ou plusieurs têtes. »

ci aille exclusivement à un crédirentier et à ses héritiers jusqu'à l'extinction de toutes les têtes auxquelles elle est attachée (14).

Pour que cette combinaison soit valablement employée, il faut que toutes les personnes à l'existence desquelles est subordonné le service de la rente, soient indiquées dans l'acte même de constitution. Cette condition est indispensable pour que le débirentier puisse calculer les chances de profit et de perte qui résultent pour lui de l'âge et de la santé de ceux sur la tête desquels la rente est constituée : l'aléa n'existerait plus, s'il dépendait du crédirentier de les désigner ultérieurement. Serait donc nulle, comme contraire à l'essence même de la constitution de rente viagère, la clause par laquelle celui-ci en stipulerait la réversibilité sur la tête d'une personne qu'il désignera, à son choix, s'il le juge à propos (15).

Lorsque les personnes sur la tête desquelles la rente est constituée en sont en même temps les titulaires, le contrat contient presque toujours une clause, dite clause de réversibilité, qui attribue au survivant une portion ou la totalité de la part du prédécédé. Il n'est pas nécessaire que la réversibilité soit établie en termes exprès; elle peut se déduire d'une clause décidant, par exemple, que la rente ne subira aucune réduction au décès du prémourant (16) ou qu'elle sera abaissée à telle somme au décès du prémourant (17). Cette clause se rencontre surtout dans les constitutions de rente viagère à titre onéreux faites par des époux, et la question de sa validité et de ses effets fait naître des contro-

(14) V. Pothier, n° 241; Duveyrier, Discours au Corps législatif, Fernet, t. XIV, p. 562.

(15) Caen, 16 mars 1852, S. 52.2.669; V. Pont, t. I, n° 690; Guillaud, n° 144; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 209.

(16) Caen, 12 mars 1874, S. 74.2.310.

(17) Besançon, 23 mai 1871, S. 74.2.310.

verses intéressantes, dont l'étude se rattache à celle des régimes matrimoniaux. Le point sur lequel il importe d'insister surtout ici, est que, malgré la clause de réversibilité partielle ou totale, la constitution de rente viagère faite sur la tête de deux personnes en échange de l'immeuble dont elles étaient co-propriétaires, ne cesse pas d'être dans son entier un acte à titre onéreux. Il n'y a pas, dans la stipulation de réversibilité, libéralité faite par le prédécédé au survivant, de tout le montant de sa part : les deux crédientiers ont fourni la même valeur, pour que chacun d'eux perçoive la moitié de la rente tant qu'ils coexisteront, et pour qu'au décès de l'un, le survivant en perçoive la totalité : la mort peut également les frapper, chacun espère qu'elle l'atteindra le dernier, et il est impossible de savoir lequel d'entre eux disparaîtra d'abord. « Ils ont donc fait un contrat aléatoire, ainsi que le dit M. TROPLONG (18), où la chance de gain est subordonnée à une éventualité dont l'un ou l'autre profitera, suivant que le sort en décidera, mais nulle pensée de donation ne les a animés. » (19).

Il en résulte que les règles des donations n'auront pas lieu de s'appliquer ici. Ainsi, la Cour de Poitiers a écarté le principe de la révocation pour cause d'ingratitude, au cas où l'un des crédientiers avait été condamné comme meurtrier de son co-crédientier (20).

En pratique, la question de la nature de la clause de réversibilité s'est présentée surtout au point de vue des droits d'enregistrement à percevoir sur l'acte. La régie soutenait que la constitution de rente viagère et la réversion de la totalité de cette rente au profit du survivant d'entre

(18) N° 253.

(19) Pont, t. I, n° 698 ; Guillouard, n° 131 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 196.

(20) Poitiers, 1^{er} février 1881, S. 82.2.27.

eux imposées par les vendeurs crédirentiers aux acquéreurs débirentiers, constituaient deux dispositions indépendantes ne dérivant pas nécessairement l'une de l'autre, et que par suite, la perception du droit de vente sur la première disposition ne faisait nul obstacle à la perception du droit de mutation par décès sur les avantages que la deuxième disposition avait procurés au survivant des crédirentiers (21). La Cour de Cassation a repoussé sa prétention. « On ne peut voir, disent les motifs de l'arrêt qui a fixé la jurisprudence à cet égard (22), dans la stipulation portant que la rente viagère ne sera pas réduite au décès du prémourant, une donation réciproque et éventuelle de la moitié de cette rente que le survivant serait appelé à recueillir dans la succession du prédécédé; le prix stipulé tout entier au profit du dernier vivant des vendeurs est un des éléments de la vente des choses qui leur appartenaient en commun; il forme une condition sans laquelle ni l'un ni l'autre n'aurait consenti à l'aliénation, et qui ne peut en être séparée; cette convention ne peut donc pas être rangée dans la classe des dispositions indépendantes et ne dérivant pas les unes des autres qui ne peuvent, aux termes de l'article 11 de la loi du 22 Frimaire an VII, se rencontrer dans le même acte, sans donner ouverture pour chacune d'elles à un droit particulier d'enregistrement. » (23).

Mais il n'en serait plus de même si la réversibilité de la rente avait été stipulée, non au profit d'un co-vendeur, mais au profit d'un tiers : une telle stipulation constitue propre-

(21) Loi du 22 Frimaire an VII, article 11.

(22) Cass., 15 mai 1866 (ap. délib. en Ch. du cons.), S. 66.1.304.

(23) Voir dans le même sens, Cass., 26 janvier 1870, S. 70.1.84; trib. Yvetot, 18 août 1863 (contrôl. de l'enreg. article 12.670); trib. Angers, 6 avril 1867, S. 68.2.321. — Contrà: trib. Boulogne, 30 août 1867, S. 68.2.321.

ment une libéralité qui, lors de l'événement, donne ouverture au droit de mutation par décès (24).

Car, si la rente viagère est normalement constituée au profit de celui ou de ceux qui en versent le prix, elle peut aussi être établie au profit d'un tiers, ainsi que nous l'avons vu (25). C'est ce que décide explicitement l'article 1973 du code civil dans son paragraphe 1^{er} (26), par dérogation au principe général posé dans l'article 1119 du code civil, qu'« on ne peut, en général, s'engager, ni stipuler en son propre nom que pour soi-même ». Et l'article 1973 ajoute que, quoique la constitution de rente viagère présente dans ce cas les caractères d'une libéralité entre le stipulant qui fournit le prix, et le tiers qui est appelé à bénéficier des arrérages, elle n'est point assujettie aux formes requises pour les donations.

Cette décision est logique : le contrat entre le stipulant et le débirentier est un contrat à titre onéreux valablement passé, en conséquence, dans la forme des actes à titre onéreux, et la circonstance que l'engagement du débirentier procurera un avantage gratuit à un tiers, ne peut en modifier la nature (27).

Sous le mot formes, il faut comprendre uniquement l'acte authentique, l'acceptation expresse et solennelle et les conditions de forme qui ne sont que de pures formalités; l'art. 1974 du code civil ne dispense pas les parties de faire transcrire cette donation indirecte, car la transcription, en même

(24) Voir Cass., 23 décembre 1862 (ch. réun.), S. 63.1.46; 11 mars 1863, S. 63.1.46; 23 juillet 1866, S. 66.1.408; trib. Lyon, 7 avril 1865, S. 65.2.351.

(25) Voir chapitre IV, p. 79.

(26) Article 1973, § 1: « Elle (la rente viagère) peut être constituée au profit d'un tiers, quoique le prix en soit fourni par une autre personne. »

(27) Pont, t. I, n° 697; Aubry et Rau, t. IV, § 388, p. 582, note 4; Demante et Colmet de Santerre, t. VIII, n° 187 bis II; Huc, t. X, n° 341; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 203.

temps qu'une formalité, est une condition de fond (28), et les conditions de fond doivent être respectées. Ainsi, outre la transcription, les tiers bénéficiaires de la rente viagère doivent être nés ou au moins conçus au moment où le contrat est passé, ils doivent être capables de recevoir du stipulant (29).

Mais la réunion de ces conditions n'est nécessaire que pour la validité de la libéralité entre le tiers et le stipulant; à l'égard du débirentier, il importe peu que le tiers soit incapable de recevoir de ce dernier. Le débirentier ne peut invoquer cette incapacité pour se dispenser d'exécuter son obligation : il doit, quand elle existe, payer la rente à celui qui en a fourni la valeur ou à ses héritiers jusqu'au décès du tiers, si c'est sur la tête de ce tiers qu'elle a été constituée (30).

L'application de l'article 1973 du code civil ne présente aucune difficulté quand la personne qui fournit le prix stipule simultanément un avantage pour elle-même et une rente viagère pour le tiers. La rente viagère est alors la condition d'une stipulation qu'elle fait pour elle-même et l'acte rentre dans le droit commun de l'article 1121 du code civil; le droit du tiers à la rente viagère devient irrévocable quand il a donné son acceptation; cette acceptation résulte suffisamment du fait qu'il a touché un ou plusieurs termes d'arrérages (31).

Les controverses qui se sont élevées à propos de l'article 1121 du code civil, sur la nature de l'opération entre le stipulant et le tiers, sur la date de la naissance du droit

(28) Flandin, *Traité de la transcription*, t. I, n° 690.

(29) Article 906 et suivants du code civil.

(30) Pont, t. I, n° 697; Guillouard, n° 127; Huc, t. XI, n° 341; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 203.

(31) Pont, t. I, n° 695; Guillouard, n° 127; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 203.

du tiers, etc..., se retrouvent ici; mais ce n'est pas le lieu de les étudier; nous nous bornons à les signaler et à renvoyer pour leur exposé aux ouvrages sur « la stipulation pour autrui ».

L'article 1973 du code civil s'applique-t-il aussi, lorsque la constitution de rente viagère est le seul objet du contrat? Les parties se trouvent-elles alors dans les conditions prévues à l'article 1121 du code civil? La doctrine l'admet à juste titre. L'article 1973 s'exprime, en effet, en termes absolument généraux, qui ne permettent pas de faire une distinction entre cette hypothèse et la précédente. Au surplus, une distinction ne s'expliquerait pas, car, ici comme précédemment, il est vrai de dire que le stipulant a contracté en son nom personnel, et que c'est comme charge de ce contrat qu'il a obligé l'autre partie à servir la rente viagère à un tiers : il est inexact de prétendre, comme le fait M. LAURENT (32), qu'il ne fait que servir d'intermédiaire entre l'autre partie et le bénéficiaire de la rente. Ajoutons que les travaux préparatoires sont formels en ce sens. « La libéralité, disait SIMÉON (33), n'est qu'accessoire à un autre contrat, à l'achat (?) que l'on fait de la rente au profit d'un tiers; il se passe une véritable vente entre le bailleur de fonds et celui qui s'oblige à la rente. On jugera donc le contrat par les règles de la vente, et non par celles des donations. »

(32) T. XXVII, n° 266.

(33) Rapport au Tribunal, Fenet, t. XIV, p. 552.

CHAPITRE V

De la cause du contrat. — De l'absence de cause. Les articles 1974 et 1975 du Code civil.

« Dans les contrats intéressés, disent AUBRY et RAU (1), la cause pour chacune des parties se trouve dans l'avantage qu'elle entend se procurer eu égard à la nature de la convention, et par l'effet direct qu'elle doit produire. »

Si nous appliquons cette définition à notre contrat de rente viagère, nous reconnaissons immédiatement que la cause, c'est la chance de gain ou de perte, en un mot l'aléa, que court chaque partie.

Pourquoi, par exemple, une société spécialisée achète-t-elle des immeubles moyennant un prix payable en rente viagère ? C'est parce qu'elle sait qu'un certain nombre de ses rentiers mourra avant d'avoir reçu sous forme d'arrérages le prix de l'immeuble.

Pourquoi, d'autre part, le rentier vend-il son immeuble à cette société ? Parce qu'il espère vivre assez longtemps pour recouvrer le prix de son immeuble et recevoir en sus

(1) T. IV, § 345.

une somme considérable représentant des intérêts à un taux élevé.

C'est en d'autres termes, mais avec le même esprit que s'exprime M. CAPITANT (2) : « Dans la rente viagère à titre onéreux, dit-il, chaque contractant s'oblige dès à présent à une prestation déterminée, mais chacun spéculé sur un aléa. Néanmoins, dans ce contrat, la bonne ou la mauvaise chance espérée ou redoutée par les contractants est un des éléments constitutifs de leur manifestation de volonté, car ils en font dépendre, suivant les cas, soit la naissance, soit l'extinction, soit l'étendue de leurs obligations. En d'autres termes la considération du risque fait partie de l'accord conclu par les intéressés.

« Il en résulte que la cause de leurs obligations est plus complexe que dans les contrats commutatifs. Sans doute cette cause est toujours la contre-prestation promise, mais c'est aussi et en première ligne la perception d'un aléa dont le contractant espère tirer profit, ou contre lequel il veut se prémunir. On a soutenu, il est vrai, que le risque n'est que le motif de l'engagement du contractant (3) ; mais ce n'est pas exact ; le risque fait incontestablement partie intégrante de la manifestation de volonté des deux contractants ; chaque partie ne spéculé-t-elle pas en sens opposé, sur la durée de la vie du crédirentier ? A la différence du motif qui est purement personnel et ordinairement inconnu d'autrui, le risque est donc un élément du contrat, il fait partie de la manifestation de volonté de chaque contractant. La chance est la cause de l'engagement, dit fort justement un jugement du tribunal civil de la Seine du 2 mars 1898 (D. P. 01.2.145), ou, si l'on veut, elle se superpose à la

(2) De la cause des obligations, p. 39 et suivantes.

(3) Voir note Wahl, S. 1900.2.273, p. 274, 1^{re} colonne.

cause ordinaire. Il en résulte que le risque en considération duquel le contrat a été conclu n'existe pas en réalité, ou n'est pas de nature à se produire; les obligations contractées se trouvant être sans cause, le consentement donné n'a plus sa raison d'être. »

L'article 1131 du code civil nous apprend que « l'obligation sans cause . . . , ne peut avoir aucun effet ».

I. — L'article 1974 applique purement et simplement ce principe, en édictant que « tout contrat de rente viagère créé sur la tête d'une personne qui était morte au jour du contrat ne produit aucun effet ».

Ce texte est emprunté au n° 224 du Traité du contrat de constitution de rente de POTHIER: « Il est évident, dit cet auteur, qu'il est de l'essence du contrat de constitution de rente viagère qu'il y ait une personne sur la tête de laquelle la rente soit constituée: c'est pourquoi, si vous m'avez constitué une rente viagère sur la tête de mon fils dont j'ignorais la mort, pour une certaine somme que je vous ai payée pour le prix de la constitution, le contrat de constitution est nul de plein droit; en ce cas j'aurai la répétition de la somme que je vous ai payée, *conditione sine causa*. »

La cause de l'obligation de celui qui s'est obligé à transférer la propriété d'un immeuble pour obtenir une rente viagère, est, dit M. WAHL (4), l'obligation de servir la rente contractée par le débirentier, l'obligation de chacune des parties ayant pour cause l'obligation de l'autre dans les contrats synallagmatiques à titre onéreux; or, l'obligation du débirentier ne prend pas naissance faute d'objet, puisque à aucun moment le service de la rente ne peut avoir lieu; elle ne peut donc servir de cause à celle de l'autre partie, et le contrat est nul pour défaut de cause de l'obli-

(4) Note S. 1900.2.273, précitée.

gation contractée par celui qui stipule la rente (5). La constitution de rente viagère est nulle en toute hypothèse, que les parties aient connu le décès de la personne sur la tête de qui la rente est constituée ou qu'elles l'aient ignoré; dans l'un et l'autre cas le contrat est sans cause (6). Du reste, l'article 1974 ne distingue pas.

Si le débirentier a seul connu la mort de la personne sur la tête de laquelle la rente a été constituée, il a commis un dol en ne portant pas cet événement à la connaissance de son co-contractant: celui-ci peut donc attaquer la constitution de rente viagère non seulement en vertu de l'article 1974 du code civil pour défaut de cause, mais encore en vertu de l'article 1116 du code civil pour vice du consentement.

Si cet événement n'a été connu que du crédirentier, le contrat est également nul; il ne s'explique, de la part du crédirentier, que par la volonté d'avantager le débirentier, et, comme ce dernier n'a pas connu cette volonté, il n'y a pas eu accord sur la nature du contrat.

Enfin, si la mort est connue des deux parties, certains auteurs (7) ont estimé que l'acte pouvait être validé en qualité de donation déguisée. Notre opinion n'est pas celle-ci et il faut, selon nous, conclure à la nullité. En effet, un contrat ne peut être valable comme donation déguisée qu'autant qu'il réunit les conditions requises pour son efficacité comme acte apparent; or, ici, la cause de la constitution de rente viagère fait défaut dans le cas de l'article 1974 du code civil: l'acte est inexistant et il ne peut valoir soit

(5) Voir aussi Laurent, t. XXVII, n° 276; Pont, t. I, n° 703; Demante et Colmet de Santerre, t. VIII, n° 188 bis; Aubry et Rau, t. IV, § 388, p. 583 et 584, note 10; Guillouard, n° 147; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 215.

(6) Pont, t. I, n° 704; Guillouard, n° 147; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 212.

(7) Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 213.

comme acte à titre onéreux, soit comme donation déguisée (8).

Le seul cas que les rédacteurs du code ont eu en vue en écrivant l'article 1974, le plus pratique, est celui où la rente viagère est créée sur la tête d'une personne étrangère au contrat, mais ce n'est pas le seul. On peut concevoir que cet article ait à s'appliquer même dans l'hypothèse où la rente est constituée sur la tête de l'une des parties ; par exemple, cette partie, demeurant au loin, charge un mandataire de négocier et de conclure l'affaire en son nom. Elle meurt. Son mandataire n'est pas averti de son décès et passe la signature du contrat, fait la tradition des deniers. Il y a évidemment lieu à l'application de l'article 1974 : le contrat sera nul, alors qu'il serait valable d'après le droit commun (9).

On peut donc poser en principe que, pour que la rente viagère soit régulièrement créée au point de vue de l'article 1974 du code civil, il faut que la personne sur la tête de qui repose l'aléa de l'opération, existe au moment de la conclusion du contrat. Il faut ajouter qu'il suffit qu'elle existe à ce moment et que si, par exemple, le contrat contenait une clause reportant à une date ultérieure le commencement du paiement des arrérages, sa mort survenue entre cette date et celle du contrat ne donnerait pas aux héritiers de celui qui a fourni la valeur de la rente le droit d'invoquer l'article 1974 (10).

(8) Aubry et Rau, t. IV, § 388, p. 584, note 10; Huc, t. XI, n° 347.

(9) Code civil, article 2008 : « Si le mandataire ignore la mort du mandant ou l'une des autres causes qui font cesser le mandat, ce qu'il a fait dans cette ignorance est valide. »

Code civil, article 2009 : « Dans les cas ci-dessus, les engagements du mandataire sont exécutés à l'égard des tiers qui sont de bonne foi. »

(10) Laurent, t. XXVII, n° 278; Huc, t. XI, n° 344; Bruxelles, 14 février 1855 (Pasicr. 1855, n° 122).

Remarquons enfin que l'article 1974 du code civil, qui ne vise que l'hypothèse d'une rente « créée » sur la tête d'une personne défunte, doit être étendu au cas où la charge d'une rente antérieurement créée est, en échange d'une certaine prestation, imposée à un tiers (11).

II. — L'article 1975 du code civil édicte qu'« il en est de même (contrat ne produisant aucun effet) du contrat par lequel la rente a été créée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours de la date du contrat ».

Nos anciens auteurs admettaient déjà que la constitution de rente viagère était nulle lorsqu'au moment du contrat, la personne sur la tête de laquelle elle était constituée, était atteinte d'une maladie rendant sa mort imminente. « *Quid*, dit POTHIER (12), si lors du contrat, la personne sur la tête de laquelle la rente a été constituée était vivante, à la vérité, mais dangereusement malade d'une maladie ignorée par les parties, et dont cette personne est morte peu après ? Le contrat sera nul pour une autre raison, qui est que l'erreur annule le contrat, lorsqu'elle tombe sur la qualité substantielle de la chose que les contractants ont eu principalement en vue, comme lorsqu'on a vendu pour des chandeliers d'argent des chandeliers qui n'étaient qu'argentés. Or, dans le cas proposé, l'erreur des parties contractantes est de cette espèce; car la rente que le constituant se proposait d'acheter, était une rente sur la tête d'une personne en santé et de qualité à pouvoir avoir une durée un peu considérable, et non une rente sur la tête d'un moribond, qui ne pouvait durer, qui n'était d'aucune

(11) Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 239; Dissertation de M. Wahl, *S.* 1900.2.273, col. 2; note 1 in fine, *D. P.* 1901.2.369.

(12) N° 225.

valeur, et dont on n'aurait pas osé proposer l'acquisition, si on eût eu connaissance de la maladie. »

Cette théorie est encore celle admise par PORTALIS, dans l'exposé des motifs, qui accompagne la rédaction définitive du projet par lui présenté au Corps législatif (13). Mais de tous les autres documents des travaux préparatoires (communication officieuse au Tribunat, rapport de SIMÉON au Tribunat, discours de DUVEYRIER devant le Corps législatif) (14), et du texte même de l'article 1975 du code civil : « il en est de même », il ressort que les auteurs du code l'ont abandonnée, qu'ils ont assimilé les deux articles 1974 et 1975, et que, dans leur esprit, c'est le défaut de cause qui entraîne la nullité du contrat quand la personne sur la tête de qui repose la rente est atteinte d'une maladie mortelle, aussi bien que lorsqu'elle est déjà morte.

C'est aussi l'opinion de M. René JAPIOT, qui s'exprime ainsi (15) : « Quant à l'hypothèse de décès dans les vingt jours (article 1975), on a présenté parfois la nullité comme reposant sur l'idée d'une protection particulière accordée au constituant; bien que le doute soit ici permis, il nous semble que la même idée d'une nullité nécessaire, par le fait de l'absence presque complète d'une circonstance sans laquelle le contrat de rente viagère est difficile à concevoir, ait été celle dont le législateur s'est principalement inspiré; les mots: « il en est de même... » par lesquels débute l'article 1975, paraissent indiquer qu'il y a communauté de point de vue entre cet article et le précédent. »

Quelques auteurs (16) critiquent les auteurs du code

(13) Fenet, t. XIV, p. 545.

(14) Fenet, t. XIV, p. 530, 533, 565.

(15) Des nullités en matière d'actes juridiques. Essai d'une théorie nouvelle, page 604, note.

(16) Laurent, t. XXVII, n° 280; Demante, t. VIII, n° 189.

d'avoir opéré cette assimilation, et s'en tiennent à la théorie de POTHIER. Si l'obligation du stipulant, disent-ils, n'a pas de cause lorsque la mort est antérieure au contrat, elle a au contraire une cause lorsque le crédirentier est vivant à ce moment, quelque certain et prévu que puisse être son décès, car le service de la rente est possible, en principe, et l'obligation du crédirentier a un objet. Si, donc, on peut dire dans ce cas que le contrat ne produit pas d'effets, c'est en ce sens qu'il est annulable parce qu'il y a une erreur sur la qualité substantielle de la rente, et non en ce sens qu'il est inexistant, comme il le serait s'il y avait vraiment défaut de cause.

Cette opinion a le tort d'introduire dans la loi une distinction contraire aux intentions certaines de ses auteurs; et elle est, en outre, insuffisante pour expliquer la disposition de l'article 1975 du code civil, car l'erreur commise dans le cas que vise ce texte, n'est pas une erreur sur la substance de la chose qui fait l'objet de l'obligation. Sur quoi, en effet, porte l'erreur des parties ? Uniquement sur l'état de santé de la personne dont l'existence doit servir de fondement au service de la rente viagère; elles croient cette personne bien portante, et appelée à vivre pendant un temps encore prolongé, alors que sa vie est menacée par la maladie mortelle dont elle est déjà atteinte. Or, ce n'est pas l'état de santé de cette personne qui fait l'objet de l'obligation du débirentier. L'objet de cette obligation est une rente viagère, un droit qui doit durer pendant la vie, et seulement pendant la vie, d'une personne déterminée. Du moment que cette personne n'est pas morte au moment du contrat, fût-elle très malade, fût-elle même moribonde, l'accord des parties fait bien naître un droit qui est en substance celui que le stipulant voulait acquérir. Sans doute le stipulant escomptait que ce droit durerait longtemps encore, et il s'est trompé sur ce point, parce que (par

hypothèse), il a ignoré l'état de santé de la personne sur la tête de qui repose la rente ; mais son erreur ne porte alors que sur la durée du droit qu'il a voulu créer, et la durée n'est pour ce droit, qui est soumis à de nombreuses éventualités d'extinction, qu'une qualité ne touchant pas à la substance. L'erreur du stipulant est donc une erreur sur les qualités, qui, on le sait, est impuissante à faire annuler une convention (17) ; elle ne peut, par suite, en l'espèce, suffire à priver d'effets la constitution de rente viagère ; et l'article 1975 du code civil reste inexpliqué dans la théorie de LAURENT.

Il faut donc approuver les auteurs du code d'avoir abandonné la théorie de l'erreur et d'avoir assimilé le cas de l'article 1975 du code civil à celui de l'article 1974 du code civil. Au point de vue logique, il n'y a aucun motif d'établir une distinction entre la rente viagère établie sur la tête d'une personne décédée et la rente viagère établie sur la tête d'une personne qui va mourir : le bon sens veut qu'on les mette sur le même plan, car dans l'un et l'autre cas la rente est dépourvue du caractère aléatoire indispensable dans une constitution de rente viagère. Au point de vue purement juridique, il importe de remarquer que l'article 1975 du code civil n'est pas une application du droit commun et qu'il ne se rattache à la nullité pour défaut de cause que par une décision arbitraire de la loi. Il n'est pas possible de dire ici, comme nous l'avons fait dans l'hypothèse de l'article 1974 du code civil, que la cause de l'obligation du débirentier n'existe pas, puisque la vie durant laquelle doit être effectué le service de la rente n'est pas encore éteinte au moment où naît cette obligation.

M. René JAPIOT (18) reste sceptique sur les intentions du

(17) Article 1110 du code civil.

(18) Des nullités en matière d'actes juridiques. Essai d'une théorie nouvelle. Page 227, texte et note 2.

législateur et il voit dans l'insuffisance de cause une insuffisance de volonté: « Ailleurs, dit-il, pour la vente d'immeubles, par exemple, c'est plutôt au consentement que l'on revient, c'est l'insuffisance de la volonté que l'on vise à travers la constatation matérielle de l'insuffisance de cause »; et ce même auteur ajoute en note: « Il y a ainsi une place très large laissée à une appréciation subjective et plus ou moins arbitraire lorsqu'il s'agit de décider si une nullité pour disproportion des prestations doit être rattachée à l'idée de vice de consentement (nullité protectrice de la victime), ou à l'idée de cause insuffisante (contrat vicié objectivement: le vice atteint le contrat lui-même et non pas l'une des parties; il existe donc aussi bien à l'égard de l'une qu'à l'égard de l'autre, et la nullité peut être invoquée par l'une et l'autre des parties, nullité absolue (cf. BARSANTI, *Archivio giuridico*, 1897, pp. 171 ss.). On s'en rend bien compte si, au lieu de s'en tenir aux hypothèses les plus étudiées, on recherche ce qui s'est produit, par exemple pour la nullité de la rente viagère créée sur la tête d'une personne atteinte d'une maladie dont elle est décédée dans les vingt jours (article 1975): une vive controverse impossible à trancher nettement, parce que les deux points de vue sont bons en soi et que rien n'indique celui que le législateur aurait adopté, s'est élevée sur le point de savoir s'il y a nullité relative pour vice de consentement du constituant, ou nullité absolue pour défaut de cause (BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, n° 215). »

Des conséquences importantes découlent en pratique de l'idée que la nullité du contrat repose sur un défaut de cause, et non sur une erreur substantielle commise par le stipulant: 1° La nullité qui atteint le contrat n'est pas une simple annulabilité; c'est une nullité absolue qui peut être invoquée par les deux parties et réclamée non pendant dix

ans (19), mais pendant trente ans. 2° Puisque l'article 1975 du code civil n'exige aucune condition d'erreur, il est applicable alors même que les parties ont connu au moment du contrat l'état désespéré de la personne sur la tête de qui repose la rente viagère (20). 3° Les parties peuvent demander à la justice de constater l'inexistence du contrat en vertu de l'article 1975 du code civil, nonobstant toute renonciation expresse ou tacite (par exemple par une antedate) (21) à invoquer le bénéfice de ce texte. Une telle renonciation devrait, au contraire, être considérée comme licite et produire effets si l'article 1975 était fondé sur une présomption d'erreur (22).

Trois conditions sont nécessaires pour que l'article 1975 du code civil soit applicable : 1° la personne sur la tête de qui est établie la rente viagère est malade au moment du contrat ; 2° elle meurt dans la suite de la maladie dont elle était atteinte ; 3° son décès se produit dans les vingt jours qui suivent la date du contrat.

1° Il est indispensable, en premier lieu, que la personne soit malade au moment du contrat. Si elle était bien portante à cette époque, il n'y aurait pas de motif pour annuler la constitution de rente viagère, puisque l'aléa existerait réellement au moment où la constitution de rente viagère est conclue (23). Nous en concluons que son décès subit,

(19) Article 1304 du code civil.

(20) Aubry et Rau, t. IV, § 388, p. 583, note 9; Demante et Colmet de Santerre, t. VIII, n° 189 bis; Laurent, t. XXVII, n° 285; Guillouard, n° 154; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 228. Trib. Angers, 23 mars 1896, sous Angers, 29 juin 1897, S. 1900.2.273 et D. 1901.2.369; Trib. Seine, 9 mars 1900, J. Le Droit, 8 août 1903.

(21) Cass., 15 février 1824, S. Chr.

(22) Aubry et Rau, t. IV, § 388, p. 584, note 10; Demante et Colmet de Santerre, t. VII, n° 189 bis; Guillouard, n° 154; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 229.

(23) Pont, t. I, n° 711; Aubry et Rau, t. IV, § 388, p. 583; Demante et Colmet de Santerre, t. VIII, n° 189 bis; Guillouard, n° 151; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 216.

survenu le lendemain du jour du contrat, ne donnerait pas lieu à l'application de l'article 1975 du code civil. Constitue une maladie tout trouble de la santé physique dû à une cause accidentelle.

La Cour de Cassation vient de préciser récemment (24) la notion de maladie dont la personne sur la tête de laquelle repose la rente viagère est morte et qui entraîne la nullité du contrat : une personne sort de l'hôpital non guérie et menacée de mort subite et elle succombe effectivement peu après; à la sortie de l'hôpital, elle était atteinte de la maladie dont elle est morte; si elle signe un contrat de rente viagère sur sa tête et meurt dans les vingt jours, il y a nullité; mais si, sans être arrêtée, une personne est menacée de congestion, il n'y a pas encore maladie et la situation est différente.

La vieillesse ne rentre pas dans cette définition (25); l'affaiblissement provenant de l'âge, ou des attaques plus ou moins sérieuses que le crédentier aurait ressenties antérieurement, a décidé le tribunal civil de Lyon (26), ne saurait être pris en considération, pour faire annuler la constitution de rente viagère, s'il est établi que sa mort doit être attribuée à une maladie accidentelle remontant seulement à huit jours avant le décès.

La grossesse n'est pas non plus une maladie: la constitution de rente viagère est valable, bien que la femme enceinte sur la tête de laquelle elle repose, décède dans les vingt jours des suites de ses couches (27). Mais une exception devrait être faite, et il y aurait lieu à nullité, si la grossesse était compliquée, au jour du contrat, d'un état maladif

(24) Req., 24 juin 1929, S. 1930.1.22.

(25) Pont, t. I, n° 711; Guillouard, n° 151; Huc, t. XI, n° 348; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 218; Angers, 19 avril 1820, S. Chr.

(26) 8 décembre 1881, Gaz. Pal. 82.1.346.

(27) Pont, t. I, n° 711; Guillouard, n° 151; Huc, t. XI, n° 348; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 219.

de nature à rendre l'accouchement mortel, ou si la femme enceinte était contrefaite au point de faire craindre pour ses jours (28).

D'aucuns prétendent que les maladies mentales, et notamment la monomanie du suicide, ne sont pas visées par l'article 1975, et ne sauraient, par suite, motiver l'application de cet article (29); car, dit-on, la monomanie du suicide est un état moral et psychique qui n'entraîne pas la mort par lui-même; il faut, qu'à lui, vienne se joindre un acte extérieur, dont l'époque et la réalisation sont également incertaines et qui peut se produire en dehors de toute monomanie, sous l'influence d'une passion temporaire, d'un désespoir subit.

Mais on fait valoir en sens contraire (30) que l'article 1975 emploie dans un sens général le mot « maladie » et que les motifs de décider sont les mêmes. La monomanie du suicide est, en effet, un état anormal de l'individu. Cet état menace sa vie à l'égal d'une maladie physique; mais avec cette différence que la science médicale a trouvé des remèdes capables le plus souvent de conjurer les maladies physiques, tandis qu'elle demeure en général impuissante contre la maladie cérébrale appelée monomanie du suicide. Donc, par suite de l'état anormal dans lequel il se trouve, le monomane est sans discontinuer dans la situation d'un homme sur le point de mourir.

Dès lors l'aléa, fondement juridique et condition essentielle de la constitution de rente viagère, n'existe pas quand sa vie est prise pour base de la durée de la rente; car la monomanie du suicide est un état psychique concomittant à

(28) Pont, Guillouard, Baudry-Lacantinerie et Wahl, loc. cit.

(29) Orléans, 28 avril 1860, D. P. 60.2.98; Caen, 22 novembre 1871, D. P. 72.5.383; Guillouard, n° 152; Laurent, t. XXVII, n° 281.

(30) Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 220.

une lésion du cerveau, à une déformation ou à un appauvrissement des cellules cérébrales, et qui la fait se rattacher intimement à la santé physique générale de l'individu. L'acte extérieur commis par le monomane est la résultante de la maladie.

En outre, si la monomanie du suicide avait oblitéré l'intelligence du monomane au point qu'il fût incapable de comprendre et de vouloir l'acte juridique qu'il a accompli, ses héritiers pourraient, de plus, attaquer cet acte pour cause d'insanité d'esprit, pourvu qu'ils se trouvent dans un des cas où l'article 504 du code civil le leur permet (31).

2° Pour que l'article 1975 du code civil soit applicable, il faut en second lieu que la maladie dont la personne désignée était atteinte au moment du contrat ait occasionné la mort. Si cette personne, malade au moment du contrat, décède dans les vingt jours par suite d'un accident ou d'une autre maladie (32), la constitution de rente viagère produit tous ses effets.

La preuve qu'une maladie existait lors du contrat et que la mort en est la conséquence, incombe au demandeur en nullité (crédirentier ou héritiers du crédirentier). C'est ce qu'a jugé la chambre des requêtes le 10 décembre 1902(34), conformément à la doctrine unanime (35).

Le demandeur en nullité doit prouver deux choses : 1° l'existence de la maladie au jour du contrat; 2° la relation de cause à effet entre la maladie et le décès (36).

(31) Laurent, t. XXVII, n° 281; Guillouard, n° 152; Huc, t. XI, n° 348.

(32) Trib. Lyon, 2 mars 1895, J. Assur. 1895.269.

(33) Pont, t. I, n° 712; Demante et Colmet de Santerre, t. VIII, n° 189 bis; Guillouard, n° 153; Huc, t. XI, n° 348.

(34) D. 1902.139.

(35) Pont, t. I, n° 715; Aubry et Rau, t. IV, § 388, p. 586; Laurent, t. XXVII, n° 283; Guillouard, n° 153; Huc, t. XI, n° 349; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 225.

(36) Cette preuve est suffisamment rapportée, a-t-il été décidé, quand il est

La preuve peut être faite par tous moyens, notamment par témoins (37) et par expertise (38).

Les juges ont un pouvoir souverain pour décider que le demandeur en nullité n'a pu fournir cette preuve et rejeter sa prétention.

La Cour de Besançon a décidé sur cette question que la preuve de la maladie, et de son effet mortel, ne saurait résulter d'un certificat émanant du médecin qui a soigné la personne sur la tête de laquelle repose la rente, dans le cours de la maladie dont elle est morte. La production d'un tel certificat, a-t-elle dit, « constitue une violation du secret professionnel tel qu'il résulte de l'article 378 du code pénal, c'est-à-dire d'une prescription d'ordre public, qui ne saurait être violée dans un intérêt de moralité supérieure, et sans ébranler la confiance qui s'impose dans l'exercice de certaines professions pour garantir le repos des familles. Ce secret est la propriété exclusive de celui qui l'a confié : le docteur médecin qui l'a reçu n'est pas le maître d'en disposer dans telles conditions ou telles limites que sa conscience semblerait le lui permettre. G... B... mort, nul ne peut relever le médecin V... du secret professionnel, parce que c'est là un droit que ne saurait appartenir qu'à la personne même qui en est propriétaire... »

Mais cette opinion jurisprudentielle est, comme toutes les opinions de ce genre, sujette à un revirement. C'est ce qui est arrivé : le 30 avril 1907 (39), la chambre des requêtes a décidé que le médecin ne pouvait refuser à l'héritier de lui donner un certificat établissant les causes du décès, car le

établi que le décès du créancier a sa cause dans le retour à l'état aigu d'une maladie chronique (bronchite chronique, dans l'espèce) dont il souffrait à la date du contrat. Paris, 18 mai 1900, Gaz. Pal. 1900.2.333.

(37) Rennes, 19 mai 1813, P. Chr.

(38) Colmar, 5 novembre 1811, P. Chr.

(39) Gaz. Pal. 6 juin.

secret professionnel n'existe pas au regard de la famille, et M. René DEMOGUE (40) regrette que cette décision n'ait pas visé tous les successeurs, notamment les légataires universels ou à titre universel.

L'article 1975 du code civil est-il applicable dans le cas où la personne sur la tête de laquelle repose la rente viagère, étant malade au jour du contrat, son décès est amené dans les vingt jours qui suivent, par une opération ou l'effet d'un médicament ?

Deux hypothèses peuvent se présenter :

1° Cette personne meurt dans les vingt jours d'une maladie dont elle était atteinte au moment du contrat malgré les soins (remèdes, traitements interne ou externe) dont elle a été entourée. Dans cette hypothèse, c'est bien la maladie qui détermine le décès, et l'article 1975 est applicable.

2° Elle meurt dans les vingt jours et sa mort trouve sa cause immédiate dans un médicament qui lui a été administré suivant des proportions normales pour conjurer la maladie, dans une opération que la science médicale emploie couramment dans les affections semblables à celle dont elle est atteinte, et considérée comme un curatif efficace, mais qu'elle ne peut supporter à raison de son état de santé, et qui lui est mortel. N'est-ce pas la maladie qui a nécessité l'emploi de ce moyen ? N'est-elle pas, si l'on veut, sinon la cause immédiate, tout au moins la cause médiate du décès ? Et le bon sens ne commande-t-il pas d'admettre dans ce cas l'application de l'article 1975, c'est-à-dire la nullité du contrat ? Admettre l'opinion inverse, c'est interpréter l'article 1975 dans un sens trop étroit, se complaire dans des subtilités qui sont contraires à ce qui

(40) Revue trimestrielle de droit civil, 1907, p. 612.

nous semble être une saine interprétation des textes et une adaptation raisonnée de leurs dispositions aux situations que la pratique fait naître.

Que l'on remarque bien les termes dans lesquels nous avons posé notre deuxième hypothèse : le médicament ou l'opération qui a entraîné la mort est considéré par le monde médical comme un traitement rationnel de la maladie dont souffre la personne sur la tête de qui repose la rente. Nous ne maintenons évidemment pas notre solution, si le médecin a, par erreur, administré une dose meurtrière en soi (par exemple, de l'arsenic); si l'opération faite est étrangère au traitement de la maladie; si elle n'a entraîné la mort que parce qu'elle a été faite (pure hypothèse, sans doute aujourd'hui) avec des instruments en mauvais état ou contaminés, qui ont amené des troubles autres que les conséquences normalement possibles (embolies, hémorragies) des interventions chirurgicales.

Cependant la jurisprudence a varié: le tribunal de la Seine (41) a opté en 1904 pour la non application à notre hypothèse de l'article 1755; voici l'espèce: le 1^{er} juillet 1902, M^{lle} X... versa une somme de 40.000 francs à sa belle-sœur, M^{me} Y..., qui s'engagea, en échange, à lui servir une rente annuelle et viagère de 2.400 francs. M^{lle} X... entra le même jour à l'hôpital pour se faire soigner d'un fibrôme à l'utérus, fut opérée le 8 du même mois, et décéda le 9, succombant à une embolie. M. et M^{me} V..., héritiers de M^{lle} X..., demandèrent l'annulation du contrat par application de l'article 1755 du code civil. M^{me} Y... soutint que le contrat devait être maintenu, la malade étant morte, disait-elle, non pas de la maladie dont elle était atteinte, mais d'un accident consécutif à l'opération. Le tribunal repoussa la

(41) 22 avril 1904, Gaz. des Trib., 23 avril 1904, et Le Droit du 28 avril 1904.

demande. « Dans le cas où une opération, nullement nécessaire pour sauvegarder la vie du malade, mais tentée pour procurer du soulagement, a déterminé la mort par embolie, a-t-il dit, on ne saurait dire que le malade est mort de la maladie dont il était atteint; il ne serait pas juridique de poser en principe que le traitement ou l'opération étant la conséquence naturelle de la maladie, la mort qui s'en est suivie doit être présumée due à la maladie elle-même. »

Un jugement plus récent et, en sens contraire, vient heureusement corroborer notre opinion : la Cour de Paris a jugé, le 20 décembre 1905 (42), qu'il y avait nullité si une personne était morte d'une embolie à la suite d'une opération jugée nécessaire pour conserver sa vie, car il y avait là un fait ordinairement consécutif d'une opération. Ainsi donc l'article 1775 s'appliquerait à des causes de mort qui ont été simplement occasionnées par une opération, et, comme le dit la Cour, « les risques de succès ou de complications opératoires se confondent avec les risques semblables ou même plus sérieux qui tiennent à la maladie ».

Il faut toutefois admettre que certains cas sont d'une application délicate; personne ne peut toujours dire à quel point exactement commence la nécessité d'une opération; ainsi, dans l'affaire soumise au tribunal de la Seine, le décès résultait bien d'une suite immédiate et exclusive (embolie) de l'opération. Mais celle-ci constituait-elle, en l'espèce (fibrôme), le traitement normal ? Une connaissance plus précise des faits serait nécessaire pour se prononcer avec certitude. Souvent les fibrômes ne s'opèrent pas, car leur existence dans l'organisme ne met pas toujours obstacle au fonctionnement de celui-ci; parfois, d'autres traitements (le radium ou l'électricité, par exemple) remplacent avantageusement l'opération. Cependant, l'opé-

(42) Le Droit du 11 mars 1906.

ration peut être en ce cas considérée comme un mode de traitement normal et nous croyons que l'article 1975 aurait dû être reconnu applicable.

3° Il est essentiel, enfin, pour que le contrat soit nul dans les conditions de l'article 1975 du code civil, que le décès se produise dans les vingt jours de sa date. Par conséquent la constitution de rente viagère est valable, si la mort de la personne sur la tête de laquelle repose la rente survient plus de vingt jours après, bien qu'elle soit déterminée par une maladie dont cette personne était atteinte lors du contrat (43).

La fixation de ce délai est une innovation du code civil. Avant 1804, la détermination du délai dans lequel le décès devait se produire était laissée à l'appréciation arbitraire des magistrats. Pour faire cesser désormais toute incertitude, l'article 1975 établit qu'il serait de vingt jours.

Le délai ne court que de la date même où le contrat a été réellement formé. L'article 1975 du code civil n'est évidemment pas applicable quand il n'y avait pas eu contrat de rente viagère, mais une simple proposition, qui devait servir de base au contrat à intervenir (44).

Mais supposons qu'une proposition ait été signée par le rentier et que l'acte sous-seing privé porte la mention : « Fait double : Pour la Compagnie à Paris le 1^{er} novembre ; et, pour le rentier à Romorantin, le 8 novembre. » Que décidera-t-on, si le rentier meurt le 25 novembre, de la maladie dont il était atteint au commencement du mois ? En droit, ne pourrait-on pas soutenir qu'il n'a consenti la cons-

(43) Pont, t. I, n° 713 ; Guillouard, n° 150 ; Huc, t. XI, n° 349 ; Grenoble, 5 Fructidor an XII, S. Chr. ; Bordeaux, 16 août 1852, D. 56.2.18 ; Riom, 19 juillet 1894, Gaz. Pal. 94.2.524 ; Trib. Seine, 9 mars 1903, J. Le Droit, 8 août 1903.

(44) Trib. Seine, 14 juillet 1897, J. Assur. 1897.552.

titution de rente que le 8 novembre et que le contrat est nul ?

Cette prétention serait assurément mal fondée. En fait, le rentier a donné son consentement, dès qu'il a signé la proposition de rente; le contrat s'est formé dès que la compagnie a accepté cette proposition en signant la police. Mais la difficulté pourrait naître et il serait prudent de l'éviter; on l'éviterait en ne mentionnant sur le contrat qu'une seule date, celle du jour où la compagnie a signé.

Et ces vingt jours courent toujours de la date de la constitution de la rente, alors même que le versement de la rente est fixé à une époque postérieure (45), que les fonds ne sont pas versés le jour de la convention (46), ou que le contrat n'a pas date certaine ou ne l'a acquis que postérieurement au jour où il a été passé (47).

Le jour du contrat ne doit pas être compris dans le calcul du délai; sinon les vingt jours ne seraient jamais complets: *dies a quo non computatur in termino* (48).

Lorsque la constitution de rente viagère est constatée dans un acte authentique, cet écrit a, par lui-même, date certaine envers tout le monde. Quand, au contraire, elle est constatée dans un acte sous-seing privé, une distinction s'impose entre: les parties et leurs héritiers ou ayants-cause universels, d'une part; les tiers et les ayants-cause particuliers des parties d'autre part. Vis-à-vis des parties, de leurs héritiers et de leurs ayants-cause universels, l'acte de constitution de rente viagère sous-seing privé fait foi de sa

(45) Trib. civil Le Mans, 21 janvier 1890, Gaz. Pal. 1890.1.313.

(46) Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 222 et 224 in fine.

(47) Code civil, article 1322; Bordeaux, 16 août 1852, D. P. 56.2.19.

(48) Pont, t. I, n° 714; Aubry et Rau, t. IV, § 388, p. 586; Laurent, t. XXVII, n° 282; Guillouard, n° 162; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 223; Rouen, 3 décembre 1821, S. Chr.

date (49) ; les héritiers et ayants-cause universels des parties étant les continuateurs juridiques de leurs auteurs, sont censés avoir été partie à l'acte et sont dans la même position qu'elles (50). Mais il leur appartient de faire la preuve que cette date est fausse (51), et ils peuvent, à cet effet, recourir à tous moyens de preuve, aux témoins, aux présomptions, car ils cherchent à établir une faute (52). Vis-à-vis des tiers et des ayants-cause particuliers des parties, l'acte de constitution de rente viagère sous-seing privé ne fait pas foi de sa date (53) ; il ne leur est donc pas opposable, s'il n'a pas acquis date certaine avant les vingt jours qui précèdent le décès, soit par l'enregistrement, soit par la relation de sa substance dans un acte authentique, soit par le décès du débirentier, ou quand la rente est constituée sur la tête d'un tiers, par le décès de celui qui en a fourni la valeur et a signé l'acte (54).

Lorsque les trois circonstances que nous venons d'indiquer se trouvent réunies, la constitution de rente viagère est nulle en cette qualité (55) ; mais cette disposition de l'article 1975 du code civil ne fait pas obstacle à ce qu'en dehors de ce cas, un contrat constitutif de rente viagère soit annulé pour une autre cause, conformément au droit commun (56). Elle ne saurait non plus être validée en qualité

(49) Article 1322 du code civil.

(50) Cass., 5 avril 1842, S. 42.1.300.

(51) Cass., 19 janvier 1814, S. Chr. ; 15 juillet 1824, S. Chr. ; 5 avril 1842 (précité) ; Colmar, 20 décembre 1830, S. 34.2.183 ; Angers, 18 février 1837, S. 39.2.426.

(52) Cass., 15 juillet 1824, précité ; voir une application dans Bordeaux, 16 août 1852, D. 56.2.18.

(53) Article 1328 du code civil.

(54) Article 1348 du code civil.

(55) Les frais de la demande en nullité du contrat doivent être supportés par le débirentier ; trib. Rouen, 7 février 1895, *Revue du notariat et de l'enregistrement* 1895.347.

(56) Gand, 11 mars 1908, Pas. 1909.II.201.

de donation déguisée faite sous la condition casuelle du décès dans les vingt jours de la personne sur la tête de laquelle la rente est constituée; l'article 1975 ayant le même fondement que l'article 1974, nous renvoyons aux explications que nous avons données sur la question à propos de ce dernier texte (57).

Examen de quelques questions relatives aux Articles 1974 et 1975 du code civil.

Après avoir exposé le principe des articles 1974 et 1975 du code civil, il nous reste à passer en revue un certain nombre de questions, qui se posent également pour ces deux textes, et que nous allons envisager simultanément pour eux deux, dans ce paragraphe:

I. — Comme l'article 1974 (58), l'article 1975 du code civil s'applique indifféremment au cas où la rente est constituée sur la tête d'un tiers et au cas où elle est constituée sur la tête de celui qui en fournit le prix et qui doit en jouir. Il ne fait aucune distinction, la doctrine et la jurisprudence sont unanimes à reconnaître qu'il n'y a aucun motif pour en établir une (59).

II. — Les articles 1974 et 1975 du code civil qui prévoient le décès antérieur ou le décès dans les vingt jours de la personne sur la tête de laquelle la rente a été constituée, s'étendent-ils au cas où la rente est établie sur la tête de plusieurs personnes ?

(57) Voir pages 93 et s.

(58) Voir pages 93 et s.

(59) Pont, t. I, n° 720; Aubry et Rau, t. IV, § 388, p. 384; Laurent, t. XXVII, n° 286; Guillouard, n° 155; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n°s 230 et 231; Cass., 19 janvier 1814, S. Chr.; 15 juillet 1824, S. Chr.; Grenoble, 5 Fructidor an XII, S. Chr.; Paris, 9 février 1807, S. Chr.; Rouen, 25 janvier 1808, S. Chr.

Pour répondre à cette question, une distinction s'impose.

D'abord, il nous faut écarter la solution d'après laquelle les articles 1974 et 1975 du code civil ne seraient jamais applicables à une rente constituée sur plusieurs têtes, parce que le cas de plusieurs têtes n'a pas été prévu, le législateur ayant parlé au singulier. Cette solution conduirait à des résultats inadmissibles; ainsi, dans le cas où la rente a été constituée sur la tête de deux personnes déjà mortes, ou atteintes toutes deux au moment du contrat d'une maladie dont elles décéderont dans les vingt jours, elle entraînerait le maintien du contrat: solution inadmissible, car la cause, le motif juridique, qui, en semblable hypothèse, fait annuler la rente établie sur une seule tête, se retrouve ici avec toute sa force.

Tous les auteurs partent de cette idée, que le législateur n'a pas prévu la question, et qu'il n'y a donc pas à tenir compte de cette circonstance que les articles 1974 et 1975 du code civil s'expriment au singulier, puisque l'article 1972 du code civil parle de la constitution de rente viagère sur plusieurs têtes, et ils décident que les articles 1974 et 1975 s'appliquent sans conteste quand toutes les personnes sur la tête desquelles la rente est constituée sont déjà mortes lors de la conclusion du contrat, ou viennent à décéder dans les vingt jours. Mais ils se séparent quand une ou quelques-unes seulement de ces personnes sont prédécédées ou meurent dans les vingt jours.

Supposons d'abord que la rente n'est pas réductible au décès du prémourant.

Là, du moment que l'une des têtes sur lesquelles est établie la rente viagère subsiste, le service de la rente est possible; l'obligation du débirentier et partant le contrat a une cause: il n'est donc pas inexistant de ce chef et ne rentre pas dans le cadre des articles 1974 et 1975 du code civil. Seulement, il est annulable pour une erreur sur les

qualités substantielles, en vertu de l'article 1110 du code civil. Il y a, en effet, une grande différence entre les qualités substantielles de la rente viagère, quand elle repose sur une seule tête et quand elle repose sur plusieurs têtes. Dans le cas où les parties établissent une rente viagère sur la tête d'une seule personne, la seule qualité substantielle de la rente viagère, dans leur esprit, est d'être une prestation périodique, dont la durée est subordonnée à une vie humaine; et, du moment que la personne sur la tête de qui elle repose est vivante, cette qualité se trouve exister. Quand, au contraire, elles l'établissent sur la tête de plusieurs personnes, une seconde qualité s'ajoute pour elles à la précédente, savoir: que la rente reposera sur la tête de plusieurs personnes, et devra être servie sans réduction pendant la vie de toutes ces personnes. C'est parce que la rente repose sur plusieurs têtes et est réversible en totalité sur la tête des survivants, que le stipulant consent à fournir la somme qu'il verse, ou à aliéner l'immeuble dont il transfère la propriété, que le débirentier accepte de servir la rente au taux convenu. Si, donc, cette réversibilité est impossible dans les conditions qu'elles ont prévues, à raison du prédécès ou du décès dans les vingt jours de l'une des personnes désignées, leur consentement est entaché d'une erreur sur les qualités substantielles de la chose : la nullité est alors relative.

C'est ce qu'a fort bien exprimé M. René JAPIOT (60) : « Dans l'espèce soumise à la Cour de Douai (61), dit-il, puis à la Cour de Cassation (62), la rente avait été constituée sur la tête de trois personnes (dont une seule était décédée dans

(60) Des nullités en matière d'actes juridiques. Essai d'une théorie nouvelle. P. 750, note 2, in fine.

(61) Douai, 23 novembre 1901, S. 1902.2.297.

(62) Cass., 19 novembre 1904, D. 05.1.91 et la note de M. Planiol.

les conditions de l'article 1975), par ces personnes elles-mêmes et avec réversibilité tant que l'une d'elles survivrait. Il peut paraître excessif d'exclure absolument la nullité (solution admise par M. PLANIOL et par la Cour de Cassation), et cela surtout si la rente n'avait été constituée que sur la tête de deux personnes, — dont celle atteinte de la maladie — au lieu de trois : car les chances des constituants ne sont pas celles en vue desquelles ils avaient contracté et celles qu'ils pouvaient légitimement vouloir s'assurer ; elles sont moindres ; il y a donc absence de cause et d'objet si l'on entend par là l'ensemble des avantages que le contrat avait pour but d'assurer aux constituants ; si l'on considère que les parties ont entendu faire un acte indivisible, il faut donc avec la Cour de Douai, décider qu'il y a nullité de ce contrat, nullité absolue pour motif de raison, comme s'il n'y avait eu qu'un seul crédirentier, l'insuffisance de cause étant assimilée au défaut de cause. Et l'assimilation est d'autant mieux permise que, même s'il n'y a qu'un crédirentier, la cause ne fait pas totalement défaut dans le cas de l'article 1975 : la cause, pour le crédirentier, est la chance qu'il court de toucher les arrérages, et malgré sa maladie, cette chance ne faisait pas totalement défaut au moment du contrat : bien que le décès intervienne en fait dans les vingt jours, il n'est pas démontré que, dans tous les cas, étant donné l'état du crédirentier lors du contrat, le décès doive nécessairement se produire dans un bref délai ; la chance existe, puisqu'il n'était pas impossible que le crédirentier vécût assez longtemps pour toucher les arrérages, surtout qu'ils étaient stipulés payables à courts termes ; dans les deux cas il y a donc insuffisance de cause, et cette insuffisance est seulement moins considérable dans notre espèce. Mais le débirentier opposait que les survivants avaient confirmé après le décès du crédirentier atteint de la maladie. La Cour de Douai écarte ce motif pour le motif

que « le contrat inexistant n'est pas susceptible de ratification ». Nous disons, au contraire, que la confirmation, à supposer qu'elle eût effectivement eu lieu, était valable : après ce décès, les survivants connaissent la cause de nullité s'ils savent que la maladie existait déjà lors du contrat ; et, comme la nullité tient seulement à un obstacle de fait, rien ne leur interdit désormais de tourner cet obstacle, de déclarer, s'ils veulent, qu'ils se contentent de la cause insuffisante, de l'avantage réduit que seulement ils retirent du contrat, et de consentir même à ce que le contrat subsiste ainsi modifié sans qu'il y ait réduction proportionnelle et restitution partielle du capital aliéné. »

Mais lorsque la rente est réductible au décès du pré-mourant, les auteurs et les arrêts sont d'accord pour reconnaître que la nullité du contrat s'impose par un argument *a fortiori*, puisque la convention produit des effets tout différents à ceux que les parties avaient en vue ; la rente viagère qui subsiste après le décès de l'une des personnes désignées n'étant plus celle qui avait été stipulée (63) ; en effet, la rente viagère réductible ne reposant pas sur la tête du nombre de personnes prévu par les parties, manque d'une qualité substantielle, et le contrat est annulable en vertu de l'article 1110 du code civil (64).

III. — Les articles 1974 et 1975 s'appliquent seulement au cas où la constitution de rente viagère a été faite à titre onéreux.

Ils ne s'appliquent pas aux rentes constituées à titre gratuit, ni à celles constituées comme condition d'une donation, car, malgré le décès de la personne sur la tête de

(63) Voir en ce sens : Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 235 ; Cass., 6 février 1866, S. 66.1.192 ; Paris, 23 mars 1865, S. 65.2.321 ; Bordeaux, 16 août 1872, S. 73.2.15 ; Douai, 23 novembre 1901, précité.

(64) Huc, t. XI, n° 347 ; Guillouard, n° 160 ; Laurent, t. XXVII, n° 287.

laquelle la rente est établie, la donation subsiste. Le donateur a entendu faire une libéralité et se dépouiller irrévocablement; sa volonté doit faire loi (65).

Mais il appartient aux juges du fond de rechercher, d'après l'intention des parties qui est ici dominante, si un acte qualifié de donation, qui contient la réserve d'une rente viagère, est vraiment un acte à titre gratuit, ou n'est pas, au contraire, un acte à titre onéreux (66).

IV. — Une question s'est posée à propos des articles 1974 et 1975 du code civil, au sujet de savoir si, à la rente créée, on doit assimiler celle qui existe et dont un nouveau débiteur est chargé.

Il nous semble que l'assimilation doit prévaloir. Pour l'article 1974: ce n'est que l'application du droit commun, et il y a la même raison de déclarer nul le contrat qui établit une rente viagère sur la tête d'une personne prédécédée et le contrat qui, en échange d'une prestation correspondante, impose à un tiers la charge d'une rente antérieurement créée, au moment où la personne sur la tête de laquelle elle est établie est déjà morte. L'un et l'autre sont sans cause.

Quant à l'article 1975, nous avons vu qu'il repose sur le même fondement que l'article 1974, et que le législateur a eu l'intention d'assimiler complètement, par une extension, les situations prévues par les deux textes. Nous croyons donc rentrer dans cette intention en déclarant l'article 1975 applicable à la transmission de l'obligation de servir la

(65) Pont, t. I, n° 717; Aubry et Rau, t. IV, § 388, p. 585, note 14; Demante et Colmet de Santerre, t. VIII, n° 189 bis; Guillouard, n° 161; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 237; Hue, t. XI, n° 349; Dissertation de M. Wahl, S. 1900.2.273; Civ., 18 juillet 1836, R. 50; Req., 10 juillet 1855, D. P. 1856.1.176; Bordeaux, 9 novembre 1901; Req., 17 février 1904, D. 1904.1.526-527.

(66) Req., 17 février 1904, précité.

rente viagère, comme nous venons de le faire pour l'article 1974. La cour d'Angers s'est prononcée en ce sens (67).

V. — Les articles 1974 et 1975 restent applicables lorsque la rente viagère constitue une partie seulement du prix, et la nullité s'étend à tout le contrat.

Ainsi, le contrat par lequel un individu a vendu un immeuble moyennant : 1° une somme d'argent payée comptant ; 2° un droit d'habitation à lui réservé sa vie durant dans une partie de l'immeuble vendu ; 3° une rente annuelle et viagère, est nul et de nul effet s'il est établi, conformément à l'article 1975 du code civil, que le créancier se trouvait, au jour de l'acte, dans l'état morbide qui a amené son décès moins de vingt jours après (68).

En effet, le contrat forme un tout indivisible qu'on ne saurait décomposer en deux opérations distinctes, se composant : l'une d'une vente pour un prix déterminé ; l'autre de la constitution d'une rente viagère moyennant l'aliénation d'une somme d'argent ; il en résulte que la nullité, édictée par l'article 1975 du code civil, ne doit pas affecter seulement la constitution de la rente viagère, mais bien le contrat tout entier (69).

VI. — Enfin, on peut se demander si la réserve d'usufruit est assimilable à la rente viagère pour l'application des articles 1974 et 1975 du code civil.

La Cour de Cassation (70), statuant pour la première fois sur cette question, a jugé que l'article 1975 du code civil, qui admet la nullité en cas de constitution de rente viagère, est « une disposition exceptionnelle qui est spéciale à la constitution de rente viagère et ne saurait être étendue à

(67) 28 juin 1897, S. 1900.2.273.

(68) Grenoble, 29 novembre 1904, D. P. 1905.2.397.

(69) Grenoble, 29 novembre 1904, précité.

(70) Civ., 12 novembre 1930, Gaz. Pal. 1930.2.925, D. Heb. 1931, p. 3.

une vente d'immeuble avec réserve d'usufruit ». Cette solution est naturelle et elle a déjà été donnée dans des cas voisins, comme le bail à nourriture (71).

Il nous semble, en effet, que l'article 1975 ne peut être étendu. Mais le débat pourrait être porté sur un autre terrain : celui de l'erreur substantielle. La Cour de Cassation annule le contrat lorsqu'il y a une erreur qui en a été la cause unique et déterminante. Si une personne vend sous réserve d'usufruit, passe un bail à nourriture, et meurt le lendemain d'une maladie existant déjà, on peut dire que si elle avait connu son état, elle n'aurait pas contracté; on peut objecter que personne ne sait s'il vivra le lendemain; mais si une personne est dans un état tel qu'un médecin pouvait prévoir sa mort comme très possible et qu'elle passe le contrat, il y a erreur, car elle a ignoré ce qu'une personne compétente aurait su. La seule question est de savoir si le fait de ne pas avoir consulté un médecin est fautif; on peut répondre à cela que, normalement, le médecin n'aurait pas révélé au client un pareil pronostic.

(71) Rennes, 21 mars 1883, S. 85.2.184, D. 84.2.130; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 357; — contrà trib. Seine, 2 mars 1898, D. 1901.2.145.

CHAPITRE VI

Du taux de la rente viagère

La détermination du taux des rentes viagères a toujours été laissée à la libre volonté des parties; c'est du moins ce que nous dit POTHIER (n° 234; voir aussi Cass., 11 Prairial, an VII, S. Chr., et 15 Vendémiaire, an XI, S. Chr.), et c'est encore ce que décide l'article 1976 du code civil. La constitution de rente viagère repose sur des calculs essentiellement aléatoires: les chances de gain ou de perte sont les mêmes pour les deux parties et cette égalité de risques est exclusive de toute idée d'usure.

Il résulte de ce principe de liberté que, dans le cas où une rente viagère est constituée moyennant une somme d'argent, la loi limitative du taux de l'intérêt conventionnel est inapplicable (1).

D'une façon générale, celui qui aliène un bien à rente viagère est un vendeur et l'intérêt d'un prix de vente n'est

(1) Pont, t. I, n° 726; Laurent, t. XXVII, n° 289; Aubry et Rau, t. IV, § 388, note 19; Guillouard, n° 166; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 249. — Cass., 15 janvier 1850, S. 50.1.130; Riom, 23 décembre 1808, S. Chr.; Riom, 12 décembre 1883, D. 85.2.101.

pas limité; cela est de toute nécessité, car si l'aliénateur ne pouvait stipuler que le revenu normal de son capital, il ferait, en réalité, donation de la nue-propriété; la liberté du taux est la conséquence forcée du caractère aléatoire de l'opération (2).

Bien plus, la rente viagère doit nécessairement être supérieure à l'intérêt que produirait communément le capital aliéné, placé temporairement et avec obligation de remboursement. Si elle lui est inférieure, le débirentier ne court aucun risque, puisqu'il est assuré d'avoir le profit intégral de la valeur capitale qui lui est remise : le contrat n'est donc plus aléatoire, et l'aléa, condition essentielle de la constitution de rente viagère à titre onéreux, faisant défaut, celle-ci est nulle (3).

On peut seulement se trouver en présence d'une donation du capital de la rente, à condition que l'intention des parties soit conforme.

Seuls les contrats présentant réellement les caractères de constitution de rente viagère à titre onéreux échappent à la limitation du taux de l'intérêt conventionnel. S'il résulte des circonstances que les parties n'ont recouru à la forme de constitution de rente viagère que pour déguiser un prêt usuraire, le taux de l'intérêt cessera d'être libre.

Lorsque la rente viagère est constituée en échange d'un immeuble et que, par suite, le contrat est une vente, l'article 1976 signifie que les parties ont toute liberté pour fixer le prix de vente et élever la rente viagère au-dessus du

(2) Cependant les auteurs du code avaient songé à établir une tarification des rentes viagères (Fenet, t. II, p. 401, 402). Ils ont heureusement renoncé à cette idée.

(3) La nullité ne saurait être couverte : c'est donc à tort qu'on opposerait à la demande en nullité d'un semblable contrat une fin de non-recevoir tirée de son exécution : trib. Seine, 25 novembre 1897, J. Assur. 1898.210; voir aussi : Toulouse, 19 avril 1894, D. 98.2.108; Dijon, 22 janvier 1896, D. 96.2.325; trib. Toulouse, 22 janvier 1900, Gaz. Trib. 1900.1.2^e partie, p. 375.

revenu de l'immeuble. Il n'y a donc pas de difficulté quand les arrérages de la rente viagère sont supérieurs aux revenus des biens vendus (4).

Mais, que convient-il de décider quand ils sont inférieurs ou égaux à ces revenus ?

Deux systèmes partagent la doctrine. — Le premier, définitivement admis par la jurisprudence, déclare que la vente à fonds perdu est nulle pour défaut de prix, car le prix n'est pas seulement un prix non sérieux, il est inexistant; l'acquéreur ou débirentier se borne à remettre au crédirentier le loyer qu'il touche chaque année des locataires et des fermiers, ou la valeur des fruits qu'il perçoit sur l'immeuble; il n'a donc rien à déboursier et ne paie pas de prix. Sans doute, l'article 1776 du code civil permet aux parties de fixer à leur gré le taux de la rente viagère; mais encore faut-il que, par leurs conventions, elles n'enlèvent pas au contrat son caractère aléatoire, et c'est ce qu'elles font en convenant d'une rente viagère inférieure ou égale aux revenus ordinaires : le débirentier ne court aucun aléa ici, puisqu'il est certain de devenir propriétaire de l'immeuble sans prendre sur son patrimoine, quelle que soit la durée du service de la rente (5).

Nous croyons plus exact de décider, avec le second système, que la vente est valable, car il y a un prix et un prix

(4) Cass., 15 mai 1899, S. 1900.1.175.

(5) Aubry et Rau, t. IV, § 349, p. 336, texte et note 26; Guillouard, *Traité de la vente et de l'échange*, t. I, no 97; Demante et Colmet de Santerre, t. VII, no 14 bis; Laurent, t. XXIV, no 85 et suivants; Pascaud, *Revue critique*, 1882, p. 148; Cass., 28 décembre 1831, S. 32.1.300; 23 juin 1841, S. 41.1.867; 7 août 1849, S. 50.1.129; 26 avril 1893, S. 93.1.413; 28 octobre 1895, D. 96.1.36; 15 mai 1899, S. 1900.1.175; 26 mai 1903, S. 1904.1.295; 15 mai 1906, D. 1909.1.387; 1^{er} mai 1911, D. 1911.1.353, P. et S. 1911.1.459; 10 février 1925, D. H. 1925, p. 137 et Gaz. Pal. 6 mai 1925; Douai, 30 novembre 1847, S. 48.2.267; 14 juin 1852, S. 53.2.97; Limoges, 5 mai 1880, S. 81.2.148; Paris, 21 février 1922, Gaz. Palais 10 janvier 1923; Nîmes, 3 décembre 1928, D. H. 1929, p. 138; Alger, 1^{re} chambre, 29 avril 1929, D. 1930.2.29, avec note de M. Lalou.

sérieux. Le prix, dans le contrat consensuel de vente, doit présenter trois caractères : 1° consister en une somme d'argent; 2° être déterminé; 3° être réel ou sérieux. La discussion ne porte ni sur l'un, ni sur l'autre des deux premiers de ces caractères; seul, le dernier doit nous retenir.

Qu'est-ce qu'un prix réel ou sérieux ? Selon la doctrine unanimement admise, c'est un prix qui n'est ni simulé, ni dérisoire. Le prix simulé est celui que le vendeur n'a pas l'intention d'exiger : tel n'est pas le cas ici, le créancier ayant l'intention de percevoir les arrérages. Le prix dérisoire est un prix tel qu'il n'est pas admissible que le vendeur ait consenti à vendre dans le but de l'obtenir : nous ne sommes pas non plus en présence d'un prix dérisoire; le stipulant a vendu en considération de la rente qui lui était promise, rente qui est faible, sans doute, mais que des motifs spéciaux l'ont déterminé à accepter à ce taux : par exemple, son immeuble est composé de petits logements loués à des ouvriers qui ne sont pas assez sûrs de leurs salaires pour constituer un élément stable; il préfère en aliéner la propriété pour s'assurer un revenu seulement égal, même un peu moindre que celui qu'il pouvait avoir, mais dont il est certain. Ce n'est là qu'un exemple ; les raisons déterminantes varieront avec chaque espèce; ce qu'il faut retenir seulement, c'est que le stipulant vend en considération de ce revenu appréciable et sûr, et que le prix n'est donc pas dérisoire. — Sa qualification exacte est: prix vil, c'est-à-dire prix qui est sensiblement inférieur à la valeur de la chose vendue, mais en considération duquel, néanmoins, le vendeur a traité. Le prix vil n'en est pas moins un prix (la doctrine est unanime sur ce point); la vente ne manque d'aucun élément essentiel, elle est valable.

Ces considérations sont sans valeur ici, répond-on dans le premier système, car le prix est, avant tout, ce que

l'acheteur paie, débourse ; or, le débirentier n'a aucun déboursé à faire ; il ne fait que toucher les revenus de l'immeuble et les remettre au crédirentier.

L'objection paraît sans réplique, tant que les revenus de l'immeuble sont régulièrement produits, et perçus. Mais que l'on suppose la destruction de cet immeuble, ou la suppression momentanée de tout revenu, ou de grosses réparations ; l'acheteur n'en est pas moins tenu de payer la rente, et, manifestement, il en prend le montant sur lui-même ; c'est bien une valeur étrangère aux revenus de l'immeuble, une valeur à lui propre qu'il transmet au crédirentier : il lui paie véritablement un prix. Les partisans de l'opinion que nous combattons reconnaissent seulement qu'il peut y avoir un prix et un prix sérieux, s'il résulte des circonstances de la cause qu'il y a réellement aléa, éventualité de gain ou de perte pour l'acquéreur. Mais y a-t-il une hypothèse où l'on puisse affirmer que cette éventualité n'existe pas ? Sait-on dans aucun cas, si les revenus de l'immeuble ne feront pas défaut au débirentier dans un avenir plus ou moins proche ?

En un mot, l'article 1976 du code civil s'applique ici sans restriction et l'on doit admettre que chaque cas est un cas d'espèce, et que la plupart du temps la vente à fonds perdu est valable bien que la rente viagère soit égale ou inférieure aux revenus de l'immeuble (6).

Le stipulant ne peut donc demander aux juges d'annuler le contrat pour défaut de prix, mais nous ajouterons qu'il a le droit d'en faire prononcer la rescision pour cause de lésion (7) s'il touche une valeur inférieure de plus des sept

(6) Voir en ce sens, Troplong, Commentaire du titre de la vente, t. I, n° 150 ; Marcadé, t. VI, sur l'article 1591, p. 180 ; Pont, t. I, n° 732 ; Huc, t. X, n° 34 ; Fuzier-Hermann et Darras, sur l'article 1591, n° 22 et suivants ; Baudry-Lacantinerie et Saignat, De la rente et de l'échange, n° 131 ; Cass., 10 février 1822, S. Chr. ; Riom, 26 mai 1826, S. Chr. ; Dijon, 24 février 1865, S. 65.2.141.

(7) Article 1674 du code civil.

douzièmes à la valeur de son immeuble. Cette distinction est importante au point de vue du délai, car l'action en nullité n'est prescriptible que par trente ans, tandis que l'action en rescision pour lésion se trouve éteinte au bout de deux années (8).

Mais on a refusé au crédirentier le droit de recourir à l'action en rescision; la nature du contrat ne le comporte pas, dit-on. La durée de la vie de la personne sur la tête de qui repose la rente, et par suite la valeur de celle-ci, étant incertaine, on ne peut savoir, au moment du contrat, si le prix n'est pas en proportion avec la valeur de la chose vendue, et si le vendeur se trouvera, ou non, lésé. D'un autre côté, PORTALIS, dans l'exposition des motifs du titre « de la vente », a déclaré expressément au Corps législatif : « L'action rescisoire pour lésion, n'a pas lieu dans les contrats aléatoires. » Les travaux préparatoires et la logique sont donc tous deux en ce sens, qu'il faut refuser au vendeur à rente viagère le droit d'invoquer l'article 1674 du code civil (9).

Cette théorie repose sur une conception étroite. Elle part de cette idée que du moment que deux personnes ont passé entre elles un contrat de vente dans lequel le prix est figuré par une rente viagère, il y a impossibilité de déterminer si le vendeur touchera ou non les sept douzièmes de sa chose. Or, il est des cas précisément où l'on peut établir entre la valeur de cette chose et celle de la rente servie, un rapprochement qui fera ressortir une lésion de plus des sept douzièmes au détriment du vendeur : ce sont tous les cas où en accumulant les chances les plus favorables pour lui, en

(8) Article 1676 du code civil.

(9) Troplong, Commentaire du titre de la vente, t. II, n° 790 et suivants; Duranton, t. XVI, n° 442; Cass., 30 mai 1831, S. 31.1.217; Angers, 21 février 1828, S. Chr.; Toulouse, 22 novembre 1831, S. 32.2.108.

supposant que la personne sur la tête de qui repose la rente atteigne un âge très avancé, il se trouverait néanmoins lésé de plus des sept douzièmes (10).

Un grand pouvoir d'appréciation doit appartenir aux tribunaux qui décident s'il y a, ou non, lésion; mais ils ont tendance à ne pas se contenter des simples présomptions tirées de la longévité humaine (11); plusieurs arrêts ont rescindé, en vertu de l'article 1674 du code civil, des ventes d'immeubles à rente viagère dans lesquelles les arrérages étaient inférieurs aux revenus nets du fonds (12).

Concluons donc que la constitution de rente viagère dont les arrérages sont égaux ou inférieurs aux revenus de l'immeuble aliéné n'est pas nulle pour défaut de prix, mais qu'elle est seulement rescindable pour lésion.

Une première question se pose alors pour la fixation du supplément du juste prix prévu par les articles 1681 et 1682 du code civil. La Cour de Lyon, par l'arrêt du 10 juin 1875, précité, a décidé que ce supplément de prix doit consister uniquement en une augmentation de la rente exactement calculée sur les données qui établissent la durée probable de la vie du vendeur et le taux d'amortissement nécessaire pour amortir pendant ce temps le capital aliéné.

Une autre question s'est posée qui est intéressante en pratique, puisque la jurisprudence déclare nulle la constitution de rente viagère dans laquelle la rente est inférieure aux revenus : le contrat, nul comme constitution de rente

(10) Aubry et Rau, t. IV, § 358, p. 414, notes 11 et 12; Demante et Colmet de Santerre, t. VII, n° 120 bis; Laurent, t. XXIV, n° 427; Guillouard, Traité de la vente et de l'échange, t. I, n° 98, t. II n°s 695 et 696; Huc, t. X, n° 191; Baudry-Lacantinerie et Saignat, De la vente et de l'échange, n° 683.

(11) Cass., 31 décembre 1855, S. 56.1.314; 13 novembre 1867, S. 68.1.23; Lyon, 10 juin 1875, S. 76.2.119; Caen, 6 janvier 1879, S. 79.2.184.

(12) Rennes, 26 juin 1841, S. 41.2.560; Caen, 3 mai 1870, D. 71.2.213; Pau, 29 décembre 1886, S. 88.2.107; Cass., 28 avril 1835, S. 35.1.353; Lyon, 26 mai 1888, Mon. Lyon. 24 août 1888.

viagère à titre onéreux, peut-il être validé en qualité de donation déguisée ?

La Cour de Douai (13) l'a décidé par deux arrêts déjà anciens. De même le tribunal, puis la Cour d'appel, enfin la Cour de Cassation (14) se sont successivement refusés à admettre cette théorie, et nous croyons que c'est à juste titre. Sans doute, la jurisprudence est constante, en ce sens que les donations déguisées sous la forme d'un contrat à titre onéreux sont valables; mais elle exige pour cela qu'il y ait véritable déguisement : plusieurs arrêts ont refusé de valider comme donation déguisée, des libéralités opérées sous le voile du contrat à titre onéreux, quand ces contrats, loin de déguiser la libéralité, la mettent, au contraire, en relief (15).

C'est aux juges du fond qu'il appartient d'apprécier souverainement, si la libéralité ressort sans aucun voile de l'acte lui-même (16).

On ne peut donner même un aperçu général du taux que les rentes viagères atteignent en pratique quand les deux contractants sont des particuliers; des considérations multiples les feront varier dans chaque cas. Des tables de mortalité ont été dressées, sans doute, par DEPARIEUX en 1746, DUVILLARD en 1806, DE MONTFERRANT en 1836, etc... La société des actuaires a établi, pour les compagnies d'assurances sur la vie qui, comme contre-partie, font des rentes viagères, des barèmes fondés sur la durée probable de la vie humaine. Mais ce ne sont que des moyennes utiles aux

(13) 28 juillet 1846, P. 46.2.412; 14 juin 1852, S. 53.2.97; voir aussi : Douai, 12 mars 1879, sous Cass. S. 81.1.205.

(14) Trib. civ. Rochechouart, 24 avril 1891; Limoges, 21 décembre 1891; Cass., 26 avril 1893, S. 93.1.413.

(15) Cass., 23 mars 1870, S. 70.1.214; 23 mai 1876, S. 76.1.342; Poitiers, 12 juin 1878, sous Cass., S. 80.1.212; Bourges, 16 mai 1884, S. 85.2.60.

(16) Cass., 9 juillet 1879, S. 81.1.205; 26 avril 1893, S. 93.1.413.

compagnies d'assurances sur la vie pour déterminer le taux des rentes viagères qu'elles s'obligent à payer; elles ne sont presque d'aucun secours pour une constitution unique de rente viagère.

Remarquons cependant que les compagnies d'assurances sur la vie et les sociétés faisant des opérations viagères doivent faire agréer leurs tarifs par l'Etat, puisqu'elles sont soumises à son contrôle, d'après la loi du 17 mars 1905; ces compagnies et sociétés sont astreintes à se conformer à leurs tarifs dans toutes les rentes qu'elles servent. Tout au plus se réservent-elles parfois le droit de changer de un dixième ce taux qui, sauf cette faculté, est pour elles obligatoire. Il l'est à tel point que, si elles venaient à percevoir un capital constitutif supérieur à celui que prévoient les tarifs pour la rente servie, elles seraient sujettes à répétition de l'excédent indûment perçu. Le cas s'est présenté dans une espèce assez singulière : une femme, par animosité contre ses héritiers, avait placé tout son avoir en rente viagère en se servant de l'acte de naissance de sa sœur cadette afin d'augmenter le capital constitutif demandé par la compagnie. Les héritiers s'aperçurent de la fraude et firent condamner la compagnie à restituer le capital perçu en trop, bien que la bonne foi de celle-ci ne fût pas douteuse (17).

Il nous reste à rechercher comment sont établis ces tarifs dont nous venons de voir l'effet obligatoire.

Nous touchons ici à la science de la statistique; nous ne pourrions donc donner que des explications succinctes. Il nous suffira de rechercher quels sont les éléments du calcul dont doit tenir compte l'actuaire qui dresse un tarif.

Ces éléments vont nous apparaître très nettement si nous

(17) Trib. Seine, 20 janvier 1869, J. Assur. 69, p. 298.

recherchons comment, en fait, la compagnie détermine le taux de la rente qu'elle va servir. Ce mode de détermination est indiqué avec une grande clarté dans le « catéchisme » de M. Edmond VERNOT (18). Au lieu de chercher quelle sera la rente produite par un capital de 100 francs, en recherche le capital nécessaire pour constituer une rente d'un franc; cela revient évidemment au même.

M. VERNOT raisonne ainsi:

« Prenons un rentier de 50 ans et supposons connu le temps qui lui reste à vivre: 20 ans, par exemple. Pour lui servir la première annuité, la compagnie va lui donner une somme qui, placée à intérêts composés, au taux courant, deviendra au bout d'un an un franc. Pour lui servir la deuxième annuité, la compagnie lui demandera une somme qui placée de même deviendra au bout de deux ans, un franc, et ainsi de suite; le capital constitutif sera donc le total de vingt sommes qui vont en décroissant, puisqu'elles sont calculées chacune de façon à ce qu'au bout d'un nombre d'années qui croît de un à vingt, elle devienne, avec les intérêts composés qui s'y ajoutent constamment, égale à un franc. Il est facile de déterminer ces sommes par un calcul d'intérêts composés. »

Ce procédé très simple doit inspirer une première remarque : chaque annuité n'est autre chose qu'une fraction du capital constitutif augmenté des intérêts composés de cette fraction; par conséquent, les tarifs varieront avec le taux de l'intérêt. Nous en avons une preuve récente : l'article 1^{er} du décret du 25 juin 1931, publié au *Journal Officiel* du 30 juin, est ainsi conçu: « Le taux d'intérêt de 5 % prévu au décret du 20 janvier 1906, modifié par les décrets des 24 juin 1916 et 22 juin 1921, en ce qui concerne les rentes

(18) Catéchisme des assurances sur la vie, t. I, p. 11.

viagères immédiates et les rentes différées à prime unique, est abaissé à 4,5%. » Ce décret fut mis en application le 1^{er} janvier 1933, aussi les compagnies ont abaissé leurs tarifs proportionnellement à la baisse du taux de l'intérêt.

Mais, en outre, le taux des arrérages variera avec le nombre d'années que les rentiers auront encore à vivre; les compagnies devront se poser cette question : « Combien d'années chaque rentier vivra-t-il et, par suite, combien d'annuités devrai-je lui payer ? »

Cette question serait insoluble si la compagnie n'avait affaire qu'avec quelques rentiers, mais elle traite avec un grand nombre d'individus, le plus grand nombre possible. Or, la statistique établit que, si l'on considère un groupe de personnes du même âge et le nombre d'années pendant lequel dure la vie de chacune d'elles, le total de tous ces nombres d'années, variables si on les considère isolément, forme un nombre sensiblement constant. Ce qu'on appelle la vie moyenne d'un individu, c'est précisément le quotient de la division de ce nombre constant par le nombre des membres du groupe considéré. Les tables de mortalité fournissent tous ces chiffres.

Le cadre de ce travail ne comporte pas une étude détaillée des différentes tables de mortalité, de la méthode suivant laquelle on les dresse, et de leurs résultats comparés.

Quelques sociétés étrangères emploient des tables différentes pour les hommes et pour les femmes, la mortalité des femmes étant un peu inférieure à celle des hommes.

C'est ainsi que ces compagnies ont des tarifs plus avantageux que les tarifs français pour les hommes et d'autres moins avantageux que les nôtres pour les femmes. Cette différence provient uniquement de la différence accusée par les tables de mortalité.

En France, c'est pour le même motif que les tarifs de la

Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse sont plus avantageux pour le rentier que ceux des compagnies.

En résumé, il est intéressant de retenir que ce taux des arrérages dépend : 1° de l'intérêt courant de l'argent ; 2° de la vie moyenne correspondant à l'âge du rentier.

D'où trois conséquences : la première, c'est que les conversions opérées par l'Etat ou les grandes sociétés peuvent avoir pour conséquence de rendre ruineux pour les compagnies d'assurances les tarifs qu'elles appliquent, car l'argent que les compagnies ont touché des rentiers est prêté à l'Etat ou à de grandes sociétés.

La deuxième conséquence, qui va de soi, est que le taux des arrérages sera d'autant plus élevé que le rentier sera plus âgé.

La troisième conséquence est que les tarifs peuvent être très différents suivant les tables de mortalité d'après lesquelles ils sont calculés.

Les sociétés spécialisées qui ne servent des rentes viagères que sur des immeubles suivent presque les mêmes principes : la rente à servir est calculée d'après les tarifs d'une compagnie d'assurance sur la vie, et en prenant pour base le capital représentatif de la valeur de l'immeuble d'après une expertise judiciaire faite selon la loi du 20 février 1922 dont nous avons parlé plus haut.

Le tableau suivant donne quelques taux du tarif de la compagnie « L'Urbaine » et de celui de la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse. »

RENTE VIAGÈRE IMMÉDIATE SUR UNE SEULE TÊTE,
 PAYABLE PAR TRIMESTRES,
*sans arrérages au décès en ce qui concerne le tarif de la
 compagnie « L'Urbaine »
 et avec arrérages au décès en ce qui concerne la
 Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse.*

AGE du rentier	COMPAGNIE " L'URBAINE "		CAISSE NATIONALE des retraites pour la vieillesse	
	RENTE annuelle pour un versement de 100 francs	PRIX de 100 francs de rente	RENTE annuelle pour un versement de 100 francs	PRIX de 100 francs de rente
30	5,46	1.832,98	5,69	1.758,19
35	5,71	1.751,68	5,99	1.670,04
40	6,04	1.654,58	6,37	1.568,96
45	6,49	1.540,58	6,88	1.453,26
50	7,09	1.409,56	7,58	1.319,46
55	7,92	1.262,79	8,56	1.167,87
60	9,06	1.103,37	9,94	1.006,54
65	10,68	936,41	11,84	844,25
70	13,01	768,82	14,22	703,42
75	15,66	638,37	16,88	592,27
80	17,87	559,53	19,69	507,76
85	19,81	504,90	22,34	447,56
90	21,27	470,06	24,27	411,95

Les tarifs dont se servent ceux qui traitent d'ordinaire les opérations de rentes viagères, c'est-à-dire les compagnies d'assurances sur la vie et les sociétés spécialisées, ont toujours été considérés comme justes, le contrôle de l'Etat sur ces tarifs est encore venu renforcer cette idée de justice et éloigner toute pensée de lésion. Mais toutefois, à condition de considérer l'opération de rente viagère à un jour donné, car la valeur de la monnaie n'est pas fixe; nous venons précisément, depuis une quinzaine d'années, de nous en rendre compte. Ce qui fait qu'un rentier ayant versé un capital ou vendu un immeuble moyennant le versement d'une rente

viagère, voit ses revenus diminués quand la monnaie avec laquelle il est payé perd de sa valeur, c'est-à-dire quand l'indice de la vie croît. Pour maintenir au même niveau les revenus viagers de notre rentier, il faudrait lui verser une rente plus forte.

C'est cette idée de justice et de compassion envers ceux qui n'ont plus la force de travailler pour vivre, qui a inspiré à M. Louis MARIN une proposition de loi tendant au rajustement à la nouvelle valeur du franc des contrats de rentes viagères passés en francs-or ou en francs dont la valeur était encore supérieure à celle qui a été fixée par la loi de stabilisation.

Peut-être aussi, M. Louis MARIN a-t-il constaté un peu jalousement que l'industrie de l'assurance est une des rares qui n'aient pas souffert de la crise actuelle et dont le portefeuille s'est le mieux défendu à travers les difficultés boursières de l'après-guerre ?

En tous cas, la proximité des élections n'ayant pas permis à cette proposition de venir en discussion devant la Chambre, M. Louis MARIN a déposé une nouvelle proposition, le 8 décembre 1932 (19), dans laquelle il développe avec plus de force encore les arguments qui lui paraissent justifier cette mesure de réparation et de justice.

Cette proposition vise : 1° Les contrats passés auprès des compagnies d'assurances sur la vie et en particulier les contrats de rente viagère différée dont le capital a été versé en francs-or et dont les rentiers touchent maintenant les arrérages en francs dévalorisés. Pour ceux-là, M. MARIN prévoit que les arrérages stipulés seront portés au coefficient 5, et si le capital a été versé moyennant des primes annuelles échues avant et après la loi de stabilisation, le

(19) Chambre, 8 déc. 1932, annexe, n° 1044.

coefficient de valorisation sera déterminé d'après la valeur de base des sommes effectivement versées.

2° Les rentes viagères constituées par l'aliénation d'un immeuble. M. MARIN constate que les immeubles vendus de cette façon avant la guerre ont conservé et, dans certains cas, accru leur valeur originelle, alors que la rente qui en représente le prix est servie en monnaie dépréciée ; là encore, les rentes seront portées au coefficient 5 et, dans les cas où les contrats seraient intervenus pendant la période de dépréciation monétaire, le coefficient de revalorisation serait déterminé selon la valeur du franc de l'époque du contrat.

3° Les partages d'ascendants. (Nous ne parlerons pas de ce troisième point, car, par définition, le partage d'ascendant n'est pas un acte à titre onéreux.)

Au point de vue juridique, on pourrait objecter à M. Louis MARIN que le caractère aléatoire de notre contrat nous interdit par définition de modifier les chances de gain ou de perte de chaque partie.

Au point de vue économique, cette proposition arrive un peu tard ; la plupart des rentiers intéressés étant morts ou sur le point de l'être, car, de façon générale, les rentes viagères ne sont jamais constituées sur la tête de personnes jeunes.

Puis, cette mesure nous semble tout à fait exceptionnelle, en ce moment de crise mondiale qui a pour cause essentielle cet esprit de faillite qui, depuis la guerre, a ruiné toute sécurité dans les échanges. La proposition de M. Louis MARIN serait une autre insécurité.

Il ne semble pas, d'autre part, que M. MARIN ait envisagé toutes les conséquences de son idée ; par exemple, les compagnies d'assurances sur la vie seraient fondées, depuis la dernière loi de conversion, à demander la réduction des arrérages servis.

Les immeubles n'ont pas pris la plus-value dont veut parler M. MARIN; car, par hypothèse, les immeubles envisagés ont été construits, il y a au moins une vingtaine d'années; depuis ce temps les revenus nets de l'immeuble sont loin d'avoir quintuplé, et les charges de ces immeubles (impôts, réparations, etc...) sont en moyenne (surtout à cause des impôts) au coefficient 9 ou 10.

Enfin, d'une manière générale, la valeur de la monnaie est trop instable pour pouvoir s'attacher à reviser tous les contrats atteints par la dévalorisation du franc.

Mais le temps n'est peut-être pas éloigné où la proposition de M. Louis MARIN pourra trouver une base plus sûre.

Tout récemment, le 24 mars 1933, M. Henry TORRÈS déposait dans le même sens (20), à la Chambre des députés, une proposition de loi sur la majoration des arrérages des rentes viagères.

(20) Chambre, 24 mars 1933, annexe, n° 1622. (Nous n'avons pu actuellement nous procurer le texte de cette proposition de loi.).

CHAPITRE VII

Obligations du débirentier

Le débirentier est tenu, vis-à-vis du crédirentier, à deux obligations :

1° Fournir toutes les sûretés qu'il a promises dans le contrat;

2° Payer régulièrement les arrérages de la rente jusqu'au décès de la personne sur la tête de qui elle repose.

1. — *Obligation de fournir les sûretés promises.*

« Celui au profit duquel, dit l'article 1977 du code civil, la rente viagère a été constituée moyennant un prix, peut demander la résiliation du contrat si le constituant ne lui donne pas les sûretés stipulées pour son exécution. »

POTHIER l'écrivait déjà (1) : « Quoique l'acquéreur d'une rente ne puisse pas ordinairement répéter la somme qu'il a payée pour le prix de la constitution, néanmoins il le peut en certains cas, savoir lorsque le constituant ne satisfait pas aux conditions sur lesquelles la constitution a été

(1) Traité du contrat de constitution de rente, n° 228.

faite. » Et il cite diverses hypothèses où le débirentier s'est engagé envers son co-contractant à fournir certaines sûretés.

Les contrats de constitution de rente viagère renferment fréquemment des stipulations de sûretés, surtout lorsque la rente est constituée moyennant une somme d'argent, car, au cas de vente d'immeubles, le crédirentier a déjà le privilège du vendeur.

Ces sûretés peuvent consister en une caution, un gage ou une hypothèque. Dans certains cas, le crédirentier devra prendre inscription selon les règles établies par le droit commun. Si la rente est réversible sur la tête d'un tiers au décès du crédirentier, l'inscription devra, en outre, être prise au nom de ce tiers (2). La jurisprudence (3) décide qu'il n'est pas nécessaire, pour que l'inscription soit valable, qu'elle contienne l'évaluation du capital nécessaire au service de la rente et que, par suite, si l'inscription contient cette évaluation, le crédirentier ne sera pas lié par elle et pourra obtenir collocation dans l'ordre pour une somme supérieure et suffisante pour assurer le service de la rente.

Les parties préfèrent quelquefois, au lieu de recourir aux sûretés de droit commun, convenir que la constitution de rente viagère sera exécutée au moyen de l'achat d'une rente sur l'Etat, inscrite pour l'usufruit au nom du crédirentier. Dans ce cas, le débirentier a le droit de choisir le type de la rente. La jurisprudence décide, dans le cas où la rente choisie est sujette à conversion, et où cette conversion se produit, que le crédirentier ne doit en éprouver aucun préjudice et que le débirentier doit compléter la rente ou tout au moins fournir une autre sûreté (4).

(2) Poitiers, 26 janvier 1832, S. 33.2.209.

(3) Poitiers, 16 déc. 1885, S. 86.2.87; Douai, 16 mai 1895, S. 95.2.269.

(4) Seine, 13 mars 1895, Gaz. Trib., 4 septembre 1895; 12 novembre 1897, J. Assur. 1899.543; 23 juin 1899, Le Droit, 6 août 1899.

On peut encore citer comme exemple de sûreté qui peut être stipulée par les parties, celle indiquée, entre autres, par POTHIER : la libération promise, par le contrat, des charges grévant l'immeuble donné en garantie.

La doctrine et la jurisprudence assimilent au cas où le débirentier ne fournit pas les sûretés promises, celui où il diminue les sûretés qu'il a fournies (5). Mais la constitution d'une nouvelle hypothèque sur l'immeuble déjà hypothéqué au service de la rente n'est pas une diminution de sûretés, car cette nouvelle hypothèque ne prend rang qu'après celle du crédientier (6).

De même, la mise en faillite du débirentier ne constitue pas pour le crédientier une diminution de sûretés (7).

L'article 1977 doit s'appliquer à toutes les sûretés promises dans le contrat, même à celles promises seulement sous condition (par exemple, dans le cas où les sûretés stipulées ne pourraient être exigées qu'à défaut de paiement des arrérages pendant un temps déterminé), si cette condition se produit (8).

Mais il ne s'applique qu'aux sûretés que le débirentier s'est engagé à fournir dans le contrat. La Cour de Cassation a ainsi décidé (9) que l'acquéreur d'un immeuble moyennant une rente viagère qui n'a pas fait transcrire son contrat dans le délai imparti par le cahier des charges ne doit pas être par cela seul considéré comme n'ayant pas donné les sûretés stipulées, bien que la transcription im-

(5) Colmar, 25 août 1810, S. Chr.; Riom, 4 août 1818, S. Chr.; Pau, 23 août 1834, S. 35.2.120; Toulouse, 18 mai 1893, Gaz. Pal. 1893, 2, 2^e partie, p. 5.

(6) Aubry et Rau, Baudry-Lacantinerie et Wahl; Paris, 25 avril 1853, S. 53.2.199.

(7) Toulouse, 25 mars 1903, Gaz. Trib. Midi, 24 mai 1903; trib. comm. Seine, 25 février 1903 Gaz. Trib. 23 avril 1903.

(8) Cass., 2 décembre 1856, S. 57.1.356.

(9) Cass., 18 décembre 1822, S. Chr.

posée eût valu inscription pour le vendeur et eût ainsi conservé son privilège.

En outre, notre article ne s'applique que si le défaut de sûretés ou leur diminution sont le fait du débirentier. Si elles sont le résultat d'une circonstance indépendante de la volonté de ce dernier, par exemple, la dépréciation fortuite des immeubles hypothéqués, on ne saurait lui en faire grief.

La résolution prévue par l'article 1977 ne peut pas être prononcée de plein droit. Il faut que le crédientier la demande. Cette demande peut être arrêtée, si, avant que la résolution ne soit prononcée, le débirentier fournit les sûretés qu'il avait promises ou rétablit dans leur intégralité celles qu'il avait diminuées. Le juge aura, dans ce cas, à apprécier si ces sûretés sont suffisantes. De même, si la rente vient à s'éteindre par suite du décès au cours de l'instance de la personne sur la tête de laquelle elle repose, l'action en résolution n'aura plus aucune raison d'être, et il en serait de même à plus forte raison si ce décès se produisait avant l'introduction de la demande.

Quels sont les effets de la résolution une fois prononcée ?

La question qui se pose est de savoir si on appliquera le droit commun de l'article 1183 du code civil, auquel cas le débirentier devra restituer l'immeuble ou la somme qu'il a reçue et le crédientier les arrérages qui lui ont été versés, déduction faite des fruits ou intérêts produits par la valeur qu'il a fournie; — ou bien si l'on tiendra compte au crédientier, en le dispensant de restituer les arrérages touchés, du risque qu'il a couru, depuis la formation du contrat jusqu'à sa résolution, de voir s'éteindre la rente.

La seconde solution est généralement admise, car, s'il est vrai qu'il n'existe sur les effets de la condition résolutoire qu'un seul texte : l'article 1183 du code civil, il n'en est pas moins certain que ce texte ne peut pas être appliqué aux

contrats qui, par leur nature, mettent obstacle à ce que les parties soient remises dans leur état primitif. Les chances d'extinction de la rente auxquelles le crédirentier a été exposé ne peuvent point être effacées, et il serait contraire à l'esprit même de l'article 1183 du code civil d'exiger du crédirentier la restitution des arrérages qui en étaient la contre-partie, en tant, du moins, qu'ils excédaient l'intérêt légal (10).

La Cour de Cassation a, dans un arrêt du 13 mars 1888 (11), adopté cette solution et l'a justifiée en disant que « les arrérages de rente servis ont eu le caractère de fruits que le crédirentier a reçus de bonne foi et faits siens, puisque ce n'est pas son fait, mais celui du débirentier qui a donné lieu à la résiliation du contrat. »

A quel moment les effets de la résolution se produiront-ils ?

Autrement dit : quelle est la date de cette résolution ? et jusqu'à quel moment le débirentier doit-il payer les arrérages ?

On décide généralement qu'il faut s'attacher à la date du jugement et non à la date de la demande (12), car le crédirentier demandeur en résolution a continué de courir, jusqu'au jour du jugement, les risques inhérents au contrat. Il devra donc toucher les arrérages jusqu'à ce moment.

2. — *Obligation de payer les arrérages.*

Le débirentier est en outre obligé de payer au crédirentier les arrérages de la rente. C'est là, la raison d'être

(10) Caen, 16 décembre 1843, S. 44.2.97; Dijon, 22 janvier 1847, S. 48.2.206; Grenoble, 13 janvier 1887, S. 90.1.169.

(11) S. 90.1.169.

(12) Pothier, no 230; Pont, Troplong, Aubry et Rau, Guillouard, Baudry-Lacantinerie et Wahl; Bordeaux, 6 juin 1840, D. 40.2.200.

du contrat. A cette obligation correspond pour le crédientier le droit d'exiger ce paiement. Mais ce dernier (ou ses héritiers) ne peut exercer son droit que s'il justifie de l'existence, au moment de l'échéance, de la personne sur la tête de qui la rente est constituée (13), c'est-à-dire, dans la majorité des cas, de sa propre existence.

La preuve de cette existence se fait généralement au moyen d'un certificat de vie rédigé dans la forme des actes authentiques. Cette pièce peut être délivrée, soit par les présidents de tribunaux, soit par les maires, soit par les notaires, et, à l'étranger, par les chanceliers de consulat. Cette preuve peut aussi résulter de toute autre pièce, notamment d'un acte notarié passé par le crédientier depuis le jour d'échéance des arrérages (14). Le tribunal d'Aude-narde a même décidé qu'une sommation d'huissier délivrée au débirentier à la requête du crédientier donne au premier une preuve suffisante de l'existence du second (15).

Les caractères des arrérages peuvent se ramener à quatre :

1° Les arrérages doivent être périodiques; la périodicité est de leur essence (16).

2° Les arrérages sont des fruits civils, qui s'acquièrent jour par jour. « Les fruits civils, porte l'article 584 du code civil, sont ... les arrérages des rentes. » L'article 586 du code civil ajoute: « Les fruits civils sont réputés s'acquérir jour par jour. » Même si la rente est stipulée payable par

(13) Article 1883 du code civil.

(14) Paris, 17 janvier 1840, S. 40.2.53.

(15) 20 juillet 1888, J. Assur. 1889, p. 57. En pratique, d'ailleurs, les compagnies d'assurances se contentent de la signature que le rentier vient donner au bureau où il touche les arrérages, lorsqu'elles ont déjà cette signature sur la police. Elles comparent les deux signatures et elles trouvent dans cette comparaison une garantie suffisante.

(16) Aubry et Rau, t. IV, § 387, p. 581 et 582; Laurent, t. XXVII, no 262; Baudry-Lacantinerie et Wahl, nos 242 et 280.

année, par semestre ou par trimestre, et que le terme convenu n'est pas encore échu, le crédirentier ou ses ayants-cause peuvent réclamer les arrérages impayés en proportion du nombre de jours pendant lequel a vécu la personne sur la tête de qui reposait la rente (17).

Lorsque le crédirentier a omis d'exiger le paiement de la rente viagère à laquelle il avait droit, mais sans y renoncer, ses héritiers peuvent, après son décès, réclamer au débirentier le montant des arrérages dus par celui-ci dans les limites de la prescription de l'article 2277 du code civil (18).

Les jours se comptent par jours astronomiques, et non par délai de vingt-quatre heures calculés d'heure à heure. Par suite, le jour du contrat, *dies a quo*, ne doit pas être compté, car il est déjà commencé quand la rente prend naissance. D'autre part, le jour du décès, *dies ad quem*, doit également être exclu, car il n'est pas complètement révolu. Il ne pourrait être compris dans le calcul, que si le décès était survenu à la fin de la vingt-quatrième heure(19).

Il est parfois stipulé que les arrérages seront payables d'avance. En ce cas les sommes restent acquises au crédirentier, le jour où le paiement a dû être fait. Et il suffit pour cela que la personne sur la tête de qui repose la rente ait vécu une partie de la première journée (20).

Dans la plupart des contrats, on convient, au contraire,

(17) Article 1980 du code civil; Pothier, n° 260; Aubry et Rau, 5^e édition, t. II, § 192, p. 289; Demolombe, t. X, n° 277; Laurent, t. XXVII, n° 294; Bruxelles, 4 Pluviôse an XI, S. Chr.

(18) Rennes, 28 mai 1895, Gaz. Pal. 95.2.79.

(19) Pont, t. I, n° 773; Demolombe, t. X, n° 277; Aubry et Rau, t. IV, § 389, p. 587; Laurent, t. XXVII, n° 284; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 345.

(20) Trib. Marmande, 2 décembre 1857, D. 57.5.281; trib. Nancy, 12 mai 1873, D. 74.5.426; trib. paix Montpellier, 29 août 1885, Mon. just. paix 1885.415; Pont, t. I, n° 775; Laurent, t. XXVII, n° 295; Aubry et Rau, t. IV, § 389, p. 587; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 387.

que les rentes viagères sont payables sans arrérages au décès.

3° Chaque terme d'arrérages forme une dette distincte, et cela présente un double intérêt : a) lorsque le débiteur omet de payer plusieurs termes d'arrérages, le créancier ne peut invoquer l'article 1244 du code civil et refuser de recevoir un seul de ces termes; b) dans le cas où les parties ont stipulé que, faute de paiement d'un certain nombre de termes ou annuités, le contrat serait résolu et que le débiteur est en retard d'un plus grand nombre de termes que celui prévu, il peut éviter l'effet de cette clause en offrant juste le nombre de termes nécessaire pour que la clause résolutoire ne soit plus applicable (21).

4° Les arrérages sont essentiellement mobiliers. D'après l'article 529 du code civil, en effet, les rentes « perpétuelles ou viagères, soit sur l'Etat, soit sur des particuliers, » sont « meubles par destination de la loi ». D'où, l'action tendant au seul paiement des arrérages est personnelle et mobilière.

Conformément au droit commun, les arrérages sont quérables et non portables. Tous les auteurs sont en ce sens(22) et la jurisprudence est conforme (23).

Les arrérages doivent être payés aux époques fixées par le contrat : annuellement, semestriellement, trimestriellement. Si la rente est différée, le premier terme n'en est exigible qu'après l'expiration de la période différée.

Le paiement des arrérages s'effectue en nature ou en

(21) Rolland de Villargues, *vo* arrérages, n° 15 et suivants.

(22) Rolland de Villargues, *vo* arrérages, n° 22, et rentes viagères, n. 150; Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, t. IV, sur l'article 1247, n° 1 et suivants et n° 8; Pont, t. I, n° 330; Huc, t. XI, n° 203; Baudry-Lacantinerie et Wahl, de la soc., du prêt, du dépôt, n° 969.

(23) Trib. Audenarde, 20 juillet 1888, *J. Assur.* 1889.56; voir aussi : Bruxelles, 6 avril 1807, *S. Chr.*; Riom, 17 juin 1816, *S. Chr.*; Grenoble, 19 juillet 1827, *S. Chr.*; Rennes, 23 août 1879, *S.* 80.2.198, qui ont statué sur la question en matière de rentes perpétuelles.

argent, suivant ce qui a été stipulé par les parties. D'accord, les parties peuvent modifier la nature de la prestation due par le débirentier, mais chacun séparément ne peut obliger l'autre à le faire.

Si le débirentier délègue un tiers pour servir la rente à son acquit, le délégué devient débiteur personnel et direct envers le crédirentier du jour où celui-ci a accepté la délégation (24). Mais le débirentier déléguant demeure lui-même débiteur personnel envers le délégataire si celui-ci, en acceptant la stipulation, ne l'a pas déchargé de son obligation (25). En l'absence d'acceptation du crédirentier, il n'y a pas de délégation; mais le tiers qui a assumé vis-à-vis du débirentier l'obligation de payer les arrérages de la rente, est lié envers celui-ci par la convention qu'il a consentie, et le crédirentier peut le poursuivre en vertu de l'article 1116 du code civil (26).

Quelle est la sanction de payer les arrérages ?

Si le débirentier ne paie pas les arrérages de la rente, le crédirentier a le droit de saisir ses biens, de les vendre et de faire ordonner sur le produit de la vente, l'emploi d'une somme suffisante pour assurer le service des arrérages.

Mais il ne peut pas demander la résolution du contrat (27).

La solution adoptée par l'article 1978 du code civil surprend à première vue parce qu'elle déroge au droit commun des contrats (28), et surtout parce que l'article 1977

(24) Article 1275 du code civil.

(25) Article 1276 du code civil; voir Cass., 12 juillet 1881, S. 83.1.409.

(26) Trib. Annecy, 28 mai 1885, J. Le Droit, 8 octobre 1885.

(27) Article 1978 du code civil.

(28) Le principe posé par l'article 1978 du code civil est d'ailleurs une innovation. Avant lui, la doctrine et la jurisprudence permettaient au crédirentier de demander la résolution du contrat au cas de défaut de paiement des arrérages par le débirentier.

du code civil reconnaît au crédientier le droit de demander la résolution quand le débientier ne fournit pas les sûretés qu'il a promises ou diminue par son fait celles qu'il a fournies.

On ne trouve dans les travaux préparatoires aucune explication précise de ce texte. La plupart des auteurs le justifient en disant qu'il ne serait pas équitable d'autoriser la résolution en cette matière, car le crédientier n'étant pas tenu de restituer les arrérages reçus par lui, le débientier pourrait se trouver, lorsque le contrat serait résolu, dans l'obligation de rembourser en entier un capital dont il aurait, par les versements d'arrérages déjà effectués, payé une fraction.

I. — Le crédientier n'a pas le droit de demander la résolution du contrat au cas de non paiement des arrérages (29).

Si l'obligation de payer les arrérages de la rente n'est pas la seule obligation engendrée par le contrat à la charge du débientier, ce sera une question de fait de savoir, au cas d'inexécution des deux obligations, si la résolution peut être valablement demandée. Par exemple, j'achète à Primus un immeuble et je m'engage en échange à lui verser : 1° une rente viagère; 2° une somme en capital ; si je ne paie pas le capital en temps voulu, Primus aura le droit de demander la résolution; si je paie le capital, mais si je ne verse pas les arrérages, Primus n'a que le droit de faire vendre mes biens en vertu de l'article 1978. Mais quelle solution adopter au cas où je n'exécute ni l'une ni l'autre de ces deux obligations? La Cour de Bourges (30) a

(29) Cass., 18 décembre 1822, S. Chr.; Douai, 22 juillet 1820, S. Chr.; Toulouse, 17 mars 1891, Gaz. Trib. Midi, 26 avril 1891; Lyon, 25 mai 1900, Mon. Lyon. 15 juin 1900.

(30) 12 décembre 1825, S. Chr.

décidé qu'à raison du caractère aléatoire imprimé à ce contrat par la stipulation de rente viagère, la résolution n'était pas possible et que l'article 1978 devait être appliqué. En d'autres termes, on doit, avant tout, dans les contrats de ce genre, rechercher quel est le caractère dominant et n'appliquer l'article 1978 que si le contrat est nettement aléatoire (31).

Les parties ont la faculté d'écarter l'application de l'article 1978 du code civil en insérant dans le contrat une clause stipulant expressément qu'au cas de non-paiement des arrérages, le crédientier pourra demander la résolution (pacte comissoire); ce droit des parties de déroger à l'article 1978 est admis par tous les auteurs (sauf MM. DURANTON et LAURENT) et par la jurisprudence (32).

Il est même loisible aux parties de stipuler, en outre, que, si la résolution est prononcée, le débirentier sera tenu de verser au crédientier une somme déterminée à titre de dommages-intérêts (clause pénale) (33).

Les termes de la clause résolutoire seront interprétés par les tribunaux et, comme il s'agit là d'une dérogation au droit commun, cette interprétation doit être restrictive. Les parties peuvent stipuler que le non-paiement des arrérages donnera simplement le droit au crédientier de demander la résolution en justice; ou bien qu'il entraînera la résolution « *de plano* », sans qu'il soit besoin d'une demande en justice. Dans ce dernier cas, les tribunaux n'auront qu'à constater le droit du crédientier à la résolu-

(31) Cass., 20 juin 1831, P. Chr.; Bourges, 2 avril 1828, S. Chr.; Bordeaux, 1^{er} août 1834, P. Chr.; Cass., 13 juin 1837, S. 38.1.45.

(32) Cass., 15 février 1842, P. 42.2.133; 13 mars 1888, S. 90.1.169; Valence, 7 juillet 1886, sous Cass., S. 90.1.169; Langres, 26 juin 1890, Gaz. Pal., 91.1.26; Toulouse, 17 mars 1891, Gaz. Trib. Midi, 26 avril 1891; trib. comm. Seine, 25 février 1903, Gaz. Trib. 23 avril 1903.

(33) Rouen, 6 février 1874, D. 75.2.199.

tion. Ils ne pourront accorder aucun délai au débirentier, et si le crédirentier vient à décéder, ses héritiers auront la faculté d'invoquer le bénéfice de la clause résolutoire (34).

Quels sont les effets de la résolution prononcée ?

Généralement, les parties décident dans la clause résolutoire à quelles restitutions donnera lieu la résolution. La validité de cette stipulation a été plusieurs fois admise par les tribunaux (35). En l'absence de toute convention de ce genre, la résolution produira les mêmes effets qu'au cas où elle est prononcée en vertu de l'article 1977.

II. — Si le débirentier ne s'est pas acquitté en temps voulu de son obligation, le crédirentier peut l'assigner en paiement des arrérages.

Cette demande en paiement des arrérages est dispensée du préliminaire de conciliation (36). C'est une action personnelle et mobilière ; d'où, cette conséquence : sous le régime de communauté, le mari peut poursuivre le débirentier en paiement des arrérages, sans distinguer selon que la rente viagère est un bien commun ou un bien propre de la femme (37) ; sous le régime dotal, le mari seul peut agir, quand la rente viagère est un bien dotal (38) ; quand c'est un bien paraphernal, l'action ne peut être intentée que par la femme, autorisée de son mari ou de justice (39).

La demande en paiement des arrérages est matière sommaire (41) et fait courir les intérêts alors même que les arrérages réclamés sont ceux de moins d'une année.

(34) Laurent, t. XXVII, n° 350 ; Guillouard, n° 214 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 290.

(35) Cass., 24 décembre 1894, D. 85.1.69.

(36) Article 49 du code de procédure civile.

(37) Article 1428 du code civil.

(38) Article 1549 du code civil.

(39) Article 1576 du code civil.

(40) Article 405 du code de procédure civile.

III. — Au cas de non-paiement des arrérages, le crédientier a le droit de saisir et faire vendre les biens du débirentier et de faire ordonner ou consentir sur le produit de la vente l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages (41).

Pour cela, il n'aura qu'à faire commandement au débirentier d'avoir à payer les arrérages en retard, et la procédure de la saisie et de la vente se déroulera suivant le droit commun. Ce droit du crédientier découle de son titre exécutoire, qui sera, soit l'acte de constitution s'il est notarié, soit le jugement intervenu à la suite de sa demande en paiement.

Des difficultés se sont élevées sur le point de savoir comment devait être calculée et quel devait être le mode de stipulation de la somme suffisante prévue par l'article 1978 du code civil.

D'après un arrêt rendu par la Cour de Caen, le 18 mai 1813 (42), qui reprend sur ce point la théorie de POTHIER, la somme suffisante sera celle qui, placée en rente viagère, permettra au crédientier de toucher les arrérages stipulés. Cette somme sera appréciée au moment de la confection de l'ordre. Dans ce but, on procédera à l'adjudication au rabais du paiement de la rente, et l'adjudicataire sera chargé d'acquitter cette rente jusqu'à son extinction. Ainsi qu'on le voit, un nouveau contrat aléatoire intervient entre l'adjudicataire et le débiteur ou ses créanciers (43).

La jurisprudence et la doctrine repoussent unanimement aujourd'hui ce système qui a l'inconvénient de soustraire définitivement le capital remis à l'adjudicataire à l'action des créanciers du débirentier. Elles admettent que la

(41) Article 1978 du code civil.

(42) S. Chr.

(43) Pothier, n° 231; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 301.

somme suffisante est celle dont les intérêts (calculés au taux légal) sont égaux au montant des arrérages de la rente. Ces intérêts serviront à payer les arrérages, et la somme elle-même sera distribuée aux créanciers postérieurs venant en rang utile, mais la collocation de ces derniers ne sera effective et la somme ne pourra être touchée par eux qu'après l'extinction de la rente (44).

La somme pourra jusqu'à ce moment-là être gardée par l'acquéreur ou l'adjudicataire, s'il y consent et si les autres parties ne s'y opposent pas. Avec les intérêts, il fera face au service de la rente, et à l'extinction de celle-ci, le capital sera payé par lui aux créanciers auxquels il avait été attribué dans l'ordre (45). Si l'acquéreur ne consent pas à garder cette somme entre ses mains jusqu'au moment de l'extinction de la rente, il a la faculté de la consigner à la Caisse des dépôts et consignations où le créancier ira toucher les intérêts, et cela, alors même que le règlement d'ordre ordonnerait que le prix doit rester entre les mains de l'acquéreur (46). Dans ce cas, les autres créanciers du débiteur subiraient un assez grave préjudice, car l'intérêt servi par la Caisse des dépôts et consignations étant inférieur à l'intérêt légal, il sera nécessaire d'affecter au service de la rente une somme plus élevée, ce qui diminuera d'autant, jusqu'à l'extinction de cette rente, la somme globale distribuée aux créanciers. Aussi, ces derniers, pour parer à cet inconvénient, ont-ils la possibilité de se faire remettre les fonds par l'adjudicataire, à charge par

(44) Pont, t. I, no 757; Aubry et Rau, t. III, § 285, p. 683; Baudry-Lacantinerie et de Loynes, Du nantissement, des privilèges et des hypothèques, t. III, p. 1986; Cass., 5 novembre 1862 S. 63.1.261; Caen, 12 mars 1864, S. 64.2.243; Montpellier, 25 mars 1890, Gaz. Trib. Midi, 8 juin 1890; Amiens, 26 avril 1891, Rec. Amiens 1892.9.

(45) Bourges, 25 mai 1827, S. Chr.

(46) Angers, 28 février 1855, S. 55.2.769.

eux de servir la rente au crédirentier : ils devront fournir dans ce cas au crédirentier des garanties équivalentes à celles que lui reconnaissait le contrat de constitution (47).

Le service de la rente ainsi transformée pourra être assuré au crédirentier par diverses garanties. Ce dernier pourra d'abord prendre inscription d'hypothèque judiciaire en vertu du jugement qui ordonne l'emploi de sommes suffisantes sur le prix provenant de la vente des biens du débirentier. Il pourra même, si cette mesure lui paraît insuffisante, se faire accorder par les juges une hypothèque (48). Les tribunaux sont d'ailleurs libres sur ce point (49). Ils peuvent (50) notamment ordonner l'achat, avec la somme nécessaire au service de la rente, d'une rente sur l'Etat. Dans tous les cas, la somme réservée au service de la rente ne peut être touchée par le crédirentier (51).

Comment seront réglés les conflits qui naîtront entre le crédirentier et les autres créanciers ?

Il n'y aura aucune difficulté si le produit de la vente des biens du débirentier fournit une somme suffisante pour assurer le service de la rente, c'est-à-dire au cas où le crédirentier, n'ayant pas de garantie, les biens du débirentier seront suffisants pour désintéresser tous les créanciers même chirographaires, et au cas où le crédirentier sera garanti par un privilège ou une hypothèque venant en rang utile. Dans cette dernière hypothèse cependant, on s'est demandé si le crédirentier devait toujours être colloqué pour la somme nécessaire au service de la rente, même

(47) Bourges, 27 mai 1827, précité; Agen, 3 février 1836, S. 37.2.272.

(48) Lyon, 28 avril 1875, D. 77.2.179.

(49) Cass., 5 novembre 1862, D. 63.1.299.

(50) Le crédirentier n'a pas le droit d'exiger ce mode de placement : Poitiers, 7 décembre 1885, S. 86.2.81.

(51) Cass. Req., 3 décembre 1902, S. 1903.1.125.

lorsque, ayant indiqué dans l'inscription prise en garantie de la rente, le capital de la constitution en même temps que les arrérages, la somme suffisante pour produire des intérêts équivalent auxdits arrérages, se trouve être supérieure au capital constitutif. Exemple : je suis créancier d'une rente viagère de 5.000 francs, constituée moyennant un capital de 75.000 francs. J'ai pris hypothèque en indiquant dans l'inscription le montant des arrérages et le capital constitutif. Or, la somme nécessaire pour produire 5.000 fr. d'intérêts à 5 % sera non pas 75.000 francs, mais 100.000 fr. Dois-je être colloqué dans ce cas pour 75.000 francs ou 100.00 francs ? La jurisprudence et la majorité des auteurs estiment que ma collocation doit porter sur cette dernière somme (52). En effet, si le crédientier se contentait d'indiquer dans l'inscription les arrérages de la rente, il serait colloqué sans aucune difficulté pour la somme nécessaire au service de cette rente. Il serait donc illogique que l'indication superflue du capital constitutif lui porte préjudice, d'autant plus que les tiers connaissant le montant des arrérages, seront à même de prévoir le capital qui sera employé à les servir.

Qu'arrivera-t-il si la vente des biens du débirentier ne fournit pas une somme suffisante pour assurer le service de la rente viagère, soit que la liquidation du patrimoine du débirentier ne permette pas de payer tout entières ses dettes chirographaires, soit que l'hypothèque du crédientier ne vienne pas en rang utile. Dans ces deux cas, les intérêts du capital réservé ne représenteront point les arrérages de la rente. D'après certains auteurs, le crédi-

(52) Nîmes, 11 avril 1807, S. Chr.; Caen, 24 janvier 1851, D. 51.2.207; Poitiers, 7 décembre 1885, D. 87.2.60; Pont, t. I, n° 759; Aubry et Rau, t. IV, p. 591, § 390, note 18; Guillouard, n° 208; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 306; en sens contraire : Laurent, t. XXVII, n° 323.

(53) N° 324.

rentier ne devrait pas avoir sur l'actif mobilier de droits préférables à ceux des autres créanciers et, dès lors, s'il n'a pas de garanties, il sera soumis à la loi du concours et viendra au marc-le-franc avec les autres créanciers chirographaires ; s'il a une hypothèque, « il est, dit M. LAURENT (53), dans la position de tout créancier hypothécaire quand l'hypothèque est insuffisante ; pour l'excédent il n'a qu'une créance chirographaire qui le soumet à la contribution avec les autres créanciers chirographaires. » Dans ce cas, il n'aura droit qu'aux intérêts de la somme réservée et supportera les conséquences de l'insuffisance de cette somme (54).

Mais la jurisprudence, presque unanimement, accorde au crédirentier le droit de recevoir chaque année une portion du capital réservé lui-même pour compléter le paiement des arrérages échus, et ce, jusqu'à l'extinction de la rente et du capital (55). On reproche à cette théorie jurisprudentielle de violer les articles 1978 et 1979 qui refusent au crédirentier la faculté de recouvrer le capital aliéné et au débirentier celle de se libérer en le remboursant : en permettant d'entamer annuellement le capital réservé, la jurisprudence autorise ainsi indirectement la résolution du contrat. De plus, les créanciers co-contribuables, qui ont le droit de se faire payer sur l'actif commun, souffrent, de ce fait, un grave préjudice. Mais, à ces objections, on peut répondre que l'article 1978 n'est pas violé ; on ne songe, en effet, nullement à autoriser la résolution du contrat, puis-

(54) Voir en ce sens : Grenier, *Traité des hypothèques*, t. I, n° 186 ; Trop-
long, *Commentaires du titre des privilèges et des hypothèques*, t. IV, n° 459, 4° ;
Pont, t. I, n° 760.

(55) Metz, 15 novembre 1843, S. 44.2.85 ; Agen, 3 janvier 1844, S.
45.2.405 ; Riom, 24 août 1863, S. 64.2.65 ; trib. Mont-de-Marsan, 14 décembre
1894, Le Droit, 3 janvier 1895 ; Grenoble, 4 décembre 1855, D. 56.2.278 ;
Douai, 31 mars 1898, Rec. Douai 1898.182.

que la somme réservée n'est pas immédiatement versée entre les mains du crédientier. D'autre part, les autres créanciers peuvent espérer que la rente s'éteindra avant que le capital ne soit entièrement absorbé et, dans tous les cas, ce capital étant destiné au service des arrérages, si les intérêts qu'il produit ne suffisent pas à ce service, on ne voit pas quel principe pourrait s'opposer à ce que le crédientier se paie aux dépens de ce capital lui-même (56).

En cas de faillite du débirentier, le crédientier touchera au marc-le-franc le montant des arrérages échus, et une réduction sera opérée sur les arrérages à échoir.

La somme suffisante qui doit être affectée au service de la rente doit être calculée d'après le chiffre des arrérages ainsi réduits.

OBLIGATIONS DU CRÉDIENTIER

I. — *A l'égard du débirentier.*

Le crédientier est tenu aux mêmes obligations que s'il vendait un meuble ou un immeuble.

II. — *A l'égard des tiers: saisissabilité et cessibilité de la rente.*

La rente viagère, faisant partie du patrimoine du crédientier, sert, au même titre que les autres biens constituant ce patrimoine, de gage aux créanciers de ce dernier. Lorsque cette rente a été constituée à titre onéreux, son insaisissabilité ne peut être stipulée par les parties (57). Il est

(56) Guillouard, no 209; Aubry et Rau, t. IV, § 390, p. 592, note 19.

(57) Elles ne peuvent rendre par leur volonté la rente viagère insaisissable que lorsque cette rente a été constituée à titre gratuit (article 1981 du code civil).

facile de se rendre compte des motifs qui ont dicté cette décision. Si la rente constituée à titre onéreux pouvait être déclarée insaisissable, un débiteur pourrait aliéner une partie plus ou moins forte de sa fortune et soustraire à toute poursuite la rente stipulée en échange et qui lui permettrait ensuite de vivre largement sans payer ses dettes. Pareille convention serait frauduleuse et n'est pas permise (58).

Les créanciers seraient ainsi privés du gage légal que leur reconnaît l'article 2092. Cette prohibition de la clause d'insaisissabilité se justifie aussi bien à l'égard des créanciers à venir qu'à l'égard des créanciers présents, car « une personne ne peut pas par sa propre volonté se mettre elle-même dans les liens d'une sorte d'interdiction en se frappant de l'incapacité de contracter des obligations pleinement efficaces, c'est-à-dire des obligations exécutoires sur tous ses biens » (59).

La question s'est posée de savoir si les rentes viagères pouvaient être stipulées incessibles; le code civil est muet à ce sujet. Tous les auteurs et la jurisprudence s'accordent pour assimiler l'incessibilité à l'insaisissabilité quand la rente viagère est constituée à titre onéreux (60): la clause d'incessibilité est dans ce cas considérée comme non avenue, car la rente viagère constitue une créance dans le patrimoine du crédientier et l'on ne conçoit pas que ce dernier puisse s'en interdire la libre disposition.

Mais, par exception, la loi a déclaré incessibles les rentes viagères constituées par la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse jusqu'à concurrence de 360 francs (61),

(58) Cass., 1^{er} mars 1843, S. 43.1.345.

(59) Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 311.

(60) Cass., 1^{er} mars 1843, S. 43.1.345; Cass., 6 janvier 1853, S. 53.1.619.

(61) Article 8 de la loi du 20 juillet 1886.

ainsi que les majorations et les allocations accordées par l'Etat aux ouvriers mineurs par la loi de finances du 31 mars 1903. De même, sont incessibles et insaisissables les rentes allouées par la loi du 9 avril 1898 aux victimes d'accidents du travail et les retraites ouvrières constituées par la loi du 5 avril 1910.

CHÂPITRE VIII

De l'extinction du Contrat

Le mode normal d'extinction de la rente viagère est son extinction par la mort naturelle de la personne sur la tête de qui la rente était établie. La mort civile qui, dans notre ancien droit et sous le code civil, avant la loi du 31 mars 1854, produisait à beaucoup d'égards les mêmes effets que la mort naturelle, n'a jamais été considérée comme une cause d'extinction des rentes viagères (1). Malgré la survenance d'un événement entraînant la mort civile, le paiement des arrérages continuait à être fait au crérentier, quand le mort civil n'était qu'une personne désignée pour servir de support à la rente viagère; au mort civil lui-même, quand il était crérentier et que la rente viagère présentait un caractère alimentaire; aux héritiers du mort civil quand il était crérentier et que la rente viagère ne présentait pas un caractère alimentaire (2).

La rente viagère s'éteint aussi par le rachat dans le cas

(1) Pothier, n° 256; Paris, 15 Floréal an XI, S. Chr.

(2) Merlin, rep. vo Rente viagère, n° 14; Duranton, t. XVIII, n° 182; Delvincourt, t. III, p. 424; Troplong, n° 360.

exceptionnel où une clause spéciale a réservé au débirentier la faculté de l'opérer; par la résolution du contrat, par sa rescision pour cause de lésion dans l'hypothèse où elles peuvent avoir lieu. La prescription peut également mettre fin, d'une part au droit à la rente viagère elle-même, d'autre part au droit d'exiger les arrérages échus. Enfin, les autres causes d'extinction des obligations: novation, remise de dette, confusion, l'éteignent exceptionnellement.

Nous ne reviendrons pas sur la résolution et la rescision pour cause de lésion, dont nous avons parlé plus haut (3). Nous nous attacherons surtout à la mort naturelle, au rachat et à la prescription, puis nous dirons quelques mots des autres modes d'extinction qui interviennent exceptionnellement.

1. — Décès de la personne sur la tête de laquelle la rente a été constituée.

C'est le mode normal d'extinction du contrat de rente viagère, celui qui découle nécessairement de son caractère, puisqu'il a pour but de subordonner le paiement des arrérages à l'existence d'une ou plusieurs personnes. Aussi, le législateur a-t-il jugé inutile d'exprimer formellement la règle que le décès de la personne sur la tête de qui la rente avait été constituée entraînait forcément l'extinction du contrat.

La rente viagère, pouvant être constituée soit sur la tête du crédirentier, soit sur celle du débirentier, ou d'un tiers, le décès de ces personnes aura pour conséquence l'extinction du droit à la rente. Dans les deux derniers cas, le service des arrérages cessera si le crédirentier leur survit et, au contraire, s'il décède avant eux, les arrérages continueront à être versés aux héritiers.

(3) Voir *supra*, p. 137 et suivantes, 126 et suivantes.

L'extinction de la rente se produira, même au cas où la mort de la personne sur la tête de qui elle repose aurait une cause accidentelle (suicide, accident, meurtre).

Quid ? si le débirentier, pour hâter sa libération, a lui-même assassiné la personne sur la tête de qui reposait la rente ?

Le meurtrier ne saurait évidemment tirer profit de son crime : la rente viagère n'est donc pas éteinte (4) ; le débirentier devra le service de la rente au crédirentier si cette personne est un tiers, et aux héritiers du crédirentier si c'est sur la tête de ce dernier que repose la rente, « jusqu'à l'époque probable où il serait mort » (5). La jurisprudence, dans ce dernier cas, donne aux héritiers du crédirentier le droit de demander la résolution du contrat(6) ; M. LAURENT repousse cette solution. « Le code n'admet la résolution, dit-il, que dans une hypothèse, celle où les sûretés stipulées n'ont pas été fournies (article 1977 du code civil) ; il ne l'admet pas, quand le débirentier ne paie pas les arrérages ; or, quand le débirentier donne la mort au crédirentier, c'est précisément pour se dispenser du paiement des arrérages ; il faudrait donc dire que le contrat n'est pas résolu, qu'il doit continuer à être exécuté. » Cette comparaison entre notre hypothèse et celle des articles 1977 et 1978 du code civil et l'assimilation qu'elle établit entre elle et le défaut de paiement des arrérages, ne nous paraissent pas exactes. Le débiteur, en contractant, s'est engagé à verser les arré-

(4) Pont, t. I, n° 784 ; Aubry et Rau, t. IV, § 390, p. 589 ; Guillouard, n° 191 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 323 ; Poitiers, 13 Nivôse an X, S. Chr. ; Paris, 18 janvier 1811, S. Chr.

(5) Laurent, t. XXVII, n° 305.

(6) Poitiers, 13 Nivôse an X, S. Chr. ; Paris, 18 janvier, précité ; Amiens, 10 décembre 1840, S. 43.2.3 ; Montpellier, 2 juin 1888, D. 89.2.188 ; Rouen, 12 novembre 1902, Gaz. Pal. 1903.1.515 ; contrà : Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 323, et Laurent, t. XXVII, n° 305.

rages jusqu'au jour du décès d'une personne déterminée; et, par suite, à ne rien faire qui puisse amener ce décès. En tuant cette personne, il se met dans l'impossibilité d'exécuter l'obligation qu'il a contractée, et donne ouverture au droit de résolution par application de l'article 1184 du code civil. Par suite de ce droit, les héritiers du crédientier pourront exiger du meurtrier la restitution du prix de la rente, sans avoir à déduire les arrérages qui ont été payés avant le décès (7).

Si la contre-partie de la rente consistait en un immeuble, l'aliénation de cet immeuble par le débirentier ou les droits réels, qu'il a consentis sur lui, tombent rétroactivement par application de la maxime « *resoluto jure dantis, resolvitur jus accipientis* ».

M. PONT (8) soutient le contraire et applique à notre hypothèse l'article 958 du code civil, assimilant la résolution du contrat pour crime du débirentier à la révocation des donations pour ingratitude. Cette assimilation nous semble manquer d'exactitude, parce que la révocation des donations est une déchéance; c'est un fait exceptionnel; tandis que la résolution, en notre matière, est une application des principes généraux, car elle est la conséquence de l'inexécution par le débiteur de ses obligations.

Si la résolution n'est pas demandée ou admise, le débirentier doit des dommages-intérêts, et, à ce titre, peut être condamné à servir la rente pendant un temps correspondant à la durée probable de la vie de la personne qu'il a tuée, ou à payer une somme représentant le montant total des arrérages ainsi calculés, déduction faite de l'escompte (9).

(7) Application de l'article 1977 du code civil.

(8) T. I., n° 784.

(9) Baudry-Lacantinerie et Wahl, n°s 323 et 327; Guillaud, n° 191.

Lorsque la rente est constituée sur la tête de plusieurs personnes, ces dernières peuvent :

1° Etre désintéressées au contrat: dans ce cas, la rente sera éteinte lorsque les personnes sur la tête de qui elle repose seront mortes.

2° Etre titulaires elles-mêmes de la rente avec clause de réversibilité : le décès d'une de ces personnes donnera lieu à l'application de cette clause de réversibilité au profit des survivants.

3° Etre bénéficiaires de la rente sans que la réversibilité ait été stipulée. La majorité de la doctrine et de la jurisprudence (10) admet, dans cette hypothèse, que la rente ne doit pas être considérée comme éteinte pour partie par le décès d'une de ces personnes et que le débirentier doit continuer à la servir dans son intégralité aux survivants car, sans cela, on ne serait plus en présence d'une rente sur plusieurs têtes, mais d'autant de rentes qu'il y a de têtes; si les parties avaient voulu atteindre ce but, elles auraient fait autant de constitutions qu'il y a de crédientiers et n'auraient pas stipulé la rente conjointement au profit de ceux-ci.

Dans le cas où la rente a été constituée en faveur de plusieurs crédientiers avec clause de réversibilité au profit du survivant, quelle sera, sur cette clause, l'influence du meurtre d'un des crédientiers par un autre crédientier

La Cour de Poitiers décide avec raison que la clause de réversion ne peut, dans ce cas, se réaliser et que la rente doit être considérée comme éteinte pour partie. Le meurtrier, en effet, a, par son fait, empêché la réalisation de la

(10) Pothier, n° 242; Troplong, n° 245; Pont, t. I, n° 692; Aubry et Rau, t. IV, p. 390, p. 589, note 2; Planiol, t. II, n° 2123; Guillaud, n° 189; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 332; Cass., 18 janvier 1830, S. Chr.; trib. civ. Lyon, 23 mai 1900, Mon. Lyon. 9 juin 1900; contrà : Duranton, t. XVIII, n° 134 et Dijon, 22 janvier 1845, D. 45.4.335.

condition de survie prévue par les parties, et ne peut, par suite, l'invoquer à son profit (11).

II. — Rachat de la rente viagère.

Aux termes de l'article 1979 du code civil, « le constituant ne peut se libérer du paiement de la rente, en offrant de rembourser le capital et en renonçant à la répétition des arrérages payés; il est tenu de servir la rente pendant toute la vie de la personne ou des personnes sur la tête desquelles la rente a été constituée, quelle que soit la durée de la vie de ces personnes et quelque onéreux qu'ait pu devenir le service de la rente ».

Mais rien ne s'oppose à ce que les parties stipulent au profit du débirentier le droit de racheter la rente et éteignent par là les obligations découlant du contrat de constitution.

Si, en effet, le code civil impose au débirentier le service de la rente pendant toute la vie de la personne ou des personnes sur la tête desquelles la rente a été constituée, c'est qu'il a posé en principe, dans l'article 1134 du code civil, que les conventions font la loi des parties; par suite, le débirentier ne peut rompre le contrat, quelque intérêt qu'il y ait. Cette règle est une conséquence directe du caractère aléatoire de la constitution de la rente viagère. Si la personne sur la tête de qui repose la rente était décédée prématurément, le débirentier aurait profité de cette circonstance qui l'aurait délivré de l'obligation de servir la rente. Il est juste, par contre, qu'il subisse la perte que peut lui imposer la prolongation de la vie du crérentier. Il ne pourra donc se libérer en offrant le remboursement du capital, et s'il tombe en faillite, la masse de ses créanciers

(11) Guillaud, n° 190; Poitiers, 1^{er} février 1881, S. 82.2.27; Cass., 6 novembre 1882, S. 84.1.237; contra: Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 328.

n'aura, pour les mêmes raisons, pas plus de droits que lui (12).

Les raisons qui ont motivé la rédaction de l'article 1979 du code civil n'existent plus, si les parties sont d'accord pour faire bénéficier le débirentier de la faculté de rachat. Aussi tous les auteurs et la jurisprudence admettent-ils qu'il est loisible à ce dernier de se réserver cette faculté par le contrat. Cette clause pourra être affectée de toutes les modalités qui conviendront aux parties : il pourra notamment être stipulé que le prix à rendre par le débirentier sera moindre que celui qu'il a reçu et que la valeur de la rente viagère sera diminuée proportionnellement aux années écoulées.

Ce sera évidemment au débirentier à établir l'existence de la clause qui l'autorise à se libérer par le rachat.

III. — Prescription.

L'effet de la prescription se produit : 1° sur le droit à la rente viagère ; 2° sur le droit de réclamer les arrérages échus.

I. — Le droit à la rente viagère se prescrit par trente ans, si pendant ce délai les arrérages ne sont pas payés. Cette solution, discutée dans notre ancien droit, est certaine sous l'empire du code civil : l'article 2262 du code civil déclare tous les droits prescriptibles par trente ans ; l'article 2263 du code civil décide que le crédirentier peut exiger un titre nouvel au bout de vingt-huit ans, d'où il résulte que son titre est atteint par la prescription (13).

Le délai court du jour de la constitution (14) quand

(12) Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 336 ; Guillouard, n° 215.

(13) Pont, t. I, n° 787 ; Aubry et Rau, t. IV, § 390, p. 593, note 27 ; Laurent, t. XXVII, n° 306 ; Guillouard, n° 217 ; Huc, t. XI, n° 360 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 342 ; Toulouse, 23 janvier 1828, S. Chr. ; Paris, 21 mars 1902, Gaz. Trib. 1902.1.2° partie, 463 ; contrà : Metz, 28 avril 1819, S. Chr. ; Lyon, 5 avril 1824, S. Chr.

(14) Article 2263 du code civil.

aucun arrérage n'a été acquitté (15); sinon, du jour du dernier paiement d'arrérages (16).

La prescription du droit à la rente viagère qui a commencé à courir du jour de l'acte constitutif, ne peut être invoquée par le tiers qui a pris envers le débirentier primitif l'engagement de servir la rente à sa place, car il a contracté envers ce dernier et non envers le crédirentier.

Le crédirentier viager peut, à l'égal du crédirentier perpétuel, invoquer l'article 2263 du code civil pour exiger de son débiteur un titre nouvel (17).

Quand la rente viagère est garantie par un titre de rente sur l'Etat, le fait par le nu-propriétaire du titre d'en provoquer le renouvellement quand les cases en sont épuisées, ne peut être considéré, a décidé la Cour de Paris (18), comme une reconnaissance du droit de l'usufruitier, interruptif de la prescription.

II. — Le droit de réclamer les arrérages se prescrivait par trente ans dans notre ancien droit et dans le droit intermédiaire. Aujourd'hui, il est soumis à la prescription de cinq ans (19).

Par un arrêt du 22 juillet 1826 (20), la Cour de Paris a déclaré que ce délai doit, au cas de décès du crédirentier, se compter en remontant à partir de ce décès. Cette solu-

(15) Trib. Annecy, 23 mai 1885, J. Le Droit, 8 octobre 1885.

(16) Pont, t. I, n° 787; Aubry et Rau, t. IV, § 390, p. 593, note 27; Laurent, t. XXVII, n° 307; Guillouard, n° 217; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n° 342.

(17) Demante et Colmet de Santerre, t. VIII, n° 370 bis; Baudry-Lacantinerie et Tissier, De la prescription, n° 625.

(18) 21 mars 1902, précité.

(19) Code civil, article 2277; Troplong, Commentaires du titre de la prescription, t. II, n°s 1002 et 1036; Aubry et Rau, t. VIII, § 774, p. 433, 435; Baudry-Lacantinerie et Tissier, De la prescription, n°s 767, 774; Guillouard, n° 217; Lyon, 5 avril 1824, S. Chr.; Paris, 2 juillet 1825, S. Chr.; Cass., 5 décembre 1827, S. Chr.

(20) S. Chr.

tion ne repose sur aucun motif juridique : les cinq ans doivent toujours se compter en remontant à partir du jour de la demande en paiement, que cette demande soit faite par le crédientier lui-même ou par ses héritiers (21).

La prescription n'est pas suspendue par l'arrivée du décès du crédientier avant l'expiration des cinq ans. Il est de principe, en effet, que le décès du créancier ne suspend pas la prescription qui a commencé à courir contre lui (22).

III. — Autres modes d'extinction.

Le droit commun des obligations s'applique aussi en notre matière et la rente viagère peut s'éteindre par la novation, par la renonciation du créancier à son droit, enfin par la confusion; mais elle ne peut s'éteindre par compensation avec une somme liquide et exigible, parce que le capital n'en est pas remboursable, ni exigible à un moment donné (23).

La possession de la grosse du contrat par le débirentier ne saurait à cet égard faire présumer qu'il a obtenu remise de sa dette, quand le crédientier a déclaré qu'elle lui avait été volée (24).

(21) Troplong, Commentaires du titre de la prescription, t. II, n° 1003; Vazeille, Traité des prescriptions, t. II, n° 611; Bordeaux, 9 décembre 1831, S. Chr.

(22) Voir Cass., 5 février 1868, S. 68.1.373.

(23) Larombière, Théorie et pratique des obligations, t. V, sur l'article 1291, n° 26; Mercadé, t. IV, sur les articles 1291 et 1292, n° 4.

(24) Besançon, 8 juillet 1806, S. Chr.

CONCLUSION

Nous constatons chaque année une progression sensible du nombre des contrats de rente viagère, surtout depuis quelques années. Cette augmentation a manifestement sa cause dans la baisse progressive du loyer de l'argent. A mesure que le capital devient de moins en moins productif, à mesure que, d'autre part, l'accroissement progressif des impôts, la hausse du prix de certaines denrées, le besoin grandissant de confort rendent l'existence plus coûteuse, « la vie plus chère » comme l'on dit, un certain nombre de petits capitalistes, qui pouvaient jadis vivre de leurs revenus, ont vu leur sécurité troublée et leur vieillesse menacée de dénuement.

Deux moyens s'offraient à eux : placer leurs capitaux dans des entreprises industrielles ou commerciales, qui peuvent rapporter un certain chiffre d'intérêts, mais qui peuvent aussi engloutir sans rémission les capitaux engagés; les prêter à l'Etat, qui servira un intérêt dont une loi peut venir baisser le taux; ou bien placer ces mêmes capitaux à fonds perdu, en viager.

Ce second procédé répond assurément bien mieux aux

besoins d'un homme ou d'une femme qui cherche avant tout à s'assurer le pain quotidien de ses vieux jours; de là l'augmentation des contrats de rentes viagères.

Il est certain aussi qu'un grand nombre de propriétaires fonciers ont grand avantage à vendre leurs immeubles en viager, car beaucoup de loyers n'ont pas subi une augmentation en rapport avec l'élévation des charges imposées aux propriétaires : les impôts et les réparations ont sextuplé, alors que nombre de loyers n'ont pas été triplés.

Le résultat de cette situation est, pour le propriétaire, — surtout à un âge avancé, — la gêne ou les privations à un moment où, après une vie de travail, il était en droit de jouir dans le calme d'une aisance suffisante, d'un repos mérité. A cette gêne, s'ajoutent les difficultés des rapports quotidiens de plus en plus difficiles avec les locataires et avec les entrepreneurs, enfin l'anxiété de l'avenir.

A cette situation, dont personne ne peut déterminer la fin, le propriétaire foncier, comme le propriétaire de capitaux, peut trouver un remède en vendant ses biens en viager.

A partir de ce moment, l'absence de soucis sera, pour lui et pour ceux qui l'entourent, le meilleur gage de longévité.

Mais un contrat de rente viagère se fait rarement dans de bonnes conditions quand l'opération a lieu entre particuliers.

Un particulier, ne pouvant par ses propres moyens traiter un nombre important d'opérations de cette sorte, joue parfois sa fortune sur une seule carte : un exemple célèbre est celui de la collection d'antiquités américaines de M. de WALDECK. Son propriétaire en demandait 40.000 francs. L'Etat offrit de la lui acheter à rente viagère, ce qui fut accepté; mais M. de WALDECK, qui avait alors plus de cinquante ans, ne mourut qu'à cent neuf ans passés, de sorte que l'Etat lui paya cinq ou six fois sa collection.

Les sociétés qui font un grand nombre de contrats de rente viagère, peuvent seules opérer avec certitude parce que les chances bonnes ou mauvaises se contre-balancent : elles éliminent le hasard en multipliant leurs opérations.

Un particulier peut subir des revers de fortune ; sa situation, bonne aujourd'hui, peut être mauvaise demain, et en ce cas la rente sera payée irrégulièrement ; si votre gage est un immeuble, ce dernier sera mal entretenu et sa valeur diminuera ; enfin, un particulier peut décéder ; quelle sera la valeur de sa succession ? quels rapports le rentier aura-t-il avec les héritiers qui reprendront la charge de la rente ?

Une société, au contraire, dispose de moyens financiers qu'un particulier ne peut posséder. Son capital et ses réserves sont une garantie pour les rentiers. De plus, si la contre-partie de la rente est un immeuble, les sociétés qui s'occupent de ces opérations sont régies par la loi du 20 février 1922, qui stipule, dans son 2^e paragraphe : « Les crédientiers conserveront individuellement, pour le service de leurs rentes, même à l'encontre de toute convention contraire, le privilège du vendeur sur l'immeuble cédé. »

Un particulier débat à sa guise le taux et les conditions de la rente que le vendeur devra toucher ; il aura une tendance assez naturelle à défendre ses intérêts personnels au détriment de celui qui possède capitaux ou immeubles ; il cherchera quelquefois à profiter de l'ignorance de ce dernier.

Une société qui achète en viager est astreinte par la loi à des règles sévères édictées dans le but de protéger l'épargne publique.

Si vous traitez avec elle, la valeur de l'immeuble que vous cédez doit être expressément stipulée au contrat et garantie sincère et véritable par un expert désigné par le tribunal civil du ressort de l'immeuble ; l'attestation de l'expert suivie de sa signature doit figurer au contrat.

Enfin, les tarifs d'après lesquels la rente est calculée doivent être conformes aux prescriptions de la loi.

A plusieurs reprises, les députés ont déposé des projets de loi tendant à appliquer aux contrats de rente viagère la théorie de l'imprévision; mais jusqu'ici toutes ces propositions sont restées vaines.

Certaines de ces propositions sont récentes.

En 1928 M. PIGMAL et en 1929 M. BLONDEL avaient déposé une proposition de loi tendant à autoriser la révision des contrats de rentes viagères conclus avant une certaine date; à défaut de révision amiable, la majoration devait être fixée par une commission arbitrale, l'Etat intervenant comme « super-arbitre » en cas de conflit ! le mécanisme de cette procédure de révision paraissait manquer de fermeté.

Plus près de nous, M. Louis MARIN déposait, le 8 décembre 1932 (1), une proposition de loi tendant au rajustement à la nouvelle valeur du franc des contrats de rentes viagères passés en francs, dont la valeur était supérieure à celle qui a été définitivement fixée par la loi de stabilisation.

Nous avons dit au Chapitre VI, ce qu'il fallait penser de l'idée, bonne en soi, de M. Louis MARIN.

Plus récemment encore, deux autres propositions ont été déposées qui ont trait aux rentes viagères: l'une le 24 mars 1933, par M. Henry TORRÈS (2), sur la majoration des arrérages, et l'autre le 31 mars 1933, par M. Georges PERNOT (3), au sujet de la rescision pour lésion dans les ventes d'immeubles moyennant rente viagère (4).

(1) Chambre, 8 déc. 1932, annexe, n° 1044.

(2) Chambre, 24 mars 1933, annexe n° 1622.

(3) Chambre, 31 mars 1933, annexe n° 1699.

(4) Nous n'avons pu actuellement nous procurer le texte de ces deux dernières propositions.

Ces propositions récentes soulignent l'actualité de notre sujet.

Les contrats de rente viagère et ceux qui les passent ont quelquefois été violemment critiqués.

C'était une formule de style parmi les jurisconsultes, pendant bien longtemps et peut-être encore aujourd'hui, que de flétrir « l'égoïsme et l'immoralité » du contrat de rente viagère et de ceux qui en usent.

Serait-il téméraire d'essayer de réhabiliter les uns et l'autre ?

Le tribun DUVEYRIER, présentant au Corps législatif le vœu du Tribunat sur la loi relative aux contrats aléatoires, disait, en parlant de la rente viagère :

« Le contrat présente dans ses motifs, dans ses combinaisons, dans ses effets, des contrastes si bizarres et des oppositions si extrêmes, qu'on ne sait trop si on lui doit plus d'intérêt que d'indignation. Lorsqu'il n'est pas un bienfait touchant, une généreuse libéralité, il ne peut être qu'un odieux calcul d'avarice et de cupidité, le froid conseiller de l'égoïsme, le compagnon solitaire de la misanthropie, l'ennemi de toute affection sociale et le spoliateur des familles. »

M. Paul BIDART, avocat à la Cour impériale de Douai, docteur en droit, écrivait dans le numéro de juillet-décembre 1866 de la « *Revue pratique de droit français* » :

« ... De tout temps les constitutions de rente viagère à prix d'argent, les aliénations à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit, les libérations moyennant arrérages viagers et tous autres contrats de même nature ont donné lieu à des bénéfices excessifs et scandaleux prélevés sur les personnes atteintes de maladies graves, ou plutôt sur leurs héritiers. Ils sont d'autant plus faciles à réaliser et malaisés à conjurer qu'en pareille matière il n'est pas besoin de recourir

à une extorsion qui serait puissamment favorisée par la faiblesse naturelle aux malades; il faut tenir compte des espérances illusoires de la vie, qui persistent jusqu'au dernier moment et contre toute vraisemblance; souvent un moribond se flatte de faire une excellente affaire, même pour ses héritiers, en plaçant ses capitaux à 15 %.

Il faut d'abord mettre à part, comme ayant toujours échappé à tout reproche d'immoralité, la rente viagère constituée au profit d'un tiers.

En constituant au profit de son fils tout jeune, au lieu d'un capital de dotation, comme il est fréquent, une rente viagère différée, stipulée incessible et insaisissable, un père peut assurer à celui-ci une sorte de réserve, de retraite inaliénable, intangible, qui le mettra, quoi qu'il arrive, à l'abri de la misère.

La rente est moins utile que le capital, dit-on souvent; elle est autrement utile; le capital pourra permettre les grandes entreprises, mais la rente permettra de vivre, si les entreprises ont échoué: elle est une mesure de prévoyance libérale, et, à ce titre, elle mériterait d'être employée plus fréquemment.

Mais il faut aller plus loin; nous ne craignons pas d'affirmer que, même sous sa forme, en apparence égoïste, la rente viagère est le plus souvent un acte de prévoyance et de bonne administration absolument légitime et moral.

Personne ne songerait assurément à reprocher à un père de famille de faire des versements à une société de secours mutuels, pour s'assurer contre la maladie. N'est-il pas pour lui d'une nécessité à peu près égale de s'assurer contre la vieillesse (5) et de se constituer une sorte de pension de

(5) Il est bien entendu que la rente viagère n'est point juridiquement une assurance; mais il est néanmoins certain qu'économiquement parlant, elle évite au rentier les risques de pauvreté que pourrait lui faire courir une vieillesse trop prolongée.

retraite, surtout si son métier ou sa profession n'en comporte point ?

Mais il va spolier ses héritiers ! Voilà la grande objection !

Elle n'est le plus souvent qu'une apparence; elle suppose d'abord, pour avoir quelque force, que les héritiers sont des parents fort proches : enfants, petits-enfants ou collatéraux immédiats. Mais alors même, ceux-ci subissent-ils un réel préjudice ? Examinons les choses plus attentivement.

Pour tout homme arrivé à la vieillesse, il y a un revenu nécessaire. Si cet homme ne possède pas ce revenu, il sera un peu plus tôt ou un peu plus tard à la charge de ses proches. Vaut-il mieux, pour satisfaire à la morale et pour sauvegarder les intérêts des héritiers, leur faire courir le risque d'avoir à assurer la subsistance de leurs vieux parents, en leur laissant la chance, s'ils meurent promptement, d'hériter d'eux et en leur inspirant, par suite, le « *votum mortis* » ?

Ne vaut-il pas mieux, au contraire, les priver de propos délibéré d'un capital, qu'ils n'auraient touché qu'au prix d'un deuil prématuré, mais les garantir, en outre, de façon non moins certaine, du danger que présenterait pour leur bourse et aussi pour leur piété filiale, la vieillesse trop longue d'un ascendant trop pauvre ?

Ce prétendu préjudice dont se plaignent les héritiers est encore plus problématique lorsque la rente a été constituée différée au moyen de primes annuelles; dans ce cas, les primes sont, le plus souvent, prélevées sur des économies qui n'auraient peut-être pas été réalisées si la prévoyance du constituant n'avait cherché à garantir un peu de bien-être à ses vieux jours.

Ces économies, qu'il aurait pu ne pas faire, qu'il ne devait pas assurément à ses héritiers, comment ceux-ci pré-

tendraient-ils qu'ils en sont frustrés ? C'est au contraire, peut-être, nous venons de le voir, leur intérêt pécuniaire bien entendu, en même temps que le sien propre, et, en tout cas, l'intérêt de leurs bonnes relations familiales, que le constituant a sauvegardés, en plaçant tout ou partie de ses fonds en viager. C'est une injustice de le taxer d'égoïste alors qu'il a fait preuve de la prévoyance la plus éclairée.

Et, si l'on suppose, comme cela est fréquent, la rente viagère constituée non pas sur une seule tête, mais aussi sur la tête de son conjoint, avec réversibilité totale, sa prévoyance se double de désintéressement. Ce serait juger bien singulièrement les gens et les choses que de trouver le moindre sentiment blâmable dans une telle opération.

Aussi bien, la rente viagère forme-t-elle souvent l'un des éléments d'opérations dont chacun célèbre à l'envi la moralité : les assurances sur la vie. Une des combinaisons les plus fréquemment demandées aux compagnies est celle où, à l'expiration d'un délai de vingt ans, par exemple, l'assuré, s'il est encore vivant, restera assuré pour le capital stipulé, sans avoir désormais à payer de primes, et recevra, au contraire, une rente viagère égale à la prime annuelle qu'il a versée jusque-là. Il est clair que cette rente n'est pas gratuite, et qu'elle a été constituée au moyen d'une augmentation de primes. C'est une rente viagère différée accolée à l'assurance en cas de décès.

Les héritiers, les enfants, vont-ils se plaindre d'être spoliés ?

Leurs plaintes seraient peu apitoyantes.

Rappelons, au contraire, que, parfois, des héritiers ont vu le patrimoine qui leur était destiné, reconstitué et augmenté grâce aux contrats de rente viagère passés par leur auteur, grâce aussi à l'économie et à la bonne santé de celui-ci, et concluons que si, dans certains cas exceptionnels, la rente viagère a été pour certains monomanes un

moyen de témoigner à leurs héritiers les sentiments malveillants qui les animaient à leur égard, le plus souvent elle est un instrument de prévoyance, une garantie contre les dissensions si pénibles que certains peuvent faire naître dans les familles.

VU:

Le Président de la thèse,
Daniel PARISOT.

VU:

Le Doyen de la Faculté de Droit,
A. GUILLOIS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER:

Dijon, le 8 mai 1933.
Le Recteur, E. SPENLÉ.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Revues, Journaux, Répertoires

- *La Gazette des Tribunaux.*
- *La Gazette du Palais.*
- *Journal des Assurances.*
- *Journal des Notaires.*
- *Le Moniteur des Assurances.*
- SIREY: *Recueil général des lois et arrêts.*
- DALLOZ: *Recueil hebdomadaire de jurisprudence.*
- DALLOZ: *Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine.*
- *Répertoire de la Jurisprudence du Notariat*, par ROLLAND DE VILLARGUES, 9 vol. in-8°.
- *Revue critique de la jurisprudence en matière civile, administrative, commerciale et criminelle.* — Paris, Cotillon, 1851-1870. — Nouvelle Série depuis 1870.
- *Revue du notariat et de l'enregistrement.* — Paris, Cosse et Marchal.
- *Revue générale des assurances terrestres*, publiée sous la direction de Maurice PICARD. — Paris, Pichon et Durand-Auzias.
- *Revue pratique du droit français.*
- *Revue trimestrielle de droit civil.* — Paris, Larose et Tenin.
- *La Semaine juridique.*

II. — Ouvrages particuliers

ABOUT (E.).

Les rentes viagères, 1922. — Dulac.

ALINAT (E.).

La rente viagère. Quelques-unes de ses applications modernes. — Thèse, Montpellier, 1913.

AMIAUD.

Traité formulaire du notariat. — 5 vol.

AUBRY (C.) et RAU (G.).

Cours de droit civil français d'après la méthode de Zachariae. — 5^e édition, revue et mise au courant par MM. Ch. FALCIMAIGNE, GAULT et BARTIN. — Paris, Marchal et Billard-Godde, 1897-1922, 12 vol. in-8°.

BAUDRY-LACANTINERIE (G.).

Cours théorique et pratique de droit civil (Supplément par Julien BONNECASE). — Paris, Société de la Librairie du Recueil Sirey, L. Tenin, 1924.

BAUDRY-LACANTINERIE (G.).

Précis de droit civil. 13^e édition, par Paul GUYOT. — Paris, Tenin, 1922-1927, 3 vol. in-8°.

BAUDRY-LACANTINERIE (G.) et BARDE (L.).

Traité théorique et pratique de droit civil. Des obligations. 2^e édition. — Paris, Larose et Tenin, 1900-1905, 3 tomes en 4 vol. in-8° (tome I).

BAUDRY-LACANTINERIE (G.) et CHAUVEAU (M.).

Traité théorique et pratique de droit civil. Des biens. 2^e édition. — Paris, Larose, 1899, 1 vol. in-8°.

BAUDRY-LACANTINERIE (G.) et TISSIER (Albert).

Traité théorique et pratique de droit civil. De la prescription. 2^e édition. — Paris, Larose, 1899, 1 vol. in-8°.

BAUDRY-LACANTINERIE (G.) et WAHL (Albert).

Traité théorique et pratique de droit civil. Des contrats aléatoires, du mandat, du cautionnement, de la transaction. — Paris, Larose, 1899.

BERNIÈS.

Le contrat de rente viagère à titre onéreux. Thèse. — Toulouse, 1902, in-8°.

BEUDANT (Ch.).

Cours de droit civil français, publié par son fils Robert BEUDANT. *La vente et le louage.* — Paris, Rousseau, 1908, in-8°.

BIDART (P.).

De l'application de l'article 1975 à une rente viagère créée sur plusieurs têtes. (Extr. « Revue pratique du droit français ».) — In-8°, 1866, Impr. Noblet.

BIZE (P.).

Du contrat de rente viagère. Thèse. — Paris, 1899, in-8°.

CAPITANT (Henri).

De la cause des obligations (contrats, engagements unilatéraux, legs). — Paris, Dalloz, 1923, in-8°.

La loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance (Extrait de la « Revue générale des assurances terrestres », n° juillet-octobre 1930). — Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1930, in-8°.

CHAVET.

Des contrats aléatoires de droit civil. Thèse.— Paris, 1859, in-8°.

COLIN et CAPITANT.

Cours élémentaire de droit civil français. — Paris, Librairie Dalloz, 1929-1932, 3 vol. in-8°.

COLMET DE SANTERRE (E.).

Manuel élémentaire de droit civil. 2^e édition. — Paris, Plon, Nourrit et C^{ie}, 1892, 3 vol. in-18°.

DEMANTE et COLMET DE SANTERRE.

Cours analytique de code civil. 2^e édition. — Paris, 1884-1889, 9 vol. in-8°.

DAVID (G.).

Du contrat de rente viagère. Thèse. — Paris, 1904, in-8°.

DEFRÉNOIS.

Traité pratique et formulaire du notariat. — 5 vol.

DESRIBES (M.).

Des rentes viagères constituées sur plusieurs têtes (droit français). Thèse. — Paris, 1892, in-8°.

DUJARRIC-DESCOMBES (L.).

Des contrats aléatoires. — Paris, 1872, in-8°.

FENET (P.-A.).

Recueil complet des travaux préparatoires du code civil. 1836.

GAURY (H.).

De quelques problèmes relatifs aux opérations viagères. — Dulac, 1909, in-8°.

GUILLOUARD.

Traité des contrats aléatoires et du mandat. — Paris, Pedone Lauriel, 1894, in-8°.

HATIEZ (A.).

De la rente viagère spécialement dans ses rapports avec le régime de la communauté légale (droit fr.). Thèse. — Paris, 1885, in-8°.

HÉMARD (Joseph).

Traité des assurances terrestres. — 2 volumes.

HUC (Théophile).

Traité théorique et pratique de la cession et de la transmission de créances. — Paris, 1891, 2 vol. in-8°.

Commentaire théorique et pratique du code civil. — Paris, Pichon, 1892-1903, 15 vol. in-8° (tome XI, 1898).

JAPIOT (René).

Des nullités en matière d'actes juridiques. Essai d'une théorie nouvelle. Thèse. — Paris, Rousseau, 1909, in-8°.

JOSSE RAND (Louis).

Cours de droit civil positif français. 2^e édition. — Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1930-1932, 3 vol. in-8°.

KAHN (Raymond).

La notion de l'aléa dans les contrats. Thèse. — Paris, 1924, in-8°.

KERDONCUFF (Joseph).

De la rente viagère réversible et de l'assurance sur la vie entre époux communs en biens. Thèse. — Rennes, 1923, in-8°.

KING (G.).

« *Text book* » de l'Institut des actuaires de Londres. Trad. par A. BEGAULT. *Traité complet des opérations viagères.* 2^e partie. — 1894, in-8°.

LAURENT.

Des stipulations pour autrui. Thèse. — Paris, 1881, in-8°.

LAURENT (Fr.).

Principes de droit civil français. — 33 vol. 3^e édit. 1878.
— Supplément 1896-1903. 8 vol. in-8°.

LALOU (H.).

Du bail à nourriture. Thèse. — Paris, 1900.

LOUIS-LUCAS (Pierre).

Lésion et contrat. — Tenin, 1926, in-8°.

LYON-CAEN (Ch.) et RENAULT (L.).

Manuel de droit commercial. 15^e édition avec la collaboration de A. AMIAUD. — Paris, Pichon et Durand-Auzias, 1928, in-8°.

MAINGIE (L.).

La théorie des opérations viagères. — Bruxelles, Librairie française et étrangère, 1922, in-8°.

MARCADÉ-PONT.

Eléments de droit civil français. — Paris, Librairie de jurisprudence de Cotillon, 1842.

PICARD (Géo.-Raph.).

D. R. De la constitution de la dot.

D. F. Des récompenses en matière de communauté légale.
Thèse. — Paris, Lahure, 1883, in-8°.

PIOT.

Les rentes viagères servies par les compagnies d'assurances. Thèse. — Paris, Pedone, 1900, in-8°.

PLANIOI (Marcel).

Traité élémentaire de droit civil. 11^e édition avec la collaboration de Georges RIPERT. — Paris, Pichon et Durand-Auzias, 3 vol. in-8°.

PLANIOI (Marcel) et RIPERT (Georges).

Traité pratique de droit civil français. — Paris, Pichon et Durand-Auzias, 1925.

POTHIER (Robert-Joseph).

Annoté par BUGNET. *Œuvres de Pothier*. — 10 vol. in-8° et la Table. — Paris, 1861, Cosse et Marchal.

Du contrat de constitution de rente. — Paris, Dabo jeune, 1825.

PRIEUR (Jules).

De la théorie générale des récompenses et de son application spécialement en matière d'usufruit, de rente viagère et d'assurance sur la vie. Thèse. — Paris, 1908, in-8°.

RODET (A.).

La rente viagère dans ses rapports avec les régimes de communauté. Thèse. — Lyon, 1913, in-8°.

TROPLONG (Raymond-Théodore).

Code civil expliqué, ouvrage faisant suite à celui de TOULLIER. — Paris, Hingray, 1837-1856, 28 vol. in-8°

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
CHAPITRE I.	
<i>De la nature du contrat</i>	19
CHAPITRE II.	
<i>Des formes du contrat</i>	35
CHAPITRE III.	
<i>De la capacité et du pouvoir nécessaires pour être partie à une constitution de rente viagère</i>	45
CHAPITRE IV.	
<i>Des personnes sur la tête desquelles peut être faite la constitution de rente viagère et des personnes qui peuvent en être les bénéficiaires</i>	79
CHAPITRE V.	
<i>De la cause du contrat. De l'absence de cause. Des arti- cles 1974 et 1975 du code civil</i>	91
CHAPITRE VI.	
<i>Du taux de la rente viagère</i>	121
CHAPITRE VII.	
<i>Des effets du contrat.</i>	
Obligations du débirentier	137
Obligations du crédirentier	154
CHAPITRE VIII.	
<i>De l'extinction du contrat</i>	157
CONCLUSION	167
BIBLIOGRAPHIE	177

